

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



**Brésil,
Grande-Bretagne,
Afrique subsaharienne**

**FMI : « verdir l'économie »,
« écologiser la croissance »**

**Il y a dix ans,
Pierre Lambert disparaissait :
l'actualité de son combat**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Chroniques du Brésil** p. 3
- **Brexit et grève des enseignants d'Université :
la situation en Grande-Bretagne** p. 9
- **Décomposition et recomposition
en Afrique subsaharienne
Quelques éléments de discussion** p. 17
- **Les recommandations du FMI
pour « verdir l'économie »
et « écologiser la croissance »** p. 29
- **Financiarisation ? Non, impérialisme,
accroissement de l'exploitation
et fuite en avant du capital** p. 41
- **DOSSIER –
Il y a dix ans,
Pierre Lambert disparaissait :
l'actualité de son combat** p. 47

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Chroniques du Brésil

BIEN que la prochaine élection présidentielle n'ait lieu que d'ici six mois, la situation au Brésil en est profondément marquée. De multiples contradictions s'expriment et pourraient se résumer par le fait que la situation est en réalité explosive d'un point de vue politique, mais aussi d'un point de vue social, du fait de l'accumulation des contre-réformes, des coupes budgétaires et des mesures brutales qui sont prises contre les masses depuis qu'a débuté l'opération de putsch, avec la procédure d'*empeachment* (1), le premier vote étant intervenu en avril 2016.

Tout cela très rapidement, comme s'il fallait que le « timing » de la bourgeoisie brésilienne s'accorde au programme de l'impérialisme avec ses mesures déjà en vigueur dans d'autres pays du monde et dans certains pays de l'Amérique latine, ceux qui n'ont pas connu de gouvernements dits progressistes — progressistes dans le sens de politiques menées en fonction des intérêts de la classe ouvrière.

Or au Brésil, ces mesures de contre-réformes avaient été mises en suspens — même si certaines ont été plus ou moins appliquées —, finissant par mettre le pays en « retrait » dans ses relations au niveau du commerce mondial. Et devoir récupérer ce retard, c'est ce qui rend la situation si explosive aujourd'hui. Car le problème se concentre en effet sur une question principale : la contre-réforme de démantèlement du système public de sécurité sociale, système dont l'architecture s'est échafaudée dès les années 1940.

En effet, le projet de loi actuel n'a toujours pas été approuvé par la Chambre des députés, même si le gouvernement se démène pour que le vote ait lieu, la situation du pays restant marquée par les résistances contre cette réforme, résistance qui s'est dernièrement fortement exprimée dans la participation à l'appel à la grève générale, lancée par la Centrale unique des travailleurs (CUT) aux côtés d'autres centrales syndicales en avril 2017.

Depuis, le projet n'a donc toujours pas pu être présenté. En réalité, le gouvernement ne dispose pas d'un soutien parlementaire suffisant. Dans le même temps, après adoption par le Congrès — et en jouant sur de grossières manœuvres —, le gouvernement vient de décréter la mise sous contrôle militaire pour le maintien de l'ordre public de l'Etat de Rio de Janeiro, qui est le deuxième Etat le plus important d'un point de vue politique et social du pays. Et la Constitution brésilienne préconise que même une intervention partielle doit geler tout projet de modification constitutionnelle durant toute la durée de l'intervention (décrétée jusqu'à fin décembre, sachant que la prochaine élection est prévue pour octobre).

C'est une tentative pour suspendre la lutte de classes, pour suspendre les processus sociaux politiques et économiques en cours, alors même que la nation, les aspirations, le contexte mondial ne permettent pas d'attendre le terme du processus électoral. Ne serait-ce que du point de vue de la situation aux Etats-Unis, qui viennent d'annoncer, début mars, la taxation de leurs importations d'acier et d'aluminium. Cette mesure, qui déstabilise les relations avec l'Europe et la Chine, aura également des conséquences brutales et à brève échéance sur le cœur industriel du Brésil qui repose sur la métallurgie, d'autant que le Brésil est le deuxième fournisseur des Etats-Unis. Et personne ne peut attendre de ce gouvernement qu'il prenne une quelconque initiative pour y résister.

Mais la résistance existe dans la conscience du peuple : elle se traduit actuellement dans le soutien à la candidature de Luis Ignacio da Silva au nom du Parti des travailleurs (PT), Lula étant, tout le monde le sait, favori depuis plus d'un an dans tous les sondages.

Or plus les persécutions judiciaires contre Lula pour l'empêcher de se présen-

(1) Il s'agit de la procédure de destitution (ou *empeachment*) contre Dilma Rousseff en 2016.

ter s'intensifient et plus les sondages lui sont favorables. Et à l'inverse, le taux de soutien au pouvoir judiciaire diminue, celui-ci apparaissant de plus en plus comme un instrument utilisé par l'élite contre le peuple, et qui, dans le cas du Brésil, est une institution clé de sa subordination historique à l'impérialisme depuis toujours.

POURQUOI LA SITUATION EST-ELLE DEVENUE IMPRÉVISIBLE ?

Il faut, pour répondre à cette question, faire le point sur la situation dans le PT. Bien que le parti se trouve en situation de favori à la prochaine élection présidentielle, les effets de la double défaite que le PT a subie en 2016 se font toujours sentir. La première défaite est celle de l'expulsion du pouvoir de la présidente Dilma en août 2016, qui s'est produite de manière relativement rapide.

La seconde est arrivée deux mois plus tard, en octobre, avec la sanction représentée par les 10 millions de voix perdues aux élections municipales. Les effets de cette double défaite n'ont pas disparu, même s'il est vrai qu'il y a une certaine recomposition interne qui s'opère continuellement.

De notre côté, dans le cadre du regroupement Dialogue et Action pétiste (DAP) (2) — regroupement qui existe déjà depuis quelques années —, nous posons la question de la représentation politique. Lors du dernier congrès de juin 2017, une nouvelle direction a été élue sur la base de points de rupture — ceux-là mêmes qui avaient été abandonnés il y a 25 ans — qui ont été repris dans une plate-forme, dont les plus importants sont : pour une Assemblée constituante qui décidera de nouvelles institutions pour en finir avec les mesures des putschistes, et surtout une Constituante qui ouvrirait la voie aux réformes populaires mises de côté, comme la réforme agraire, les droits sociaux, la question de la représentation politique, la fin du mécanisme dit « d'excédent budgétaire primaire », la démilitarisation de la police militaire, etc. En un mot, l'ensemble du programme historique qui avait été abandonné en cours de route et avec lequel ce dernier congrès vient de renouer.

Néanmoins, ni le résultat de ce congrès avec l'élection d'une direction dans laquelle

le la majorité relative est composée par un bloc dont 48 % relèvent du courant historique de Lula, le CNB (3), et un peu plus de 2 % du DAP, ni l'élection de cette nouvelle direction ne résolvent la question de la construction du parti ouvrier, en tant qu'orientation indépendante.

En réalité, le bilan de la période antérieure n'a pas été fait, ce qui produit des effets encore actifs aujourd'hui. C'est le cas avec, par exemple, la réforme des retraites. C'est en fait, dans sa dernière mouture — le projet que Temer est en train de vouloir faire passer —, ce qu'une certaine fraction du gouvernement Dilma avait tenté de mettre à l'ordre du jour.

Dans le même ordre des choses, l'ouverture aux investisseurs privés pour l'exploitation du « pré-sal » (4) avait également commencé d'être négociée à la fin du gouvernement Dilma, même si le gouvernement Temer l'a ensuite profondément aggravée.

Le bilan dans la pratique fait par certains pétistes est donc loin de s'être réalisé, même si la situation est favorable. Et du point de vue de l'histoire du Brésil, la situation actuelle est raisonnablement comparable à celle qui a prévalu lors du coup d'Etat en 1964, alors que la classe ouvrière brésilienne était d'une certaine manière sous l'emprise du Parti communiste brésilien (PCB), ce qui avait empêché une résistance centralisée et organisée. A l'inverse, aujourd'hui, le Parti des travailleurs maintient un socle sur lequel peut s'appuyer la candidature de Lula, ce qui nous oblige en même temps à chercher, aux côtés des masses, les moyens de surmonter les obstacles qui sont forgés contre la volonté populaire.

(2) Regroupement politique dans le PT auquel participe le courant *O Trabalho*, pour la défense d'une politique indépendante sur le mot d'ordre « *Agir comme le PT agissait* ».

(3) Courant majoritaire du PT, *Construindo um Novo Brasil* (CNB) — Construire un nouveau Brésil.

(4) Le terme « pré-sal » est utilisé pour désigner un type de roche de la croûte terrestre formé exclusivement de sel pétrifié, déposé en couches au fond des mers. Ce type de roche peut retenir du pétrole. Au Brésil, l'ensemble des champs de pétrole du pré-sal récemment découverts se situe à des profondeurs allant de 1 000 à 2 000 mètres pour la partie immergée et de 4 000 à 6 000 mètres au-dessous de la couche de sel. Ces nouveaux champs de pétrole s'étendent sur une bande d'environ 800 kilomètres le long du littoral brésilien, entre l'Etat de l'Espirito Santo et celui de Santa Catarina.

Le fait que la situation interne ne soit pas complètement réglée s'exprime également au travers d'une discussion en va-et-vient concernant la question du fameux plan B. Cette formule s'est popularisée dans la presse et propose un candidat de substitution à Lula. Cette discussion amène des considérations juridiques complexes quant à de possibles alternatives, y compris dans le cas d'extrémités comme celle d'un Lula candidat, mais en prison. Et cette possibilité existe réellement, et pourrait arriver dans les prochaines semaines.

Il existe une autre solution légale : le Tribunal suprême fédéral (TSF) décide de l'inéligibilité de Lula, qui ne pourrait donc pas se porter candidat. Sauf que sur cette question, la loi brésilienne est ambiguë et des interprétations très différentes ont été portées à des époques très différentes.

Face à cette incertitude — qui est la situation réelle —, il est possible que surgissent des candidats de remplacement, soit depuis les rangs du PT — des dirigeants, des préfets, des ex-ministres, etc. —, soit depuis l'extérieur du parti. Des candidats qui seraient liés au « parti » d'origine nationaliste, par exemple, ou des candidats issus de secteurs de l'extrême gauche qui essaieraient de disputer la place de Lula et la place du PT.

Sur cette question, la position unanime et officielle du PT est que « *l'élection sans Lula serait une fraude* ». Elle concentre l'orientation actuelle. Et nous l'avons soutenue dès le début. Cette position officielle de la présidence du PT écarte donc toute autre hypothèse. Mais elle côtoie donc les spéculations au sujet d'un plan B. Il arrive d'ailleurs que les propos de Lula ne soient pas toujours clairs à ce sujet. Il déclare par exemple qu'il n'acceptera pas sa condamnation et qu'il mènera la bataille jusqu'à son terme. Il a déclaré également dans une interview récente qu'il n'est pas partisan du boycott des élections. Il faut préciser élection présidentielle, car cela n'aurait pas forcément les mêmes répercussions — et c'est un débat qu'il faut mener — dans le cas des élections législatives, sénatoriales et pour les gouverneurs des Etats, scrutins qui ont lieu le même jour.

En fonction de ces éléments, la position unanime du PT n'est donc pas garantie sur le terrain électoral. Le contexte de ces élections pose ainsi la question du pouvoir dans

des proportions qui n'avaient pas été encore atteintes dans cette dernière période. La classe travailleuse s'est donc emparée d'un nom pour faire face à toutes les attaques et à tous les coups sans qu'il n'y ait pourtant aucune garantie que, dans le cadre de cette élection, ce nom puisse être écrit sur un bulletin de vote ni même soumis au vote. D'autant que certains peuvent être tentés de recourir à une fraude électorale sans précédent.

Ces différents cas de figure ouvrent également la possibilité que le « second » dans les urnes puisse alors accéder au pouvoir sans avoir pour autant remporté le scrutin. Ce qui enlèverait toute légitimité au régime et laisserait la situation ouverte à une irruption des masses ou à un mouvement plus organisé autour du combat pour la Constituante, avec toutes les conséquences que cela comporte.

D'un autre côté, il faut bien comprendre que, pour l'impérialisme, cette situation est parfaitement inconfortable. Elle met à jour le fait que deux ans après le putsch, l'impérialisme ne dispose toujours pas d'une candidature compétitive dans les sondages. Cette inquiétude s'est par exemple exprimée dans les colonnes du *Financial Times*. Celui-ci se faisant le porte-parole d'un secteur du capital financier international, il y était estimé, le mois dernier, que les agissements du pouvoir judiciaire précipiteraient l'annulation de la candidature de Lula, ce qui, selon les termes du quotidien, « *mènerait le pays dans une situation dangereuse* ». Un certain secteur du capital exprime donc ces préoccupations quand les autres, représentant plutôt des entrepreneurs, des porte-parole de fédérations patronales et des banques, etc., réclament que Lula soit jeté en prison... même si les uns tout autant que les autres sont objectivement terrorisés par le fait que, selon les enquêtes, Lula serait favori dès le premier tour. Tous ces éléments rendent donc la situation absolument imprévisible.

Autre élément renforçant cette précarité de la situation, le président Temer se maintient à son poste avec entre 3 et 4 % de taux de popularité selon les sondages. Il est maintenant devenu un personnage dont il faut se débarrasser.

C'est ce que l'on a pu voir dernièrement : lorsqu'il a été question de mettre au vote la réforme de la Sécurité sociale, il ne dispo-

sait pas de majorité, ce qui l'a conduit à mettre en branle cette manœuvre décrétant la militarisation de Rio de Janeiro. Il est ainsi intervenu sur le terrain de la sécurité publique tout en laissant formellement le gouverneur de l'Etat en fonction et le condamnant ainsi à un état de mort-vivant !

Cette intervention s'ajoute à d'autres mesures, qui vont dans le sens, selon nous, d'un processus de militarisation du pays, une militarisation lente mais régulièrement croissante. Une semaine avant l'intervention de Rio, il a été ordonné au bataillon de la frontière au nord du pays, stationné dans l'Etat de Roraima, voisin du Venezuela, d'y prendre le contrôle des affaires civiles sous prétexte d'un afflux de migrants venus du Venezuela. Cette action est parfaitement concomitante avec la tournée du secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson. Certes, il ne s'est pas rendu au Brésil afin de ne pas se mettre en rapport avec les autorités putschistes, mais il collabore avec elles — et avec les pays voisins — dans le cadre de sa politique d'encerclement du Venezuela. Et la situation du Venezuela s'enchevêtre avec celle du Brésil, notamment par ce biais de renforcement des contrôles aux frontières.

Il existe ainsi un rapport direct entre la militarisation de Rio et le renforcement militaire de la frontière. Un processus que l'on a déjà connu antérieurement, y compris sous le gouvernement Lula au moment de son soutien à l'intervention militaire en Haïti. Les déclarations du ministre de la Justice de l'époque justifiaient la participation des soldats brésiliens comme un entraînement militaire à leur déploiement éventuel dans les *favelas*. Dix ans plus tard, c'est donc un décret du gouvernement Lula de « *garantie de la loi et de l'ordre* » qui est invoqué pour faire intervenir la troupe. Même si à l'époque précédente il s'était agi d'opérations limitées et ponctuelles, ce décret avait néanmoins légitimé des forces armées à réaliser des missions dévolues aux forces de police.

Aujourd'hui, pendant dix mois, toutes les mesures de sécurité prises dans l'Etat de Rio sont sous les ordres d'un général. Il est également constitué un ministère de la Sécurité publique. Il s'agit d'une tendance lourde à la centralisation des polices dans un Etat comme le Brésil, un Etat fédéral, dans lequel chaque Etat dispose d'une police locale : en effet, ces forces se trouvent donc

maintenant toutes centralisées sous la tutelle de ce nouveau ministère de la Sécurité nationale, le ministère de la Défense ayant mandaté le général pour exercer cette mission. Cela ne s'était pas vu depuis vingt ans. Dans la mémoire du pays, agir ainsi, c'est faire un pas dans le sens de la dictature militaire. Ce n'est pas une modification conjoncturelle ou électoraliste, comme certains le prétendent dans la presse, y compris certains responsables du PT, d'ailleurs ! En réalité, c'est une tentative pour sauver le putschisme, qui n'arrive plus à faire voter aucune de ses principales réformes. Sur le terrain social, il se retrouve complètement démoralisé et isolé, et l'intervention des forces armées cherche à rétablir une certaine légitimité.

Du point de vue analytique, le bonapartisme déjà en cours, et dont le centre était le pouvoir judiciaire, en appelle maintenant aux forces armées pour se renforcer. Il faut souligner que l'action du pouvoir judiciaire en combinaison avec les forces armées est le schéma classique de la dictature au Brésil. Dans d'autres pays d'Amérique latine, la combinaison a été différente : les dictatures militaires ont dissous les Parlements et y compris suspendu les Cours suprêmes, comme ce fut le cas au Chili. Au Brésil, ils ont maintenu un Parlement de façade, l'opérationnel se retrouvant partagé entre pouvoir judiciaire et forces armées, dans une proportion aujourd'hui certes différente de celle des années 1960 et 1970. Et c'est sans compter sur toute une série de mesures prises dans les domaines de la vie culturelle ou de l'enseignement adoptées ces dernières semaines, et qui font partie du processus en cours vers la dictature dans lequel la défense des libertés prend ainsi une place centrale.

Mais il y a d'autres questions centrales pour la lutte des classes au Brésil. Par exemple, la réforme du Code du travail. Bien qu'adoptée, elle n'est toujours pas pleinement appliquée du fait de contradictions juridiques qui ne sont autres que le résultat de la résistance des masses contre cette réforme. Il faut d'ailleurs prêter la plus grande attention au fait que l'application de cette réforme a été dévolue à chaque secteur et à chaque branche, ce qui génère une résistance syndicat par syndicat. On le voit particulièrement bien dans le secteur privé, où les combats ont tendance

à se centraliser, et cela en pleine période électorale.

C'est à cela que fait référence Lula lorsqu'il explique directement ou indirectement qu'il faut abroger les mesures prises par le gouvernement putschiste, en particulier cette réforme du Code du travail. Voilà qui donne tout son contenu à l'Assemblée constituante qui devrait être convoquée. Mais il faut effectivement employer le conditionnel, car cet aspect est loin d'être clarifié.

LA FORMATION DES COMITÉS

Les comités que nous avons commencé à constituer depuis le mois de janvier, « *comités populaires pour la défense de la démocratie et du droit de Lula à se porter candidat* », sont des comités rassemblant le PT, des syndicats, des associations, des secteurs religieux, d'autres partis de gauche et y compris des partis plus larges, notamment dans les Etats intérieurs du pays. Il est donc parfaitement envisageable que ces comités pour la défense de la démocratie et du droit de Lula à se porter candidat doivent se transformer en « comités pour la libération de Lula ».

Bien entendu, cette question aurait un impact international bien plus important qu'aujourd'hui. Lors de la conférence d'Alger, l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) a pris à son compte la défense du droit de Lula à se porter candidat. Cela a été enregistré à l'intérieur du PT et cette question est appelée à jouer un rôle majeur dans la prochaine période, surtout si Lula est détenu. Dans ce cas, il y aura la nécessité de mener une campagne mondiale, sous des formes adaptées à chaque pays, pour sa libération. C'est un scénario plausible, dans une situation qui serait extrêmement difficile, mais cela pourrait être décisif pour aider à lever d'autres obstacles, d'une autre nature.

Au-delà du régime militaire — entre guillemets militaire — et au-delà de la confusion interne dans le PT sur la question de oui ou non au plan B, il existe aussi des forces politiques qui tentent d'influencer le PT depuis l'extérieur avec un argument gauchiste à l'origine sur un supposé épuisement de la « stratégie » institutionnelle, et cela à l'échelle de l'Amérique latine. Car

ces arguments situent sur le même plan le résultat des élections en Equateur ou en Argentine, l'encercllement du Venezuela, l'*impeachment* au Brésil, et tirent donc la conclusion d'un échec de la stratégie électorale et institutionnelle sur le continent.

Ce type de bilan n'est pas défendu par le gauchisme traditionnel, mais par des forces sous influence castriste. Le gauchisme — que j'appelle traditionnel — d'origine móréniste (5) ou d'autres courants de ce type se trouvent actuellement dans une impasse profonde. Ces courants vivent des crises de division successives parce qu'ils n'ont pas mené le combat contre le coup d'Etat. Et dans certains cas, certains nient encore aujourd'hui le fait qu'il y en ait eu un. Cela au moment même où, justement, le mouvement des masses, dans sa résistance, cherche une direction qui puisse faire face au coup d'Etat et à ses conséquences sociales et économiques.

Il y a donc un affaiblissement de ces types de formations, y compris à l'échelle du continent, et ressurgissent des positions politiques des années 1960 et 1970 du type désobéissance civile, actions exemplaires, nécessité d'un « congrès du peuple », etc., présentées comme une alternative à la voie institutionnelle.

C'est une confusion sur les moyens et les objectifs de la classe ouvrière dans son combat pour la démocratie, une manière de couper la voie du prolétariat dans sa recherche à faire aboutir le programme de la démocratie révolutionnaire : de vieilles rengaines qui cherchent un renouveau et sèment la confusion. Elles doivent être combattues.

Pour notre part, face au choc qui s'annonce, quel que soit le cas de figure (Lula candidat, Lula pas candidat, annulation des élections, Lula gagnant et investi, Lula gagnant sans être investi), nous savons qu'un nouveau choc qualitatif va avoir lieu au Brésil.

Et pour se préparer à ce choc majeur, nous devons plus que jamais renforcer le regroupement que nous avons constitué au sein PT, Dialogue et Action pétiste, comme un point d'appui pour la constitution des

(5) En référence au militant ouvrier argentin se réclamant du trotskysme Nahuel Moreno (1924-1987).

comités pour la démocratie dans un processus qui correspond, au niveau international, avec la configuration de la délégation brésilienne qui a participé à la 9^e Conférence mondiale ouverte à Alger, promue par l'EIT.

Ce sont deux dimensions qui combinent nos tâches pour mettre en œuvre leur appli-

cation. Enfin, notre plan interne intègre la préparation du prochain congrès du courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale.

Markus Sokol,
O Trabalho,

membre de la direction nationale du PT,

13 mars 2018



DR

Dans la manifestation, le 24 janvier 2018, à Porto Alegre (« L'élection sans Lula est une fraude ! »).

Brexit

et grève des enseignants d'Université : la situation en Grande-Bretagne

A peine commencée, la grève des enseignants d'Université qui a débuté le 22 février a déjà fait deux fois la « une » du *Financial Times*, journal du capital financier britannique. La veille du début de la grève, qui doit s'étaler sur quatorze jours, le journal citait un spécialiste de l'enseignement supérieur (*Financial Times*, 22 février 2018) :

« *“C'est un mélange assez explosif”*, a déclaré Nick Hillman au groupe de réflexion du Higher Education Policy Institute. Dans le secteur de l'enseignement supérieur, de graves conflits sociaux sont latents depuis longtemps. Cette fois, il paraît certain qu'ils vont éclater. »

Le « mélange explosif » dont il parle, c'est l'annonce faite par le Premier ministre, Theresa May, de revoir le financement de l'enseignement supérieur alors que les frais d'inscription des étudiants ne cessent d'augmenter (9 250 £ en moyenne par an), avec un taux de 6,1 % sur les prêts étudiants et les récents scandales autour des salaires mirobolants des présidents et vice-présidents d'universités.

Depuis janvier, « Universités UK », le groupement des présidents d'universités, a quitté la table des négociations après avoir présenté un plan de liquidation du système de retraite des enseignants du supérieur (dans le nouveau système, le montant de la retraite serait calculé en fonction de la valeur des actifs financiers du fonds de pension).

Le *Financial Times* (22 février 2018) rapporte par ailleurs au sujet du meeting qui s'est tenu lors du premier jour de grève à l'université londonienne de Goldsmith :

« L'ovation la plus vive a salué John McDonnell, porte-parole financier du Parti travailliste de l'opposition, qui a déclaré aux grévistes que leur lutte s'inscrivait dans le cadre d'une lutte plus large contre les politiques du gouvernement conservateur. *“Il ne s'agit pas seulement de vous,*

mais aussi des mesures d'austérité qui sont imposées à ce pays”, a-t-il dit. »

Le *Financial Times* s'inquiète à juste titre, au point d'appeler à demi-mot les présidents d'universités à revenir à la table des négociations.

Cette inquiétude du *Financial Times* est le simple reflet de celle qui saisit le capital financier dans une situation où le gouvernement conservateur est miné par ses divisions internes et où les travailleurs de ce pays cherchent tous les moyens pour s'organiser, résister et faire échec à ce gouvernement.

LA CRISE DE LA BOURGEOISIE BRITANNIQUE ET LA RECOMPOSITION DU MARCHÉ MONDIAL

Après des mois de confusion et à mesure que les échéances se rapprochent, la volonté des conservateurs et de certains cercles du capital financier de rompre avec l'Union européenne (UE) n'a qu'une seule motivation : s'assurer une meilleure place dans la reconfiguration mondiale qui a lieu. Depuis septembre et après la tentative avortée au sein du Parti conservateur de remplacer Theresa May, pas une semaine ne passe sans une nouvelle crise, qu'elle prenne une forme politique ou celle d'affaires de mœurs.

Après les élections de juin 2017 convoquées dans l'espoir de renforcer sa majorité sur la lancée de la victoire du Brexit au référendum un an auparavant, Theresa May a perdu sa majorité absolue. Son gouvernement minoritaire ne tient plus (entre autres) que grâce à un accord avec le Parti unioniste démocrate (DUP) (1),

(1) *Democratic Unionist Party* (DUP) : parti national conservateur lié à l'Eglise, dirigé par Arlene Foster, et qui a obtenu dix sièges à la Chambre des communes lors des dernières élections législatives.

partisan de la partition de l'Irlande et du maintien de la partie nord de l'Irlande dans le Royaume-Uni. C'est par ailleurs un parti lié aux protestants intégristes, opposé à l'avortement, toujours interdit en Irlande du Nord.

Malgré cet accord, May ne parvient pas à réunir toutes les voix de son parti. En particulier sur le Brexit, un amendement exigeant que tout accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne soit ratifié par le Parlement a été adopté contre l'avis du gouvernement.

Le 21 février dernier, 62 députés conservateurs ont publié une lettre ouverte à May — que plusieurs proches de May ont qualifiée de « *lettre de rançon* » — présentant leurs exigences. Il n'est nulle part question d'immigration, de défense de la nation et de racisme, thèmes dont on aurait voulu faire croire qu'ils étaient les problèmes au cœur du référendum. Ces députés, qui conditionnent à demi-mot leur soutien au gouvernement, ont des exigences qui peuvent se résumer à : le droit pour le Royaume-Uni de définir ses tarifs douaniers dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le droit d'établir ses propres règles commerciales, le droit de négocier des accords de libre-échange avec n'importe quel pays aux conditions souhaitées, le droit de commencer ces négociations dès maintenant et l'exigence de négocier avec l'Union européenne sur un pied d'égalité.

Il faut à l'impérialisme britannique se repositionner sur le marché mondial, récupérer le terrain perdu ou conquérir de nouveaux marchés. Il s'agit pour ces secteurs du capital financier de se tourner en particulier vers les pays de l'ancien empire britannique, le Commonwealth (ceux d'Afrique, l'Inde, le Pakistan, l'Australie et la Nouvelle-Zélande), mais surtout vers les Etats-Unis, avec qui les pourparlers pour un accord de libre-échange ont déjà commencé.

En effet, la volonté de rompre avec le cadre de l'Union européenne vient dans une situation où l'impérialisme américain a engagé depuis plusieurs années une reconfiguration de ses rapports économiques et militaires avec les autres puissances impérialistes. Il s'agit pour lui de faire tomber les barrières qui font face à ses capitaux. Il faut pour cela en finir avec

l'ordre économique établi dans les années d'après-guerre, puis dans les années 1970. Dans ce cadre, l'impérialisme britannique y voit une occasion de se repositionner comme le bras droit de Donald Trump, la fameuse « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis dont parlait Winston Churchill (2).

Mais cela n'est pas sans contradictions :

— D'une part, parce que la reconfiguration des relations inter-impérialistes se fait à travers une guerre commerciale et économique violente ; il suffit pour s'en convaincre de voir les milliers d'emplois qui sont supprimés après la décision des multinationales de l'acier, en particulier Tata (3), de fermer leurs principales usines en Europe de l'Ouest, dont la plus grosse aciérie d'Europe située à Port Talbot, au Pays de Galles.

— D'autre part, tous les secteurs du capital britannique ne dépendent pas du Commonwealth ou des Etats-Unis.

Thatcher avait engagé la désindustrialisation massive du pays, dont les secteurs dominants du capital sont devenus à cette époque ceux de la finance et de la City de Londres, qui occupent une place prépondérante en Europe. A propos de sa décision de signer l'Acte unique en 1986, qui posait les bases du Marché commun, Thatcher écrivait en 1993 dans son livre *The Downing Street Years* que « *les avantages découleront en effet dans le futur de cette réussite* », tout en ayant combattu durant l'essentiel de sa carrière contre toutes les mesures limitant la liberté du capital britannique face à l'Allemagne et à la France. Depuis la création de l'Union européenne, le Royaume-Uni a maintenu sa monnaie et ses frontières (il n'appartient pas à l'espace Schengen), n'est pas signataire de la Charte des droits fondamentaux et peut décider de ne pas appliquer certaines lois relatives aux libertés, à la justice et à la sécurité.

(2) On attribue à Winston Churchill la paternité de l'expression « relation spéciale » (*special relationship*) entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis dans son discours prononcé le 5 mars 1946 à Fulton (Missouri), où il évoquait aussi pour la première fois le « rideau de fer » qui scindait l'Europe.

(3) Tata Group est un important groupe industriel d'origine indienne, particulièrement puissant dans l'industrie automobile.

La City de Londres est la première place boursière du monde. Près de 50 % des transactions sur le marché des devises et des produits dérivés sont réalisés là, et 37 % des capitaux européens sont dans les mains de banques de la City, qui contrôle aussi une grande partie des échanges de devises en euro. Le secteur financier représente 12 % du produit intérieur brut (PIB) — pour 3 % en France — et ses actifs financiers représentent 4,5 fois le PIB britannique. En fait, plus de la moitié des banques de la City y sont domiciliées bien que n'étant pas britanniques, et elle sert de tête de pont aux banques étrangères pour avoir accès au marché européen. En janvier 2018, la Commission européenne a refusé un accord proposé par la City, accord spécial qui maintenait le secteur financier dans la zone de libre-échange européenne. Cet accès au marché européen reste donc primordial pour de nombreux secteurs du capital britannique et étranger, ce qui explique aussi les déchirements auxquels on assiste au sein du gouvernement.

La crise de l'impérialisme britannique menace aussi directement la stabilité de l'Etat. La question de l'Union européenne rouvre la question de l'Ecosse, où le Premier ministre voudrait aller vers un Etat écossais croupion, dépendant à la fois de Londres mais néanmoins capable de négocier avec Bruxelles directement. Plus grave cependant, c'est la question de l'unité de l'Irlande qui revient au premier plan. La sortie du marché commun européen signifierait l'établissement d'une frontière pour les marchandises et les personnes entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. De plus, les négociations entre les unionistes du DUP et les nationalistes du Sinn Fein (4) pour établir un gouvernement de coalition en Irlande du Nord viennent d'échouer, laissant l'Irlande du Nord sans gouvernement (les lois de dévolution ont créé des gouvernements régionaux en Irlande du Nord, au Pays de Galles et en Ecosse, chacun possédant des pouvoirs plus ou moins étendus, et l'autonomie du gouvernement d'Irlande du Nord est très large dans de nombreux domaines).

C'est donc un gouvernement extrêmement faible et divisé qui est chargé non seulement de négocier une nouvelle place

pour son capital, mais aussi de poursuivre au compte de celui-ci l'abaissement du coût du travail, la destruction des acquis ouvriers et des services publics en Grande-Bretagne. C'est cette fragilité face aux tâches à accomplir qui inquiète le *Financial Times*.

LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE PASSE PAR LA RÉAPPROPRIATION DU LABOUR PARTY COMME PARTI ISSU DES SYNDICATS

Les transformations profondes du capital britannique engagées par Thatcher (libéralisation des services financiers, destruction de secteurs entiers de l'industrie et privatisations massives) ont eu comme préalable indispensable la tentative de détruire le mouvement ouvrier organisé à travers les puissants syndicats qui regroupaient au début des années 1980 près de 15 millions de salariés et qui avaient conquis et garantissaient par leur existence tout un ensemble de droits et de normes inscrits dans des accords d'entreprises.

Ces attaques ont pris la forme d'un ensemble de lois passées de 1979 à 1991, lesquelles limitent considérablement l'activité des syndicats dans les entreprises, ainsi que le droit de grève. L'acceptation de ces lois antisyndicales par l'appareil dirigeant du *Trade Union Congress* (TUC) et des principaux syndicats a abouti à la défaite de la grève des mineurs de 1984-1985, abandonnés à leur propre sort par les autres syndicats et malgré la solidarité de toute la classe ouvrière britannique.

Cette attaque est allée de pair avec le développement au sein du Labour Party, constitué historiquement comme le porte-parole des syndicats au Parlement, d'un courant qui n'était plus ouvrier-bourgeois, c'est-à-dire issu du mouvement ouvrier et défendant les intérêts de la bourgeoisie en son sein, mais un représentant direct de la bourgeoisie impérialiste. Ce courant, le New Labour, constitué autour de Tony Blair, allait continuer l'œuvre de Thatcher

(4) Le Sinn Fein est un parti républicain irlandais (« nous-mêmes » en irlandais), qui s'est prononcé contre l'Union européenne et ses traités de Nice et de Lisbonne.

tout en s'attachant à détruire les bases ouvrières du Labour Party à travers son lien organique avec les syndicats.

Cependant, si Blair, puis Brown, ont réussi à infliger des coups d'une violence inouïe à la classe ouvrière, ils n'ont pu détruire le Labour Party. C'est ainsi que la résistance de la classe ouvrière, bloquée dans son action directe sur le terrain de la lutte de classe par les lois antisyndicales et la collaboration des appareils syndicaux, s'est saisie du Labour Party comme outil de cette résistance. Elle s'est incarnée dans l'élection à la tête du parti de Jeremy Corbyn, un député issu de la gauche du Labour Party traditionnellement liée aux syndicats dont elle est issue.

Des centaines de milliers de travailleurs ont adhéré au parti ou ont réadhéré (ces milliers ayant quitté le parti au cours des années de gouvernement Blair-Brown) pour soutenir Corbyn, mais surtout pour en finir avec le New Labour de Blair.

Pour autant, le Labour Party ne cesse pas d'être un parti ouvrier-bourgeois, et Corbyn d'être un représentant de la social-démocratie qui a su venir au secours de la bourgeoisie menacée à chaque fois que cela a été nécessaire. Corbyn est cependant soumis à une double pression.

D'une part, celle du capital financier qui déteste ce qu'il représente, mais qui a besoin de lui dans la perspective d'un effondrement soudain du gouvernement conservateur. Dans le cadre du Labour Party, cette pression prend la forme d'une opposition entre d'un côté Corbyn et son équipe, et de l'autre tout l'appareil bureaucratique du Labour Party (des secrétaires de sections locales aux représentants du comité national exécutif [NEC], instance suprême du Labour Party) nommé et sélectionné pendant toutes les années Blair et Brown. Par exemple, Lord Sainsbury (5), propriétaire des supermarchés qui portent son nom et homme le plus riche du Royaume-Uni, a été ministre de 1998 à 2006 sous Blair et Brown. Il est le plus gros donateur aux partis politiques, le Labour Party mais aussi les Lib-Dem (6). Lors de la première élection de Corbyn à la tête du Labour Party, il avait décidé de cesser sa contribution de 2 millions de livres par an et de la donner à la place au courant Progress, nouveau nom du New Labour de Tony Blair.

D'autre part, Corbyn est soumis à la pression des milliers qui se sont emparés de son élection pour engager le combat dans le Labour Party contre le blairisme. La gauche du Labour représentée par Corbyn et John McDonnell, son bras droit, est non seulement liée aux syndicats, mais opposée à l'Union européenne (ils ont voté contre en 1992 et ont mené campagne) et aux interventions impérialistes, y compris en 2003 quand Blair était devenu le plus fervent soutien de Bush dans sa guerre en Irak. Corbyn était en 2003 un des porte-parole de la coalition *Stop the War*, qui avait organisé une manifestation d'un million de personnes dans les rues de Londres.

Du fait de sa situation interne avec un appareil dominé par ses opposants, Corbyn est en permanence obligé de faire des compromis avec cet appareil, qui, jusqu'en 2016, voulait s'en débarrasser, et en même temps il est obligé de le combattre pour défendre son propre appareil — minoritaire — et sa propre position. C'est ainsi qu'il faut comprendre les manœuvres d'appareil qui lui ont permis par exemple, en janvier dernier, d'avoir une majorité de délégués qui le soutiennent au sein du comité national exécutif. Mais ces manœuvres d'appareil ont une limite, car l'appareil blairiste est mieux organisé et mieux financé. Corbyn doit s'appuyer sur sa propre base, qui ne peut que s'amoin-drir tant que la seule perspective est d'attendre les prochaines élections générales...

Lors du dernier congrès, Corbyn a commencé à engager un combat contre l'aile blairiste en affirmant que le Labour Party soutiendrait les grèves des syndicats qui se battent contre le gouvernement et que le parti s'opposerait aussi aux prétendus plans de rénovation des HLM, qui servent en fait de prétexte pour chasser les habi-

(5) David Sainsbury, président de la chaîne de supermarchés fondée par son grand-père en 1869, fut secrétaire d'Etat pour la science et l'innovation de 1998 à 2007 dans les gouvernements dirigés par Tony Blair.

(6) Les libéraux-démocrates (en anglais *Liberal Democrats* – Lib-Dem) sont un parti constitué en 1988, issu de la fusion du parti libéral et du parti social-démocrate (SDP), qui a obtenu douze députés à la Chambre des communes lors des législatives de 2017.

tants et vendre les terrains à des promoteurs immobiliers qui construisent des logements plus chers.

Rappelons qu'en 2016, Corbyn et McDonnell avaient défilé avec les internes en médecine en grève contre les consignes du parti, qui, officiellement, ne se prononce pas sur les grèves. Aujourd'hui, Corbyn, qui a promis de remettre en cause les lois antisyndicales, apporte son soutien officiel de dirigeant du Labour Party aux enseignants en grève.

La question de la privatisation des HLM est encore plus importante, car de nombreuses municipalités et conseils locaux qui gèrent les HLM sont à majorité Labour. A Londres, dans l'arrondissement de Haringey, la mairie à majorité Labour avait lancé un plan de destruction-privatisation de plusieurs blocs de HLM contre la mobilisation des habitants et des syndicats qui s'y opposent. Le NEC, dans lequel Corbyn a une majorité depuis récemment, a écrit une lettre au conseil municipal en lui demandant de ne pas appliquer le plan prévu. Cette intervention du parti dans les affaires d'un conseil municipal est inédite et a conduit à la démission du maire, laquelle a accusé ses opposants de sexisme et de harcèlement.

Pour ses propres raisons d'appareil, Corbyn est obligé de faire des pas en avant pour conforter sa propre base. La lettre au maire de Haringey arrive trois mois avant les élections municipales qui vont se dérouler à travers tout le pays, où Corbyn espère conforter la percée réalisée en juin dernier, voire dépasser les conservateurs comme le prédisent certains sondages. Mais en faisant cela, il alimente l'affrontement dans le parti entre sa base et l'appareil blairiste.

Dans le même temps, après s'être prononcés pour la sortie du marché commun et de l'Union douanière de l'UE, Corbyn et McDonnell ont cédé à la pression de l'aile blairiste et d'une partie des conservateurs qui veulent que le Royaume-Uni reste dans la zone de libre-échange européenne. Ils rejoignent en cela les sommets du *Trade Union Congress* et des principaux syndicats (*Unite* et *Unison*) qui défendent le maintien dans le marché commun après avoir fait campagne pour le maintien dans l'Union européenne au nom de la défense des emplois et des acquis sociaux prétendument garantis par celle-ci.

Il ne s'agit pas de spéculer sur ce que fera ou ne fera pas Corbyn, mais la pression de la base du Labour Party et des syndicats, sa position dans son propre parti et la crise aiguë des conservateurs en font à la fois le candidat idéal de la bourgeoisie pour une solution de type « Front populaire », et, en même temps, rendent cette solution difficile à mettre en œuvre.

LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE S'EXPRIME-T-ELLE UNIQUEMENT DANS LE CADRE DU LABOUR PARTY ?

Après trente ans de lois Thatcher et surtout d'acceptation de ces lois par les directions syndicales, la capacité des syndicats à résister sur le terrain de la lutte des classes a été considérablement affaiblie. Ajoutons à cela trente ans de désindustrialisation, de destruction des garanties collectives et de précarisation extrême de pans entiers de la classe ouvrière, qui ont réduit de moitié le nombre de syndiqués et fait disparaître les syndicats de nombreuses entreprises.

Pourtant, la classe ouvrière reste organisée, avec encore plus de six millions de syndiqués. La tradition réformiste parlementaire des syndicats ainsi que le sentiment répandu chez de nombreux militants syndicaux que le terrain direct de la lutte des classes était bloqué ont conduit à canaliser la résistance de la classe dans le Labour Party.

Si cette vision des choses est en partie vraie, la résistance dans le Labour s'est nourrie de celle existant dans les syndicats et la nourrit aussi. Depuis 2010 au moins, le pays a vu de nombreuses grèves ou tentatives de grèves dans un cadre réglementaire toujours plus dur et alors que les grèves étaient tombées à un niveau historiquement bas dans les années 1990-2000.

Ces trois dernières années, des grèves parfois dures et longues ont concentré l'attention des militants : celle des internes en médecine de l'association médicale, la BMA (7), contre la réforme de leur

(7) Association des médecins britanniques (*British Medical Association* - BMA).

contrat, celle des cheminots du RMT (8) contre la suppression des contrôleurs dans les trains, et plus récemment celle des enseignants d'Université du UCU (*University and College Union*, syndicat de 120 000 membres) contre la réforme de leur système de retraites. Ce sont les plus importantes, car contrairement aux grèves traditionnelles, les syndicats sont parvenus à organiser, malgré les très nombreux obstacles administratifs et judiciaires, des grèves étalées sur plusieurs jours. Dans les autres syndicats, dans les réunions du Labour Party, les militants ont fait voter des motions de soutien, se sont rendus sur les piquets de grève et ont collecté de l'argent pour alimenter les caisses de grève.

Ces grèves ont été présentées par les syndicats et sont apparues aux yeux de millions de travailleurs comme les pointes avancées du combat pour la défense du système de santé — le NHS (9) — dans le cas des internes, pour la renationalisation du rail et des services publics dans le cas des cheminots, et pour la défense de l'enseignement public pour les universitaires. Si ces trois grèves sont les plus significatives, il y a eu de nombreuses grèves ou tentatives de grèves, en particulier dans le public où les salaires sont bloqués depuis plusieurs années (l'augmentation annuelle maximale est fixée à 1 %, ce qui est inférieur à l'inflation), mais aussi dans l'enseignement contre la privatisation, à la poste, etc.

Pour autant, ces grèves aboutissent rarement à des victoires et les obstacles sont nombreux. En particulier, il y a le refus du TUC, et donc des plus gros syndicats (*Unite*, *Unison*, *GMB*) (10) qui représentent les deux tiers des syndiqués, d'organiser la résistance unie. Lors du dernier congrès du TUC, en septembre 2017, le blocage des salaires dans le public avait concentré l'attention. Len McCluskey, secrétaire général de *Unite*, le plus gros syndicat du pays avec près de 1,5 million de syndiqués et soutien de Corbyn dans le Labour Party, avait menacé le gouvernement de grèves illégales.

Pourtant, depuis l'adoption des lois Thatcher, les directions syndicales ont toujours respecté le cadre légal. Le congrès du TUC avait adopté une motion appelant les syndicats du public à organiser un jour de grève commun. David Prentis, secrétaire général de *Unison*, avait vivement soutenu

cette idée lors du congrès. *PCS* (195 000 adhérents dans le public et le commerce) a même organisé la consultation de ses membres, ainsi que le syndicat des gardiens de prison (*POA*). A ce jour, ce sont les seuls syndicats à l'avoir fait, et la résolution adoptée par le congrès est restée lettre morte.

De la part des dirigeants de *Unite*, en particulier, les postures radicales de soutien à Corbyn et à son programme de réformes dans le Labour Party servent à masquer leur refus d'organiser la résistance immédiate sur le terrain de la lutte de classe. Mais malgré les obstacles, chez les militants, la résistance dans la lutte de classe essaie de se frayer un chemin, et cette résistance alimente et est alimentée par le combat dans le Labour Party. Chaque grève repose de fait la question de l'abrogation des lois antisyndicales de Thatcher, et, sans abandonner le terrain de la lutte de classe, le combat dans le Labour Party alimente un sentiment de confiance chez ces militants. C'est le combat pour que le Labour Party se prononce clairement pour l'abrogation des lois Thatcher, pour qu'il soutienne officiellement les grèves, pour qu'il s'oppose à l'application de la politique des conservateurs dans les mairies et les régions. On ne peut pas isoler les processus dans la lutte des classes, même si pour le moment il n'y a eu ni grèves massives ni victoire contre le gouvernement, et ce dans le Labour Party, au risque de ne pas comprendre l'engouement autour de Corbyn et en même temps ses limites.

PERSPECTIVES APRÈS LA CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE

Il faut se garder de tout pronostic. En tant que militants marxistes, nous savons quel est le rôle central de la lutte de la classe ouvrière sur son terrain, avec ses organisations.

(8) Syndicat des cheminots anglais (RMT - abréviation de *National Union of Rail, Maritime and Transport Workers*).

(9) Système de santé publique du Royaume-Uni (*National Health Service - NHS*) fondé en 1948.

(10) GMB : sigle du syndicat *General Municipal and Boilermakers Union*.

La bourgeoisie voudra utiliser la carte du « Front populaire », qui n'a pas encore été complètement usée en Grande-Bretagne contrairement au reste de l'Europe, où les partis sociaux-démocrates et staliniens qui ont soutenu l'ordre bourgeois sont en voie de liquidation totale. Mais si le Labour Party n'a pas été liquidé, c'est de par sa propre histoire, en tant que parti organiquement lié aux syndicats, mais aussi parce que trente ans de lois antisyndicales n'ont pas pu détruire la volonté de la classe ouvrière de s'organiser indépendamment pour son propre combat.

La terrible crise de la bourgeoisie britannique, reflet de la crise d'ensemble des impérialismes, la résistance de la classe ouvrière y compris dans le Labour Party et la position de Corbyn lui-même dans son parti rendent compliquée la mise en place d'un « Front populaire » capable de faire refluer la résistance de la classe et d'assumer les objectifs de l'impérialisme. Pourtant, en cas d'effondrement du gouvernement, le Labour Party est la seule option à disposition de la bourgeoisie.

Dans ce cadre, de grandes possibilités sont ouvertes si nous utilisons le pas en avant réalisé lors de la dernière conférence mondiale ouverte (CMO). Une large couche de militants est disponible pour discuter des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Nous proposons à ces militants un cadre où les problèmes de la classe ouvrière britannique se trouvent intégrés à la discussion de ceux posés aux classes ouvrières et aux peuples à l'échelle du continent européen et à l'échelle mondiale. Tous les autres groupes qui se réclament du trotskysme aujourd'hui sont irrémédiablement sectaires et/ou développant une vision étroitement nationale des problèmes.

Malgré nos forces limitées, si nous prenons appui sur les acquis de la IV^e Internationale, en particulier ses sections les plus fortes en Europe, et sur l'acquis de la dernière CMO, nous pouvons progresser en établissant des liens avec tous ces militants du Labour Party et des syndicats — en particulier ceux des militants qui sont actifs dans les deux —, en participant et en aidant aux processus concrets de résistance, et enfin en centralisant cette activité autour d'un bulletin de discussion ouvert à ces militants.

Pour cela, nous devons nous appuyer sur la campagne pour la libération des prisonniers catalans, sur les initiatives de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, et sur les échanges en Europe entre les différentes sections, établissant ainsi un cadre européen de discussion entre militants ouvriers de toute l'Europe, du Royaume-Uni post-Brexit à l'Europe de l'Est.

Marius McPherson,

24 février 2018

Décomposition et recomposition en Afrique subsaharienne

Quelques éléments de discussion

QUARANTE ans d'ajustement structurel, des guerres sans fin qui font exploser les Etats eux-mêmes, au service du pillage impérialiste de l'Afrique : des obstacles absolus au développement économique et à la souveraineté des peuples d'Afrique. Tel est en résumé la situation analysée par cet article, qui fournit aussi une contribution à la discussion sur les tâches du mouvement ouvrier et anti-impérialiste.

DISLOCATION DES ÉTATS, INSÉCURITÉ ET PRIVATIONS POUR LES PEUPLES

La liste des Etats disloqués ou en cours de dislocation ne cesse de s'allonger. L'onde de choc est partie de l'agression impérialiste en Irak (elle-même dans la continuité de l'occupation de l'Afghanistan). Le projet américain de Grand Moyen-Orient a apporté le chaos : l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, le Yémen et la Libye sont détruits comme Etats.

L'intervention impérialiste en Libye en 2011 constitue un tournant majeur pour toute l'Afrique. Sous la direction de Sarkozy, couvert par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, la France s'est portée en première ligne. Les objectifs ? Ils ont été résumés ainsi par un rapport de la commission d'enquête mise en place par le Parlement de Grande-Bretagne et publié le 9 septembre 2016, non sans perspicacité :

- « 1 - S'emparer d'une plus grande part de la production libyenne de pétrole.
- 2 - Accroître l'influence française en Afrique du Nord.
- 3- Améliorer la situation politique personnelle de Nicolas Sarkozy en France.
- 4 - Permettre à l'armée française de réaffirmer sa position dans le monde.
- 5 - Répondre à la volonté de Kadhafi de supplanter la France comme puissance

dominante en Afrique francophone » (*cité par Le Figaro, 14 septembre 2016*).

Ce rapport cherche à exonérer la Grande-Bretagne de ses responsabilités, alors que celle-ci a, avec la France, participé aux bombardements meurtriers pour prendre une part du gâteau : si ledit « Conseil national de transition » libyen mis en place à la veille de l'intervention 2011 avait annoncé accorder 35 % du pétrole libyen à Total en cas d'intervention (au lieu de 2 % auparavant), BP a aussi pu reprendre ses activités.

Les Etats-Unis, selon la formule d'Obama, occupaient la position du « *leading from behind* » (« diriger depuis l'arrière »).

Les conséquences ? La Libye est livrée aux milices, l'arsenal libyen s'est disséminé dans toute la région entre groupes « djihadistes » soutenus ou financés par les théocraties pétrolières du Golfe, qui sont elles-mêmes alliées des puissances impérialistes (1), et diverses milices, trafiquant la drogue, les armes et les hommes.

La liste des Etats menacés de dislocation s'est encore allongée : des zones importantes du Mali échappent au contrôle du pouvoir central. Le danger d'éclatement guette directement le Burkina Faso et le Niger.

La Centrafrique est en perdition, la population est livrée aux massacres, l'opération Sangaris de l'armée française ayant jeté de l'huile sur le feu.

(1) Ce qu'en dit le journaliste G. Malbrunot (dont nous ne partageons évidemment pas les positions politiques), coauteur très bien renseigné de « *Très chers émirs* » en novembre 2016, est clair : « *Nous n'avons pas voulu voir que l'aide saoudienne ou qatarienne aux rebelles armés islamistes pouvait nous conduire à une situation qu'on ne maîtrise plus du tout. Aujourd'hui, nous sommes pieds et poings liés avec le Qatar et l'Arabie Saoudite. Nous ne disons pas que la France doit rompre ses relations avec les pays du Golfe, mais elle doit les rééquilibrer. Ce sont des alliés qui ont aussi des intérêts contradictoires avec les nôtres ; nous l'avons vu au Tchad et au Mali, où ils ont appuyé les islamistes que nous combattions* » (*Tribune de Genève* : www.tdg.ch/monde/moyen-orient/Les-emirs-ont-rose-la-France/story/28253529)

Le Cameroun, qui subit les attaques de Boko Haram, dont l'arsenal a été renforcé après l'attaque de la Libye alors que la partie anglophone est au bord de la sécession, est menacé d'explosion. Le Nigeria est écartelé entre les Etats du nord où Boko Haram est implanté, tandis que l'indépendantisme est relancé au Biafra, riche en pétrole.

Sur un autre plan, le Soudan du Sud, constitué après la partition du Soudan sur exigence des Etats-Unis en 2011 afin de contrôler les réserves pétrolières, sur lesquelles la Chine avait obtenu de la part du pouvoir de Khartoum d'importants contrats, est aujourd'hui une mosaïque de fiefs aux mains de milices ethniques. Un tiers des 12 millions d'habitants sont des réfugiés, en proie à la famine.

La République démocratique du Congo (RDC) subit depuis vingt ans une guerre qui a fait six millions de morts, pour le seul pillage des minerais. Souvent présentée fallacieusement comme une guerre ethnique, elle implique notamment des groupes armés et soutenus par les gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda, réputés proches des Etats-Unis, qui exportent le fruit du pillage (notamment le coltan, utilisé dans les téléphones portables) aux multinationales. Il est avéré que les troupes du Rwanda, qui ont participé à l'invasion de la RDC à la fin des années 1990, ont été équipées et entraînées par les Etats-Unis.

En conséquence, l'ONU dénombrait, en 2015, 65 millions de réfugiés dans le monde. L'immense majorité est issue d'Afghanistan, du Moyen-Orient et d'Afrique. Alors que les gouvernements de l'Union européenne se déchirent pour accueillir quelques dizaines de milliers d'entre eux (et multiplient les expulsions), un dispositif est mis en place par ces mêmes gouvernements : l'externalisation des frontières. En Turquie, en Libye, au Niger, au Tchad, ils financent des camps de rétention avec l'accord des dirigeants de ces pays. Au Mali, dans une interview à *Jeune Afrique* (15 décembre 2017), I. Keita, président de ce pays, justifie les « valeurs » (sic) de l'intervention Barkhane (*intervention militaire française au Sahel* – NDLR) comme un moyen de bloquer les migrants : « *Le Mali est une digue. Si elle rompt, l'Europe sera submergée.* »

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS TENTE DE RECONQUÉRIR SES POSITIONS PERDUES

La première visite à l'extérieur d'Emmanuel Macron, dès le 19 mai 2017, a été celle des troupes françaises au Mali. Tout sauf un hasard. Il y a déclaré : « *L'opération Barkhane ne s'arrêtera que le jour où il n'y aura plus de terroristes islamistes dans la région* » (conférence de presse tenue à Gao, Mali, le 19 mai, rapportée par le site francetvinfo). Elle a été lancée en août 2014 et s'étend sur le Mali, le Tchad, le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie. Pour Macron, c'était une façon de dire que l'armée française doit rester là pour des années, voire des dizaines d'années.

Le prétexte de l'intervention française est la lutte contre le terrorisme. Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, dans un rapport sur le Mali présenté devant le Conseil de sécurité en date du 3 octobre 2017, juge non seulement que la situation sécuritaire et humanitaire s'est « *nettement détériorée* », mais que « *presque aucun progrès n'a été fait dans l'application de l'accord de paix* » au cours de l'année écoulée.

Les attentats se multiplient, les morts aussi. Des pays qui ne l'étaient pas sont touchés, comme le Niger et le Burkina Faso. L'armée française est de plus en plus perçue comme une armée d'occupation, se heurtant à l'hostilité des populations (2).

Mais les motivations réelles des gouvernements français ne sont-elles pas éclairées par le rapport Védrine de décembre 2013, « *Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France* » ? On y lit :

« L'Afrique est le continent d'une compétition mondiale croissante où la France perd des parts de marché. La part de marché de la Chine sur le continent africain est passée de moins de 2 % en 1990 à plus de 16 % en 2011 (...). Dans les 14 pays utilisant le franc CFA, les entreprises françaises font quasiment jeu égal avec la Chine, avec une part de marché de 17,2 % contre 17,7 % en 2011

(2) Fait symptomatique, des manifestations de la population aux cris de « *Barkhane dégage !* » ont eu lieu à Kidal en octobre 2017. Elles sont dénoncées par l'état-major comme organisées par « *des forces obscures* ». Ce qui est sûr, c'est qu'elles ont lieu...

(page 5) (...). Encore premier exportateur en 2002, la position de la France en Afrique subsaharienne n'a cessé de s'effriter depuis lors. La France est, en 2011, le cinquième exportateur dans la zone, derrière la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et l'Allemagne. Sa part de marché a connu un recul continu depuis le début des années 2000, passant de 10,1 % en 2000 à 4,7 % en 2011 (page 54) (...). C'est en « zone CFA » que la France voit sa position commerciale reculer le plus rapidement, notamment face à la Chine, depuis le début des années 2000. De manière plus inquiétante, la France perd des parts de marchés vis-à-vis de l'Allemagne et des Etats-Unis » (page 56).

Ainsi, les accords (secrets) de coopération signés lors des indépendances au début des années 1960, les interventions militaires multiples (plus de 40 depuis cette période) pour faire et défaire des régimes à la botte dans son « pré carré », l'existence du franc CFA et d'institutions financières sur mesure — la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC), où la France dispose d'un droit de veto — n'ont pas suffi à préserver les positions françaises.

Cela jette aussi un éclairage sur l'intervention en Côte d'Ivoire (où la France a perdu 17 points de parts de marché entre 1990 et 2011), afin de chasser L. Gbagbo et d'installer A. Ouattara, qui est quasi unanimement considéré dans la région comme l'homme des impérialismes français et américain, ayant occupé d'importantes fonctions au FMI.

La guerre a ainsi permis à la France de renforcer ou de réoccuper ses anciennes bases au Mali, au Niger, au Burkina Faso. Certains gouvernements de la région — la Libye, le Nigeria, le Cameroun, la Centrafrique, le Tchad — ont cru gagner quelques marges de manœuvre en signant d'importants contrats d'exploitation, notamment pétrolière, avec la Chine : l'intervention militaire est un moyen de stopper cette expansion.

A. T. Moussa Tchangari, auteur nigérien du texte « *Sahel : aux origines de la crise sécuritaire. Conflits armés, crise de la démocratie et convoitises extérieures* », écrit :

« Cette guerre qui a fait tant de morts, de blessés, de réfugiés, de déplacés internes, n'est en effet pas une catastrophe pour tout le

monde. Ce déferlement de violence, dont beaucoup peinent à saisir la finalité, n'est certainement pas le signe d'une folie : il s'inscrit dans un vaste projet dont seuls semblent connaître le but ultime ceux qui ont les moyens de l'arrêter et qui ne le font pas. Cette guerre est une aubaine, d'abord pour les grandes puissances occidentales, en premier lieu la France, qui semblent en tirer avantage pour renforcer leur influence » (p. 21) (diffusé par *Alternatives Espaces Citoyens*, Niamey).

Une aubaine, c'est certain, pour poursuivre le pillage, maintenir une mainmise financière (notamment via le contrôle de la monnaie, le franc CFA), protéger les positions des sociétés françaises (Bolloré, Total, Areva, Société générale, etc.) ; une aubaine pour, sous prétexte de lutter contre la « radicalisation religieuse », tenter d'imposer une union nationale qui fasse fi des revendications sociales les plus élémentaires, remettre en cause les acquis et protéger des régimes chargés d'assurer l'ordre pour que cette politique s'applique, une aubaine pour imposer les plans d'ajustement du FMI...

Mais l'impérialisme français a-t-il les moyens de mener seul à bien sa politique ? L'opération Barkhane s'enlise, les capacités de l'armée française à contrôler une zone grande comme l'Europe sont dépassées. La France, à l'initiative de la mise en place du G5 (armées du Burkina Faso, du Mali, de Mauritanie, Niger, Tchad) pour la suppléer, doit faire appel à l'Allemagne et plus globalement à l'Union européenne, ainsi qu'à l'Arabie Saoudite et aux Etats-Unis (qui n'ont accordé qu'une somme minime) pour le financer : le budget est à ce jour loin d'être bouclé. Les « victoires » décisives annoncées par Macron ne sont pas pour demain. Quant au plan économique, l'Allemagne a renforcé ses positions et les accords de partenariat économique (APE) sont négociés directement par l'Union européenne, qui ne garantissent pas la position spécifique de la France.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ET L'AFRIQUE : QUELLE STRATÉGIE ?

« *Le monde entier doit le savoir, les Etats-Unis vont maintenir leur supériorité militaire avec des forces armées qui seront agiles, flexibles et prêtes à réagir* », déclara-

rait Barack Obama lors d'une conférence de presse donnée le 5 janvier 2012, peu après sa réélection pour un second mandat.

Dans le même temps, il demandait aux Etats de l'OTAN d'augmenter leurs dépenses militaires à hauteur de 2 % du produit intérieur brut (PIB), demande reprise par Trump et à laquelle Macron en France s'est empressé de donner son accord. C'est un fait, les Etats-Unis ne peuvent seuls assurer le maintien de l'ordre mondial et exigent des puissances secondaires qu'elles prennent leur part, ce que la France fait avec l'opération Barkhane.

En 2008, les Etats-Unis ont mis en place un commandement spécial, l'AFRICOM, visant à affirmer la suprématie américaine dans cette zone du monde aussi, avec ses ressources immenses. Sur le continent africain lui-même, un maillage dense a été mis en place. Outre la base militaire importante de Djibouti, de multiples bases et postes ont été implantés (46 en 2015, selon des documents rendus publics dans le cadre du *Freedom of Information Act*), sans compter les conseillers et les forces spéciales qui mènent des opérations mobiles dans divers pays. Ce sont donc les Etats-Unis qui possèdent le maillage militaire le plus dense en Afrique.

En Ouganda, au Rwanda, en Somalie, ce sont eux qui mènent la danse, sans parler du Soudan et de ses réserves pétrolières, et de la RDC du fait de ses immenses ressources minières où leur ingérence directe est avérée depuis l'indépendance... Les Etats-Unis ont ajouté le Niger à la liste des pays où ils sont en opération (ce qui souligne que l'impérialisme français n'est plus en mesure de faire de la région sa chasse gardée) à la suite de la mort de quatre soldats américains pris dans une embuscade — ce qui a appris au monde et d'abord aux Etats-Unis que leurs troupes y étaient en guerre —, avec le déploiement de drones armés dans ce pays.

Sur le plan économique, l'Afrique ne pèse que 2,2 % des exportations mondiales et 4 % des importations, mais elle dispose de plus 35 % des réserves mondiales de matières premières minérales non énergétiques connues et une part essentielle de celles d'hydrocarbures — plus de 9 % — loin d'être toutes exploitées. Les Etats-Unis importaient 20 % de leur pétrole d'Afrique (en 2016)...

Obama avait mis en place une politique dénommée « *Doing business in Africa* » : elle visait à rattraper le retard des Etats-Unis dans les investissements (actuellement à 4 % du total des investissements directs étrangers) et à conquérir des parts de marché tout en poursuivant le pillage des matières premières. Aujourd'hui, la stratégie américaine en Afrique, au-delà du simple déploiement militaire, n'échappe pas au caractère chaotique pris par l'ensemble de la politique de l'impérialisme américain en crise, dont la présidence Trump est une expression.

Sur le plan de l'accompagnement politique (le versant « humanitaire »), des coupes drastiques ont été annoncées dans les budgets de l'agence américaine USAID, et les crédits aux réfugiés doivent être supprimés (avec toutes les conséquences que cela a par exemple au Soudan du Sud).

Lors du dîner qu'il a organisé en présence de chefs d'Etat africains triés sur le volet lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2017, Trump a déclaré :

« L'Afrique a un potentiel exceptionnel pour les affaires. J'ai beaucoup d'amis qui vont dans vos pays pour essayer de devenir riches. Je vous en félicite (...). Et pour les entreprises américaines, c'est vraiment devenu un endroit où elles doivent se rendre, elles veulent s'y rendre. »

Pour autant, comme le soulignait récemment le directeur de l'initiative pour la croissance africaine (*The Brookings Institution*, Etats-Unis) dans le journal *Jeune Afrique* (décembre 2017), dans un article intitulé « *Doctrine Trump, le grand flou* », « *la stratégie africaine de son administration* (celle de Trump — NDLR) *reste toujours aussi illisible. Washington semble essentiellement voir le continent africain à travers le prisme sécuritaire.* »

Et de s'inquiéter que dans la bataille qui se mène actuellement sur ce continent, cela ne « *fasse perdre aux Etats-Unis davantage de terrain face à l'Europe ou à la Chine* » et que « *les problèmes de politique intérieure de cette administration et l'établissement laborieux des relations avec ses principaux partenaires internationaux* » ne condamnent l'Afrique à « *rester à l'arrière-plan des préoccupations américaines* ».

POUR LA BANQUE MONDIALE, IL N'Y A PAS D'AVENIR POUR LES PEUPLES D'AFRIQUE

Les « experts » économiques, il y a 3 ans, ne cessaient de mettre en avant les taux de croissance de l'Afrique subsaharienne (de l'ordre de 4 à 5 % en moyenne sur la période 2000-2014) et de disserter sur la « success story » économique et la « nouvelle frontière » du marché, etc. Avec l'effondrement du cours des matières premières, ces discours ont été largement oubliés... (croissance de 1,4 % en 2016).

Les multinationales ont toujours voulu payer les matières premières au prix le plus bas possible, s'appuyant sur des accords et des codes miniers sur mesure (sans compter les conflits armés entretenus), et dans le cas d'Areva, au Niger, l'uranium a même été payé à un cours inférieur aux cours du marché mondial. Elles s'appuient sur la contraction de la production à l'échelle mondiale pour faire baisser encore les cours.

De ladite croissance, la population dans sa grande majorité n'a rien vu, parce que celle-ci ne s'est pas traduite par un développement des services publics de base (3) ou de la production industrielle et agricole au service de la population. La croissance, c'est d'abord celle des exportations de produits de base (miniers, hydrocarbures, agricoles) contrôlées pour l'essentiel par les multinationales. Le pétrole, les minerais, l'or et le gaz naturel ont représenté 60 % de l'ensemble des exportations de l'Afrique subsaharienne en 2013 (4).

On nous a vanté les « objectifs du millénaire pour le développement » (OMD) de l'ONU, lancés en 2000, qui n'étaient que de belles déclarations d'intention, sans aucun caractère contraignant. Ils laissent 214 millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne souffrant encore de la faim, et en 2012, dans les pays subsahariens, 30,7 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés (*Jeune Afrique*, 27 octobre 2014, qui tire un « bilan mitigé » — sic — des OMD). Dans les faits, la population a surtout vu les plans d'austérité. Aujourd'hui, on nous vante les objectifs du développement durable (pour 2030), mais en réalité, la Banque mondiale et ceux dont elle représente les intérêts ne prévoient aucun avenir pour les peuples d'Afrique :

« Environ 16 % des jeunes Africains qui travaillent ont des emplois salariés (...). Le secteur industriel (minier, manufacturier et construction) représente moins de 20 % des emplois salariés. Les emplois restants se trouvent dans les exploitations agricoles familiales (62 %) ou les entreprises familiales (22 %), qui ensemble peuvent être décrites comme le secteur informel (...). Au cours des dix prochaines années, au mieux, seul un quart de la jeunesse d'Afrique subsaharienne trouvera un emploi salarié, et seule une petite fraction de ces emplois seront des emplois « formels » dans des entreprises modernes » (*L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*, 2014, page 38).

60 ans après les indépendances, ils ne prévoient aucun développement réel pour la population, la grande masse étant vouée à une simple survie... ou contrainte à émigrer, majoritairement vers l'Europe. En réalité, des millions d'hommes et de femmes sont expulsés de leurs pays parce qu'ils ne peuvent pas y vivre. Et pendant ce temps-là, les gouvernements et l'Union européenne travaillent à faire exploser les codes du travail, afin de créer les conditions d'une exploitation sans limite.

ENCORE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL

23 décembre 2016 : les chefs d'Etat des six pays de la zone CEMAC (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad) sont convoqués à une réunion extraordinaire à Yaoundé (Cameroun) par le gouvernement français, représenté par le ministre des Finances d'alors, Michel Sapin. Mais c'est Christine Lagarde, présidente du FMI, qui tient la réunion : la dévaluation du franc CFA est agitée comme menace pour imposer une nouvelle vague de plans d'ajustement structurel.

(3) Les dépenses de santé se chiffrent à moins de 100 USD par habitant et par an dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne et à moins de 38 USD — considéré par l'OMS comme le minimum vital en 2001 ! — dans seize pays (*Perspectives économiques en Afrique 2017*, rapport commun de l'OCDE et du PNUD, p. 116).

(4) A l'échelle mondiale, 0,9 % des exportations de produits manufacturés sont issus d'Afrique, et dans le cadre du « libre-échange » les fournisseurs africains perdent du terrain par rapport à leurs concurrents en Afrique. Le secteur manufacturier ne représente que 11 % du PIB du continent (*Perspectives économiques en Afrique 2017*, p. 7).

Priorité est donc donnée à la défense du cours de la monnaie au moyen de l'austérité, la dette dépassant le plafond fixé par le FMI : elle est passée de 29 % du PIB en 2014 à 47 % du PIB en 2016. Selon le journal *Jeune Afrique* (6 mars 2017), « *il ne faut pas se leurrer : la pilule sera amère, et ce sont surtout les plus pauvres qui vont en pâtir, comme on peut déjà le voir au Tchad. Dans sa perpétuelle quête de l'orthodoxie financière, le FMI traquera par exemple toutes les subventions et certaines dépenses sociales.* »

C'est donc le même arsenal, celui des plans d'ajustement structurel des années 1980 et 1990, qui est mis en œuvre. Et la simple question d'une autre orientation, celle de politiques de relance, d'investissement et de soutien à l'économie plutôt que des politiques d'austérité, n'a pas été posée. Le Cameroun, le Tchad, la Centrafrique et le Gabon ont déjà signé des accords avec le FMI. Le Congo devrait signer très bientôt et la Guinée équatoriale est entrée en négociation, le couteau sous la gorge. Pour ces six pays, le FMI a prévu de décaisser 1,6 milliard d'euros d'ici à 2020, que la population risque de payer cher.

Selon le FMI, « *les réformes (sont) destinées à préserver la stabilité financière, à lever les obstacles structurels à la compétitivité et (...) seront essentielles pour accélérer une diversification axée sur le secteur privé* » (communiqué du 26 juin 2017).

Le FMI affirme que le plan doit s'appliquer « *tout en protégeant les dépenses sociales* »... Mais qui peut le croire ? De plus, elles sont déjà réduites au minimum : les services publics, la protection sociale ont déjà été réduits à la portion congrue du fait des plans d'ajustement précédents. Au Gabon, le gouvernement veut imposer aux syndicats une trêve sociale de trois ans (durée du plan du FMI) pour faire taire les revendications face aux mesures d'austérité !

Mais les accords avec le FMI ne se limitent pas à ces pays : toujours au nom de la baisse du cours des matières premières et du ralentissement de la croissance, le Mozambique, le Ghana, l'Angola, le Togo, le Burkina Faso, le Niger, la république de Guinée ont récemment signé des accords. La logique est toujours la même : le FMI veille au service de la dette (14 % du budget au Togo, par exemple). Les moyens

usuels sont « *l'élargissement de l'assiette fiscale* » — l'augmentation des impôts des citoyens —, l'austérité, une politique de « *développement du secteur privé* » (et non de services publics) et la rentabilité des investissements étrangers. Au Niger, par exemple, d'importantes manifestations ont eu lieu contre le projet de budget 2018, tandis que le FMI, après avoir passé en revue les mesures, publiait un communiqué pour féliciter le gouvernement. Les pays sont ainsi placés sous tutelle, et la population ne cesse de s'appauvrir.

L'AJUSTEMENT STRUCTUREL, UNE POLITIQUE PERMANENTE DEPUIS 40 ANS

En 1979, l'impérialisme américain prend l'offensive afin de faire remonter les profits des capitalistes et rééquilibrer la balance des paiements déficitaire : parmi les mesures figure l'augmentation du taux d'intérêt de base sur le dollar (il atteindra 20 % en 1981) afin de casser l'inflation. Cela conduit à une récession (voulue) et à la montée du chômage, à la baisse des salaires. Parallèlement, les marchés financiers sont déréglementés, des privatisations engagées, etc. Toutes les puissances impérialistes ont rapidement emboîté le pas des politiques suivies par Reagan et Thatcher. Conjuguée avec la montée du cours du dollar, une des conséquences est l'explosion de la dette pour les pays africains.

Sur pression de la Banque mondiale, des prêts avaient été consentis, afin de donner des contrats aux multinationales, réinjectant ainsi les pétrodollars alors que les cours des hydrocarbures étaient au plus haut.

C'est alors que sont imposés les tristement célèbres plans d'ajustement structurel (PAS) :

« Parmi les mesures qu'ils demandent en retour de leur assistance, le FMI/Banque mondiale ont imposé aux gouvernements de : dévaluer leur monnaie ; supprimer les subventions ; réduire les barrières tarifaires ; augmenter les prix des produits agricoles ; réduire les bureaucraties boursouflées ; vendre ou fermer les entreprises d'Etat ; déréglementer les prix ; réduire les déficits budgétaires et l'emprunt public, et supprimer les restrictions aux investissements étrangers » (Martin Meredith, *L'état de l'Afrique*).

36 pays d'Afrique ont été contraints de signer de tels plans. Le même auteur ajoute :

« A la fin des années 1980, après une décennie d'ajustement structurel, peu de choses s'étaient améliorées (...). Le revenu par habitant en Afrique noire, avec une population de 450 millions, était inférieur à ce qu'il était en 1960. La croissance par habitant s'est contractée de 2,2 % par an. La dette a triplé, dépassant 220 milliards de dollars, excédant le PIB annuel. Le service de la dette se montait à 25 % des exportations annuelles de marchandises et de services. »

Il précise qu'à la fin des années 1980, la valeur marchande des produits exportés par l'Afrique est tombée à 77 % de celle de 1982 (le cacao est tombé à 48 %, le café à 55 %), soit une perte de rentrées de 50 milliards de dollars sur les années 1986-1989.

Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la chute n'a pas cessé :

« Le revenu par habitant en Afrique subsaharienne en ce début du XXI^e siècle (*était*) resté de 10 % inférieur au niveau enregistré en 1980, et l'écart (*était*) plus marqué encore par rapport au niveau d'il y a 30 ans » (*Rapport sur le développement économique en Afrique. Bilan, perspectives et choix des politiques économiques*, septembre 2001, page 9).

Les plans d'ajustement structurel, c'est aussi l'explosion des emplois dits informels, emplois de survie, en dehors de toute protection sociale et droit du travail ; c'est aussi l'arrivée massive des ONG, encouragée par les gouvernements impérialistes et les multinationales qui les financent, alors que les services publics élémentaires (éducation, santé) sont saccagés par les coupes claires.

Les quatorze pays de la zone CFA (Afrique francophone) ont de plus subi en janvier 1994 une dévaluation de 50 % de la monnaie sur décision du FMI, avec des conséquences dramatiques. Ce fut un véritable assassinat statistique : du jour au lendemain, le prix des médicaments a doublé, interdisant tout accès aux soins pour une grande partie de la population.

LA DETTE N'EST PAS CELLE DES PEUPLES

Un autre rapport de la CNUCED (*Le développement économique en Afrique. Endettement viable : oasis ou mirage ?*

New York et Genève, Nations unies, septembre 2004, page 9) explique :

« Un coup d'œil rapide à la dette de l'Afrique permet de constater que le continent a reçu quelque 540 milliards de prêts et a remboursé quelque 550 milliards de dollars en capital et intérêts entre 1970 et 2000 : pourtant, l'encours de la dette est resté de quelque 295 milliards de dollars.

Pour sa part, l'Afrique subsaharienne a reçu 294 milliards de dollars de versement, a remboursé 268 milliards au titre du service de la dette, mais conserve une dette active de quelque 210 milliards de dollars. »

Le journal *Jeune Afrique* (17 mai 2016) rappelle quelques chiffres, après les annonces sur les nouveaux plans d'ajustement prônés par le FMI :

« *Sur le continent, ce retour en première ligne du FMI suscite des inquiétudes. Dans les années 1980, les pays africains avaient un ratio dette/PIB d'environ 12 % quand ils ont été contraints de se plier aux programmes d'ajustement structurel. Lorsqu'ils en sont sortis vingt ans plus tard, ce ratio était de 60 % (...). Et la croissance était ridicule malgré une pression de Bretton Woods sur les équilibres macroéconomiques* », rappelle Carlos Lopes, le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), pour souligner l'échec des politiques que l'institution avait alors imposées. »

Echec ? Pour la population et les nations africaines, c'est une certitude. Mais pour l'impérialisme ? Cette politique a permis de maintenir les pays africains dans la division internationale du travail issue de la colonisation, avec de superprofits à la clé.

NEPAD, INITIATIVE PPTE... TOUT CHANGER POUR QUE RIEN NE CHANGE

Devant les effets catastrophiques des PAS, il fallait donner l'impression qu'on donnait une inflexion. C'est ainsi qu'est née « *l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE)* », décidée au G7 (qui réunit les principales puissances) en 1996 et gérée par le FMI et la Banque mondiale.

Trente pays africains ont bénéficié d'un allègement de 76 milliards de dollars de leurs dettes bilatérales et multilatérales. Ce en échange de nouvelles mesures : les pays doivent « *adopter des programmes d'ajustement et de réforme soutenus par le FMI et*

la Banque mondiale, établir un bilan avéré de mise en œuvre de ces programmes et adopter une stratégie de réduction de la pauvreté » (note de la commission européenne sur le programme PPTE), ce qui, dans les faits, est contradictoire ! Il s'agit d'un nouvel emballage de la même politique, avec la volonté de réaliser un consensus (impliquant notamment les organisations syndicales) sous couvert de lutte contre la pauvreté. Les allègements de dette sont calculés afin qu'elle devienne « soutenable ». Compte tenu des montants remboursés et des conditions mises, les allègements ne coûtent rien aux bailleurs.

D'autre part, a été lancé en 2001 le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, connu sous le nom de NEPAD, au nom d'une croissance et d'un développement durables. Il a été présenté comme une initiative permettant aux Africains de déterminer eux-mêmes leur propre destin et patronné par des chefs d'Etat (Mbeki, d'Afrique du Sud, Wade, du Sénégal, etc.)... Le premier acte des initiateurs du NEPAD est toutefois de le faire avaliser par le G8.

Et, sans surprise, ce sont toujours les mêmes qui contrôlent : pour superviser le NEPAD, a été mise en place la Banque africaine de développement (BAD), censée organiser le développement économique. Mais elle reste sous le contrôle des puissances impérialistes (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Japon), qui détiennent 25 % du capital, et ne fait que répercuter les orientations du FMI et de la Banque mondiale.

Mais rien n'arrête les appétits impérialistes. L'Union européenne veut imposer des accords de partenariat économique (APE), au nom des règles de libre-échange de l'OMC : suppression des droits de douane, et donc de recettes publiques, importation de produits agricoles encore accentuée, liberté totale pour les investissements étrangers, etc. Ces accords sont tellement léonins qu'à la veille du Deuxième Sommet Afrique-Europe (Lisbonne, décembre 2007), le président du Sénégal, Abdoulaye Wade, connu pour sa bonne volonté à l'égard de l'Union européenne, déclarait :

« C'est une question de survie pour nos peuples et nos économies, déjà très éprouvées (...). Si l'Europe n'a plus que la camisole de force des APE à nous proposer, on

peut se demander si l'imagination et la créativité ne sont pas en panne à Bruxelles. »

Les négociations ont traîné en longueur depuis 2002 du fait de la volonté de certains gouvernements africains de gagner du temps, et la plupart des Etats ne les ont pas encore ratifiées.

Parallèlement, des multinationales sont en train de faire main basse sur les terres arables, par centaines de milliers d'hectares à chaque fois, et ce dans de nombreux pays (Madagascar, Niger, etc.) : 134 millions d'hectares, selon les estimations de l'ONU, ont changé de mains en Afrique. Bien entendu, ce vol est présenté comme un moyen de moderniser et de développer les pays concernés... et les organismes spécialisés de l'ONU (FAO, CNUCED) ont édicté, pour tenter de faire passer la pilule, en septembre 2014, des « principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires », dont la portée juridique est nulle... Le cynisme est sans limite : les peuples ont faim et on leur vole leurs terres.

DES GOUVERNEMENTS USÉS JUSQU'À LA CORDE

En 1989, la Banque mondiale (rapport « *De la crise à la croissance soutenable. Afrique subsaharienne, une étude à long terme* ») rend les gouvernements locaux responsables de « l'échec » des plans d'ajustement et en appelle à une « bonne gouvernance », ce qui passe par une libéralisation politique ainsi qu'un renforcement des ONG... et la lutte contre la corruption.

En quelques mots, revenons sur les conditions des indépendances et les gouvernements mis en place.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la poussée révolutionnaire toucha l'Afrique, qu'elle soit sous domination française, anglaise ou portugaise, comme les autres régions du monde. Les syndicats se créèrent ou se renforcèrent, les grèves se multiplièrent, souvent victorieuses, contre le régime du travail forcé et les mesures de discrimination raciale, pour l'augmentation des salaires, pour la promulgation de codes du travail inspirés sur ceux de la « métropole ». L'aspiration et la mobilisation pour l'indépendance se développèrent en liaison

directe avec le développement de la lutte de classes. Les solutions de replâtrage colonial du type « Union française » de la bourgeoisie française ont avorté les unes après les autres : le glas a été définitivement sonné par le vote majoritaire pour l'indépendance de la Guinée en octobre 1958.

Le régime de De Gaulle, essentiellement absorbé par la guerre de libération nationale en Algérie, et sur fond d'une défaite majeure de l'impérialisme français en Indochine, a dû accorder les indépendances au début des années 1960 aux Etats d'Afrique de l'Ouest et centrale, tout en veillant au maintien des frontières coloniales en l'état.

Tout a été fait pour que ces indépendances, ne rompant pas avec la domination impérialiste, restent formelles, par le biais des accords de coopération et des accords militaires, par la répression sanglante (notamment au Cameroun), par les interventions militaires pour maintenir des régimes à la botte, ainsi que par le maintien du franc CFA. C'est ce qu'on a appelé la « Françafrique », la corruption (5) étant une des caractéristiques des régimes mis en place.

Au sommet franco-africain de la Baule, en 1990, Mitterrand organise la mise en musique des nouvelles orientations énoncées par la Banque mondiale : des conférences nationales seront convoquées afin d'associer les opposants et de réaliser un consensus, le multipartisme sera instauré.

Mais les équilibres politiques et institutionnels établis à cette époque sont aujourd'hui en train de se rompre. Les gouvernements sont fragilisés, leur légitimité même de plus en plus contestée. Les puissances impérialistes peinent à trouver des solutions de rechange.

Nombre de gouvernements se maintiennent à coups de réformes constitutionnelles (notamment en remettant en cause le plafond à deux mandats de la présidence de la République), de fraude électorale et de répression face à un rejet croissant de la population.

Pour ne citer que quelques exemples, en Côte d'Ivoire, la majorité gagnée aux élections par le gouvernement Ouattara, mis en place par l'armée française en 2011, repose sur une participation d'un tiers des électeurs, tandis que l'Etat lui-même est traversé par une crise majeure.

Au Niger, Issoufou, lié à l'Internationale socialiste, a été réélu dans des conditions contestées et ne se maintient que grâce à la répression face à de multiples manifestations. Au Tchad, Idriss Déby ne peut compter que sur la force des baïonnettes. Au Congo, la réélection de N'Gesso en 2016, à la tête du « Parti du travail », au pouvoir depuis les années 1990, a donné lieu à des affrontements sanglants après les élections. Il en est de même au Gabon, où la légitimité de la réélection d'A. Bongo est très largement contestée, au prix de nombreux morts. Au Cameroun, P. Biya, mis en place par Mitterrand en 1982, n'arrive plus à maintenir l'unité du pays, et la question de sa succession est tout sauf réglée.

Au Bénin, l'homme d'affaire Talon, qui a voulu incarner le « nouveau », n'a pas fait illusion longtemps, en s'attaquant aux travailleurs du secteur informel. Il fait face à une mobilisation de la population, opposée à la privatisation des hôpitaux.

Au Togo, des manifestations massives ont lieu depuis plusieurs mois, sur le mot d'ordre de retour à la Constitution de 1992 — elle limite à deux le nombre des mandats du président — et « 50 ans, ça suffit » : c'est un véritable soulèvement de la population. Elle veut en finir avec le régime installé avec le soutien actif de la France en 1963, trois ans après l'indépendance du pays, grâce à l'assassinat de Sylvanus Olympio, premier président élu, qui ne voulait pas rester dans la zone du franc CFA. Faure Gnassingbé a remplacé son père en 2005 à la suite d'élections contestées : il y a eu entre 800 et 1 000 morts à la suite de la répression des manifestations. Si Gnassingbé est chassé du pouvoir, ce serait le deuxième régime après celui du Burkina Faso à tomber par sous les coups d'un mouvement de masse.

Autre facteur de crise et de contradictions : le maintien du franc CFA. Il est de plus en plus rejeté par la population, qui y voit, à raison, une marque de déni de souveraineté et la continuité avec le colonia-

(5) Voir à ce sujet l'ouvrage *Kamerun* (Domergue, Tatsitsa, Deltombe), qui explique que la mise en place de gouvernements corrompus faisait pleinement partie de la stratégie de « décolonisation ». De plus, l'argent de la corruption va directement dans les banques occidentales avec la complicité des autorités de ces pays, ainsi que dans les paradis fiscaux (« Notre intérêt commun », p. 132).

lisme (le franc CFA, sous contrôle du Trésor français, a été mis en place en 1945 par la France et maintenu depuis sous des formes à peine modifiées). C'est aussi un facteur de crise dans les sommets, en conséquence de la concurrence que se livrent entre eux les différents impérialismes et de la place qu'aspire à prendre l'impérialisme américain alors que l'essentiel des transactions se fait en dollars.

Pour terminer, quelques mots sur le Burkina Faso : le 31 octobre 2014, Blaise Compaoré — arrivé au pouvoir en 1987 grâce à l'assassinat de T. Sankara (6) —, alors qu'il tentait de modifier la Constitution pour pouvoir se représenter au-delà de 2015, a été chassé par une insurrection populaire.

A peine un an plus tard, un coup d'Etat restaurateur était organisé par le général Diendéré, commandant le Régiment de sécurité présidentiel (RSP). Citons les propos de responsables de l'Organisation démocratique de la jeunesse, qui a joué un rôle majeur dans les événements, dans une interview donnée au journal *Informations ouvrières*, parue le 5 décembre 2016 :

« On a tenu notre camp jeunes, qui s'est terminé le 13 septembre, on s'est préparé. Le 16, avait lieu le coup d'Etat mené par le RSP. On a appelé la jeunesse à sortir, à se mobiliser pour déjouer le coup d'Etat. Et vraiment, les jeunes sont sortis. La CCVC (7) a appelé à la grève générale sur tout le territoire. Elle a été respectée, le peuple était dehors. Il y avait des barricades, malgré les tirs à balle réelle. Au bout de trois jours, le RSP ne pouvait plus sortir de sa caserne. Le peuple les a encerclés. A partir des quartiers périphériques, on a organisé la résistance, barricade par barricade.

On savait que les Français étaient d'accord avec le coup d'Etat. La CEDEAO (8) est arrivée le 17. Le 18, Hollande déclarait : *"Gare à ceux qui vont aller à l'encontre de l'accord passé par la CEDEAO."* Il y avait les partis politiques et les putschistes. L'accord, c'était l'amnistie de Diendéré et de tous les putschistes qui devaient remettre le pouvoir à la transition. Le RSP devait rester en place, ne pas être dissous. L'empêchement à se présenter aux élections pour les proches de Compaoré devait être levé. »

Des comités regroupant les organisations syndicales et populaires avaient commencé à prendre en charge l'administration et la distribution du carburant. L'insurrection reste dans les mémoires, et l'Unité d'action syndicale (9) joue un rôle politique majeur :

elle entend défendre les revendications et les « *acquis de l'insurrection populaire* » face à un gouvernement qui comporte nombre d'éléments de l'ancien régime.

QUELQUES RÉFLEXIONS QUANT AUX PERSPECTIVES

La domination impérialiste est contradictoire au développement économique véritable et à la souveraineté des nations en Afrique. De ce fait, les bourgeoisies africaines ont une importance tout à fait limitée, sont essentiellement cantonnées dans le secteur commercial et totalement subordonnées à l'impérialisme. Il n'y a pas de « bourgeoisies nationales ». D'ailleurs, parmi les entreprises africaines les plus importantes, la première est la SONATRACH (hydrocarbures, entreprise publique, Algérie), la deuxième, la SONANGOL (hydrocarbures, entreprise publique, Angola), et elles sont suivies par toute une série d'entreprises sud-africaines, qui ne sont que le prolongement, pour des raisons historiques, de l'impérialisme.

Mais le prolétariat africain existe, même si, sauf exception — Afrique du Sud, Nigeria —, il ne représente qu'une petite minorité de la population. Il est présent dans les industries extractives, dans les transports, dans les ports, dans la fonction publique... Le mouvement ouvrier existe et ses forces sont aujourd'hui pour l'essentiel concentrées dans les organisations syndicales, la plupart nées après la fin de la période du parti unique (et du syndicat unique), certes fragmentées en nombreuses centrales et syndicats autonomes.

Des grèves puissantes ont eu lieu ces derniers mois dans l'unité d'action, notamment pour le paiement des arriérés de salaires dans

(6) T. Sankara s'empara du pouvoir par un coup d'Etat en 1983 : il prit des positions anti-impérialistes, s'opposant notamment au paiement de la dette.

(7) La Coalition contre la vie chère (CCVC) regroupe largement les syndicats et nombre d'organisations, dont l'ODJ, la Ligue de défense des droits de l'homme, etc.

(8) La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une organisation intergouvernementale ouest-africaine créée en mai 1975, qui comprend aujourd'hui 16 Etats membres.

(9) L'Unité d'action syndicale (l'UAS) regroupe autour de la CGT-B les six centrales et les syndicats autonomes.

la fonction publique (Tchad, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, Niger, etc.). Les syndicats font face également à des tentatives de remise en cause du droit de grève et du droit syndical (Tchad, Gabon, Bénin, Burkina Faso). Les codes du travail et les statuts, ainsi que les conventions de l'Organisation internationale du travail ratifiées, sont dans le viseur, dans la logique des mesures de « compétitivité » exigées par le FMI.

D'immenses questions sont posées au mouvement ouvrier en Afrique : les réponses ne seront trouvées que par la libre discussion à partir des expériences et des combats menés, les différences de point de vue étant légitimes, sans que quiconque à soi seul puisse se targuer de détenir « la vérité ».

L'attitude du mouvement ouvrier des pays impérialistes fait aussi partie de la discussion. Sur ce plan, il n'est pas inutile de rappeler ce que préconisaient les *Thèses sur les questions nationales et coloniales* adoptées au II^e Congrès de l'Internationale communiste. Elles soulignaient notamment que « la plus-value obtenue par l'exploitation des colonies (aujourd'hui les pays sous domination impérialiste, NDLR) est l'un des appuis du capitalisme moderne ». Elles préconisaient le « rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales ni l'inégalité », ainsi qu'« un soutien actif des mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays ».

Ces orientations, adaptées aux conditions d'aujourd'hui, restent valables : l'avenir du prolétariat et des peuples d'Afrique, comme le soulignent les conditions politiques, économiques et militaires de la domination impérialiste, est totalement relié au prolétariat mondial. Cela confère aussi au mouvement ouvrier des pays impérialistes des devoirs spécifiques dans la lutte contre leur propre impérialisme.

Dans ce cadre, il nous semble que la question essentielle, c'est celle qu'indique la déclaration de la coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples convoquant la conférence mondiale ouverte de décembre 2017 :

« L'indépendance du mouvement ouvrier par rapport au patronat, aux Etats, aux institutions internationales, son action et son organisation sur son propre plan sont la clé de la solution pour les travailleurs, les peuples et les nations. »

La question de l'indépendance des organisations syndicales, de leur existence et de leur renforcement occupe une place centrale dans le combat pour la souveraineté nationale. En ce sens, la portée de la constitution de la SAFTU (700 000 adhérents) en Azanie/Afrique du Sud mérite d'être versée à la discussion. Rompant avec le COSATU, qui avait soutenu le gouvernement lors des massacres de mineurs en grève à Marikana, dans leur déclaration constitutive, outre leur indépendance à l'égard du gouvernement et des patrons, et toutes les revendications sur le droit à la négociation collective centralisée (*les conventions collectives — NDLR*), les salaires, la santé, l'éducation, ils affirment : « Notre lutte a pour objectif de mettre fin à l'exploitation des classes, de démanteler le capitalisme colonial et d'apartheid, et l'accaparement de la terre, grâce à un programme de réappropriation des terres et de construction d'une société socialiste. » Ils se prononcent « pour la nationalisation des ressources minières et des monopoles manufacturiers, des banques et des terres ». Les responsables de la SAFTU réfléchissent à contribuer à la création d'un parti des travailleurs, comme au Brésil.

Cette question des cadres politiques indépendants, qui aujourd'hui restent à constituer pour l'essentiel en Afrique subsaharienne, dans la perspective de partis ouvriers, est posée et peut prendre des formes diverses selon les pays. L'expérience actuelle comme celle des 60 dernières années ne montre-t-elle pas que ce n'est pas dans l'accomodement ou la subordination à tel gouvernement impérialiste ou telle institution internationale (FMI, etc.) que l'on peut jouer un rôle positif pour faire avancer les combats d'émancipation de la classe ouvrière ou des peuples ?

Ces questions ne vont-elles pas de pair avec la discussion des voies et des moyens de combattre pour la reconquête des droits et des acquis des travailleurs, des travailleuses et de la jeunesse consignés dans les codes du travail, des droits à la santé et à l'éducation, du combat contre les privati-

sations, pour la défense et la reconquête de la propriété publique, pour de véritables services publics qui permettent l'accès de tous à l'eau et à l'électricité, de la défense des libertés démocratiques, du combat contre la dictature de la dette et des institutions internationales (FMI) qui l'opposent depuis tant d'années aux revendications les plus élémentaires, pour son annulation, pour la souveraineté des peuples et des nations (ce qui inclut la souveraineté sur les ressources naturelles), de la nationalisation des banques et du droit à disposer de leur monnaie ?

Est-ce que cela ne va pas de pair avec l'organisation, en liaison avec les organisations ouvrières (ou dans les organisations ouvrières), de syndicats de paysans, qui sont spoliés par les multinationales, afin de souder l'alliance des uns et des autres, alors que la majorité de la population vit en milieu rural ? Des revendications concrètes sont posées, alors que les paysans veulent la terre et veulent la cultiver et pouvoir en vivre.

Dans les conditions spécifiques au pays, le peuple togolais se mobilise aujourd'hui pour chasser le dictateur Gnassingbé et pour le retour à la Constitution de 1992, votée à plus de 90 % par le peuple, jamais appliquée. Les élections dans les cadres institutionnels existant sont tout sauf sincères et démocratiques. Dans la situation de crise politique qui touche tous les régimes de la région, et qui ne peut qu'aller en s'approfondissant, quelle stratégie mettre

en œuvre, comment aider les masses ouvrières et paysannes à assurer leur pleine souveraineté nationale ?

Cette discussion nécessaire n'a pas de réponse toute faite, elle ne peut que trouver sa solution par la discussion menée avec les militants engagés dans le combat sur le terrain, les militants trotskystes, à leur place, étant prêts à y contribuer.

N'est-ce pas aussi une voie vers le rétablissement de la paix, indissociable du pain, de la terre et de la liberté ? La preuve est faite jour après jour que les implantations militaires étrangères des puissances impérialistes, que l'ingérence étrangère n'apportent pas la paix, ce qui pose la question du retrait des troupes et des bases militaires.

L'aspiration à l'union libre des peuples souverains d'Afrique est profonde. Elle est inscrite dans l'histoire, alors que les puissances coloniales, en se partageant l'Afrique, ont imposé des frontières qui ont bafoué l'existence même des peuples et qu'elles en ont imposé le maintien lors des indépendances. Ne faut-il pas commencer par poser la question de l'union libre des nations souveraines à une échelle régionale ? Et le premier pas en ce sens n'est-il pas dans le resserrement des liens des organisations agissant sur le terrain de l'indépendance, et la coordination de leurs initiatives ?

Ce sont de premières réflexions soumises à la discussion.

Jacques Diriclet

Les recommandations du FMI pour “verdir l’économie” et “écologiser la croissance”

LA grande conférence mondiale sur le climat qui s’est tenue à Paris en décembre 2015 a été l’occasion de renforcer les tentatives d’union nationale en France, et plus largement à l’échelle mondiale avec le pape et son encyclique *Laudato si’* (1). Malgré le mépris affiché par l’impérialisme américain pour ses partenaires européens, ceux-ci tentent toujours de susciter cette union sacrée pour « sauver la planète ».

UN FAUX DÉBAT POUR UN VRAI PROBLÈME

Le problème de la maîtrise de l’activité économique pour satisfaire les besoins humains a été détourné vers un faux débat. Depuis de nombreuses années, la question de l’écologie est utilisée par les gouvernements et les médias pour tenter de dévier l’attention des travailleurs du problème essentiel : la concurrence, la recherche du profit, la propriété privée des grands moyens de production conduisent à de véritables catastrophes, que l’on masque sous la prétendue menace climatique ou toute autre menace confuse (terrorisme, épidémies...). Les crises financières succèdent aux crises financières, le chômage de masse et la précarité de l’emploi se sont installés partout. Le caractère parasitaire et militariste de l’impérialisme a renforcé un chaos ressenti dans tous les pays. Une intense lutte de classe se mène, car les plans du capital s’incarnent partout sur le même axe : afin de restaurer les profits, les conquêtes sociales antérieures doivent être laminées. En défendant la protection sociale collective, les salaires, les codes du travail, l’école, la santé, les travailleurs freinent cette offensive et, de ce fait, limitent les effets destructeurs de ces réformes structurelles, le chaos de la concurrence, la marche à la guerre. Cependant, le sentiment que les régressions sont insupportables grandit partout. Le moment à partir

duquel des dégâts irréversibles dans tous les domaines sont dangereux est atteint. En France, par exemple, le coup que le gouvernement entend porter au baccalauréat (diplôme ouvrant l’accès à l’Université) ainsi qu’à l’hôpital public représente un point critique.

La bourgeoisie elle-même est inquiète. Un haut fonctionnaire belge de la Commission européenne, Jean-Pol Poncelet, chargé de la privatisation du secteur de l’énergie, a récemment reconnu dans *Le Soir* de Bruxelles (2) que cette privatisation a conduit au chaos et pose de graves problèmes. Alors qu’elle a été présentée comme un moyen de faire baisser les prix, il avoue qu’elle n’a fait qu’augmenter les profits des oligopoles au détriment de la sécurité des approvisionnements. On peut ajouter que les dividendes versés massivement aux actionnaires, replacés dans les paradis fiscaux, ont empêché les investissements de long terme et que les nouvelles

(1) Encyclique *Laudato si’* (« Loué sois-tu ») du pape François (18 juin 2015), sous-titrée « *Sur la sauvegarde de la maison commune* » et entièrement consacrée aux questions environnementales et sociales. Cet encyclique indique que « *la crise écologique est une conséquence dramatique de l’activité sans contrôle de l’être humain* » et que, « *par une exploitation inconsidérée de la nature, l’être humain risque de la détruire et d’être à son tour la victime de cette dégradation* ». Elle a été saluée par Laurent Fabius, président de la COP 21, en termes élogieux : « *Je salue la publication de l’encyclique (...), première encyclique de l’histoire de l’Église catholique consacrée à la question écologique. Son titre, tiré des écrits de saint François d’Assise, et son statut témoignent de l’importance accordée à la protection de l’environnement par le pape. En cette année décisive pour la lutte contre le dérèglement climatique, ce geste sans précédent contribuera à renforcer la mobilisation de la communauté chrétienne et plus largement de l’ensemble des citoyens du monde qui sont sensibles aux messages du pape. C’est donc une contribution importante pour le succès de la COP 21* » (France Diplomatie, 18 juin 2015, www.diplomatie.gouv.fr).

(2) Jean-Pol Poncelet, ancien ministre de l’Énergie en 1998, dans une tribune du quotidien *Le Soir* (5 mai 2017) : « *En Europe, la politique énergétique va droit dans le mur.* »

technologies vertes ont été l'occasion d'empocher les subventions publiques, si bien que l'on constate que toute réduction de ces aides entraînerait l'effondrement des investissements dans ces secteurs.

L'économie est mondiale : cela signifie que pour les petites choses (boire un café) comme pour les plus compliquées (réseau de communication par satellite), nous dépendons d'une chaîne de décisions, de productions, de travail socialisé de plus en plus complexe. Des chiffres ont été donnés récemment sur ce que consomme en électricité l'envoi d'un SMS. En apparence, c'est magique ; en réalité, c'est une masse incroyablement d'infrastructures (câbles marins, satellites, data center, etc.) qui est mise en œuvre, avec une consommation importante d'énergie.

La division internationale du travail développée par le capital n'a fait que renforcer la nécessité de la coopération internationale des travailleurs. Dès la découverte des Amériques, le capitalisme a constitué le marché mondial. Il n'a cessé de l'accentuer, mais de manière chaotique, sous la domination des pays d'Europe, puis des Etats-Unis. Le mouvement ouvrier s'est lui aussi développé comme un produit contradictoire de l'exploitation capitaliste, comme une lutte de résistance des travailleurs salariés contre le capital et ses méfaits.

Le capitalisme a pour fondement la guerre commerciale, appelée concurrence. Elle se transforme en guerre tout court, en expansion coloniale, puis en guerre entre grandes puissances. A son stade impérialiste, il n'y a pas d'autre espace « libre » à occuper : il faut se repartager les marchés et tenir coûte que coûte sa part du marché mondial.

Il y a urgence à se débarrasser du talon de fer du capital, et à organiser l'entente entre les peuples et la planification de leur activité à l'échelle du monde, qui intégrera forcément la solution des problèmes concernant la gestion de l'environnement. Actuellement, les travailleurs mènent des combats nombreux pour défendre les services publics de l'eau, de l'énergie, des transports, de la santé, de l'enseignement, dans un contexte où la privatisation est exigée par le capital avec toujours plus de force. Il faut examiner le problème de l'environnement dans ce cadre.

UNE MYSTIFICATION ANCIENNE

Après que Marx eut établi les mécanismes de l'exploitation des travailleurs salariés par la bourgeoisie capitaliste, les contradictions de son fonctionnement, son expansion mondiale et les tendances destructives du système, il fut nécessaire pour l'économie politique bourgeoise, qui s'est nommée pompeusement « science économique », d'accentuer son caractère apologétique, de dogme à défendre comme une religion, donc vulgaire, tout en le dissimulant dans un recours massif aux mathématiques pour donner un aspect sérieux à ses théories (3).

L'écologie est une science, et l'on ne peut que se prononcer pour donner les moyens financiers aux chercheurs de mener à bien leurs études comme dans les autres domaines. Nous savons que les recherches militaires engloutissent des sommes colossales pour perfectionner les moyens de destruction, que l'entretien du porte-avions français *Charles-de-Gaulle* coûtait, en 2017, 1,2 milliard d'euros (à rapprocher des 50 millions que la ministre de la Santé voulait concéder face à la grève des personnels de maison de retraite qui a eu lieu le 30 janvier en France).

L'écologie, comme les autres recherches scientifiques, a besoin que l'on en finisse avec le militarisme et l'économie d'armement... ne serait-ce que pour pouvoir être financée. Mais toute une idéologie officielle a été bâtie pour tenter de s'opposer à la lutte des travailleurs pour leur existence : « l'écologisme », la prétendue lutte pour « sauver la planète ». L'économie verte n'est rien d'autre qu'un artifice fabriqué par nos brillants économistes suppôts du capital pour tenter de sauver... des gouvernements discrédités. La définition vient du FMI et de l'OCDE, ces institutions du capital financier qui exigent l'austérité pour les

(3) Dans une note du *Capital*, Marx précise ce qu'il entend par économie vulgaire : « *L'économie vulgaire, qui se contente des apparences, rumine sans cesse pour son propre besoin et pour la vulgarisation des plus grossiers phénomènes les matériaux déjà élaborés par ses prédécesseurs, et se borne à ériger pédantesquement en système et à proclamer comme vérité éternelle les illusions dont le bourgeois aime à peupler son monde à lui, le meilleur des mondes possibles* » (Marx, *Le Capital*, livre 1 section 1).

travailleurs et la suppression des impôts pour les multinationales, la privatisation de la santé et de l'école, le développement des zones franches sans aucun droit du travail. Non seulement les krachs financiers se succèdent depuis 1987, mais les scandales impliquant les grands groupes industriels et bancaires s'enchevêtrent. L'avalanche de révélations sur l'évasion fiscale, alors que l'austérité pour les travailleurs est présentée comme incontournable, renforce un rejet profond des capitalistes et des gouvernements.

Un discours officiel a donc été construit : selon eux, le plus grave problème de notre temps, c'est que l'espèce humaine saccage son environnement, alors que l'histoire même de l'humanité est le combat de l'homme pour chercher à maîtriser une nature hostile (4). Que cela puisse avoir un rapport avec le fonctionnement de l'économie capitaliste, c'est exclu. En stratégie militaire, on appelle ça lancer des leurres. C'est pourquoi l'écologisme (idéologie manipulant l'écologie, qui est et doit rester une science) est pervers : cela conduit à apporter de l'eau au moulin de cette grande entreprise de mystification montée par la bourgeoisie financière et à tromper sur les causes du désordre économique.

DE MALTHUS... À LA COP 21

Cette méthode n'est pas nouvelle. Malthus (5), pasteur anglais, écrit un ouvrage en 1798 qui eut son heure de gloire dans la bourgeoisie, où il « démontrait » que le chômage venait d'une croissance trop rapide de la population par rapport aux ressources, d'où la misère ouvrière. La population doublerait tous les vingt-cinq ans, alors que les ressources augmenteraient de façon constante. Les famines et la pauvreté n'étaient donc que le résultat de cette loi naturelle. La solution ? Supprimer l'aide aux pauvres, interdire le mariage avant 25 ans, pour qu'ils ne soient pas trop nombreux. Ricardo complétait cette théorie en « démontrant » que si les travailleurs obtenaient une augmentation des salaires, ils en seraient les premières victimes, car leur population augmenterait et le chômage ferait baisser à nouveau les salaires. C'est ce qu'il appelle « *la loi d'airain des salaires* ».

Marx a réfuté ces affirmations, montrant comment, au contraire, la surpopulation relative et le chômage sont créés et utilisés par la bourgeoisie pour faire baisser les salaires par la concurrence sur le marché du travail. La lutte de la classe ouvrière a démontré, elle, que les hausses de salaires ne conduisaient pas à la catastrophe écologique au XIX^e siècle. Pourtant, chaque fois qu'une crise majeure du capitalisme s'est développée, ce discours a fleuri sous des formes variées.

Le progrès technique a tantôt été présenté par les économistes bourgeois comme la solution à tous les problèmes et tantôt comme la cause du chômage. Marx a montré comment la substitution des machines toujours plus automatisées au travail vivant permet d'augmenter la plus-value relative (la productivité) et crée une réserve de main-d'œuvre (permanente, latente, flottante) qui exerce une pression terrible sur les travailleurs toujours menacés de perdre leur emploi. En même temps, cette course au perfectionnement du machinisme conduit à un développement des infrastructures et entraîne la baisse du taux de profit contrée par l'augmentation du taux d'exploitation de la main-d'œuvre (6). C'est ce qui explique cette offensive du capital pour baisser « le coût du travail ».

L'OCDE et le FMI ont lancé une réflexion en 1971-1975 pour justifier la croissance zéro, qui résultait de la crise financière (suppression de la convertibilité du dollar, flottement des monnaies) : il

(4) Marx explique dans les *Grundrisse* : « *La nature ne construit pas de machines, de locomotives, de chemin de fer, de télégraphes électriques, ni de métiers à tisser automatiques, etc. Ils sont le produit de l'industrie humaine, de la matière naturelle transformée en instrument de la volonté de l'homme et de l'activité humaine sur la nature. Ce sont les instruments du cerveau humain créés par la main de l'homme* » (cité dans la brochure de formation n° 1 – *Qu'est-ce que ... le marxisme*, p. 19).

(5) Thomas Robert Malthus (1766-1834), dans un *Essai sur le principe de la population*.

(6) L'accumulation du capital provoque des changements dans la structure même du capital. Les progrès techniques et la mécanisation se traduisent dans une transformation de la composition organique du capital. Cela entraîne une augmentation de la part du capital constant (c), c'est-à-dire la part investie dans les machines par rapport au capital variable (v), la part investie dans l'achat de la force de travail (seule source de la plus-value). Cela entraîne donc une tendance à la baisse du taux de profit.

fallait s'adapter à un monde qui ne pourrait plus assurer le plein emploi... ce qui était positif, puisque le plein emploi aurait présenté un risque pour l'environnement ! Ce qui fut appelé les « *théories du Club de Rome* » (7) fut très vite une doxa, une opinion relayée par les grands médias, tous sous le contrôle du capital financier.

Bien sûr, les gouvernants furent plus prudents et ont continué à prédire le retour de la croissance, la sortie du tunnel, l'inversion de la courbe du chômage, mais les experts ont été mobilisés pour faire entrer dans les crânes qu'un cran de plus pour serrer la ceinture, c'était nécessaire pour sauver la planète. Non seulement on allait laisser une dette insupportable à nos petits-enfants, mais on épuisait les ressources et tôt ou tard le pétrole manquerait. Tout fut bon pour nous culpabiliser : à chaque scandale montrant la gabegie des milliardaires, le luxe des bourgeois, les revenus mirobolants des P-DG et actionnaires et la destruction des emplois, fut relancée l'idée qu'il ne s'agit que d'un gaspillage de ressources des êtres humains en général. Eteindre une ampoule, c'est à la portée de tous, et donc, si on ne le fait pas, c'est que tous sont coupables. Depuis 1973, le point de non-retour où la production de pétrole allait baisser et les prix s'envoler fut annoncé très souvent.

Au début des années 1990, le scandale du Crédit Lyonnais ou la faillite des caisses d'épargne américaines ont rendu nécessaire d'accentuer le détournement d'attention, car la privatisation des profits fut aimablement complétée par la socialisation massive des pertes. La chute de l'URSS en 1990 et la vague de privatisations-pillages aux effets désastreux qui s'en est suivie ne se sont pas traduites par une reprise du système capitaliste.

Au contraire, la crise de celui-ci n'a fait que se renforcer et s'approfondir. L'aboutissement fut le krach de 2007 et le renflouement des banques à coups de milliers de milliards de dollars.

La recherche sur le climat a été à son tour instrumentalisée et est devenue un thème « apocalyptique » très fréquenté. Cela ne signifie pas – bien au contraire – que la production capitaliste ne détruit pas la planète. Si les recherches sur le climat sont devenues plus fiables en raison du perfectionnement de nos outils d'analyse,

le délire qui s'est emparé de tout le petit monde médiatique est plutôt cocasse : ces « économistes », pourtant incapables de prévoir le cours du dollar d'ici trois mois, nous expliquent ce qu'il faut faire pour changer la température dans cinquante ans.

La possibilité de réglementer par accord international certaines productions a été écartée. Pourtant, pour protéger la couche d'ozone, on avait pu interdire certains produits, et cela avait eu des effets positifs. Mais depuis les accords de Kyoto, au lieu de réglementer, on a décidé de réguler. Petite nuance de vocabulaire, grande différence de méthode : il s'agissait de faire passer par le marché des incitations à bien se conduire. L'idée étant que pour donner envie à un capitaliste de faire quelque chose, il faut lui montrer qu'il peut gagner beaucoup d'argent. Ce qui donna le mécanisme suivant : les Etats accordent des droits à polluer qui se vendent et se revendent sur le marché ; la création d'un marché de spéculation sur le CO2 permet à un capitaliste, lorsqu'il ferme une usine en Europe et la transfère en Asie, de vendre des droits à polluer qui lui rapportent beaucoup d'argent. Petit coup de pouce aux délocalisations.

Précisons que cette décision des accords de Kyoto (1997) a été conseillée par le gouvernement américain, qui, finalement, n'a pas ratifié l'accord international, ce qui n'a pas empêché les banques et compagnies américaines d'être aux avant-postes de la spéculation sur ces droits à polluer, mis en œuvre en 2005. Le Canada s'est retiré en 2011. Actuellement, en Europe, les banquiers se désolent, car le marché des permis d'émission de CO2 est atone, les prix sont tombés très bas, il faut d'urgence que les gouvernements fassent quelque chose pour faire remonter les prix. La raison de cette chute des prix et de la spéculation ? Les prévisions faites en 2005 n'avaient pas, et pour cause, anticipé que de 2007 à 2017, l'économie serait en crise et connaîtrait une stagnation jamais vue. Mais cette conception a de lourdes

(7) Le Club de Rome est un groupe de réflexion et de pression réunissant des hauts fonctionnaires et des patrons industriels de 52 pays, qui a produit en 1972 un rapport intitulé « *Les limites de la croissance* » (ou rapport Meadow).

conséquences : loin de favoriser la coopération entre nations, elle suscite la compétition entre les entreprises pour faire de l'argent, et les banques prennent au passage leur pourcentage. Le dumping fiscal, le chantage à l'emploi, la spéculation monétaire transforment les Etats en jouets des multinationales, principalement américaines, et dans le même temps, les multinationales ont besoin des Etats pour se développer.

"VERDIR L'ÉCONOMIE", "ÉCOLOGISER LA CROISSANCE"

OCDE, FMI, Eurostat ont défini « l'économie verte » comme « *les activités qui améliorent le bien-être tout en protégeant l'environnement* ». Quand on regarde un peu dans les nomenclatures de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) ou des autres instituts de statistiques ce qu'on appelle les « emplois verts », on est stupéfait de ces définitions : une machine à laver qui utilise moins d'eau est verte, un bouton de chasse d'eau est vert s'il a deux vitesses...

Et tout cela découle de critères établis par le capital financier : les industriels imposent des normes qui deviennent des règles européennes, et ensuite ils sont les premiers à lancer sur le marché le produit pour éliminer leurs concurrents. L'affaire du logiciel truqué Volkswagen est une bonne illustration de ce qu'est un produit vert, donc une activité verte, donc un emploi vert. Les normes environnementales comme administratives servent à éliminer les concurrents moins au courant de la législation changeante.

L'enquête engagée pour évaluer les constructeurs automobiles en France se perd dans les sables statistiques, car la tricherie est inhérente à la concurrence, et le révéler défavoriserait les constructeurs européens face à leurs rivaux. De même que les géants du tabac dépensent beaucoup d'argent en lobbying pour contrer les études qui leur sont défavorables, les constructeurs automobiles montent des recherches qui ont récemment fait scandale en faisant inhaler du gaz à des singes et des étudiants pour chercher à démontrer que l'effet est inoffensif. Les pesticides sont reconnus comme nocifs pour les

abeilles depuis longtemps, et les multinationales, au lieu de chercher à remplacer ces produits, dépensent beaucoup d'argent à essayer de démonter le contraire.

Les privatisations ont remplacé le contrôle de la loi par les codes de bonne conduite mis en place par de « hautes autorités » dont la caractéristique est d'être composées de représentants des grands groupes capitalistes constitués en oligopoles.

Dans l'industrie du médicament, les mises sur le marché sont effectuées sous la direction des laboratoires, en prenant soin de mettre en place des « autorités » présentes comme indépendantes, dont la composition fait parfois scandale tant les va-et-vient entre les contrôleurs et les contrôlés sont fréquents. C'est un changement qui a été introduit peu à peu. Lors de la signature du traité de Maastricht, ce fut même le modèle qui fut retenu pour le système bancaire, où la Banque centrale européenne a été déconnectée du contrôle de l'Etat, rendue indépendante des Etats pour passer sous le contrôle du consortium des banquiers privés.

Le dernier scandale du pantouflage de José Manuel Barroso chez la banque Goldman Sachs (8) montre que c'est au profit des grandes banques américaines que s'est opérée cette réorganisation.

Ainsi, les oligopoles imposent en douce les régulations qui leur conviennent et exercent le chantage à l'emploi sur les gouvernements. En France, les négociations entre les agriculteurs, les industriels et la grande distribution ont débouché sur une « charte de bonne conduite », des recommandations qui ont fait rire sous cape les P-DG des grands groupes.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Après avoir décidé de réduire les émissions de gaz à effets de serre, notamment le CO₂, les gouvernements ont défini ce qu'ils ont appelé la transition énergétique, qui vise à remplacer pétrole, gaz et char-

(8) José Manuel Barroso, premier ministre du Portugal (2002-2004), président de la Commission européenne (2004-2014), a rejoint la banque d'affaires Goldman Sachs en octobre 2016.

bon par des énergies ne dégageant pas de CO2.

L'OCDE et le FMI ont donc listé les taxes et les subventions pour « *écologiser la croissance* », « *le verdissement de l'économie aura un impact sur les qualifications requises* », « *un ensemble soigneusement conçu de politiques du marché du travail (...) peut grandement faciliter l'ajustement structurel, qui va de pair avec la croissance verte* » (faciliter les licenciements est indispensable pour passer à la croissance verte, on s'en doutait), et « *pour stimuler la croissance et améliorer les perspectives de développement tout en écologisant la trajectoire de croissance (...), les gouvernements devront éliminer les obstacles qui découragent les investisseurs institutionnels, surtout les fonds de pension, d'investir pour une croissance plus verte* » (9).

Les gouvernements doivent subventionner les entreprises et taxer les travailleurs, et, pour ne pas faire trop de vagues, on accordera des allègements d'impôts pour les bas salaires. Les cotisations sociales réduites pour les patrons qui lancent des projets verts, n'est-ce pas l'idéal ? Ces recommandations, baptisées « *Outils pour la mise en place d'une croissance verte* », sous une allure pédante, ne font que chercher à glisser sous l'enveloppe « *bons-sentiments-sauvons-la-planète-et-les-pandas* » les plans de surexploitation du capital.

Dans le paquet décidé par la Commission européenne pour promouvoir la croissance verte, on trouve l'objectif que 75 % des personnes de 20 à 64 ans aient un emploi (et quel emploi !), ce qui veut dire 25 % de chômeurs et âge de la retraite à 65 ans. Pas mal comme verdissement de l'économie !

L'accord de Paris a inclus une « *aide* » aux pays « *en développement* ». Il s'agit, comme pour tous les crédits liés, d'un moyen de maintenir la domination des grandes puissances : un groupe va fournir une centrale solaire à un pays d'Afrique, les banques liées à ce groupe capitaliste organisent le financement, prêtent au gouvernement la somme nécessaire, qu'empoche le fournisseur. Le pays rembourse les banques, paie le profit du groupe industriel et les intérêts des banques. C'est la finance verte.

Un dernier exemple, qui révèle toute l'hypocrisie du verdissement de l'économie : l'Union européenne exige de ses Etats

membres la prise en compte dans le calcul du produit intérieur brut (PIB) du trafic de drogue et de la prostitution, considérés comme commerce librement consenti. La Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne s'y sont conformées.

La France va le faire pour la drogue, mais reste réticente pour la prostitution, dont le caractère « *librement consenti n'est pas prouvé* » (INSEE). Rien n'illustre mieux combien les bons sentiments sont vite mis de côté lorsqu'il s'agit de commerce. Cette façon d'intégrer les activités de l'économie souterraine dans les statistiques correspond à l'objectif de déréglementation du marché du travail, la frontière entre le travail formel (sous contrat de travail) et informel doit s'effacer.

PRODUCTIVISME OU PARASITISME ?

Mais, problème : c'est le nucléaire qui fournit une électricité sans dégager de CO2, et les écologistes ont combattu souvent avec acharnement cette énergie. Si bien que la contradiction est devenue forte entre les besoins de l'écologie et les objectifs des écologistes. Comme ministre, Nicolas Hulot (10) a dû déclarer son patrimoine, et l'on a alors découvert qu'il possédait neuf véhicules à moteur et des résidences confortablement équipées. Se serrer la ceinture pour sauver la planète ne le concerne pas.

Dans la confusion développée pour justifier les plans d'austérité, les partisans d'un écologisme réactionnaire ont repris le thème corporatiste, défendu en France de 1940 à 1944 par le maréchal Pétain, du retour à la terre.

Ce serait le productivisme qui engendrerait des dégâts. Ce terme, inventé par l'Eglise et ses ONG, est bien pratique

(9) Le gouvernement français annonce la création « *d'obligations vertes* », forme déguisée de subventions pour doper le profit dans ces investissements.

(10) Nicolas Hulot, né en 1955, nommé en mai 2017 ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire dans le gouvernement d'Emmanuel Macron, organisateur des conférences sur le climat de Nicolas Sarkozy et François Hollande, producteur et animateur de télévision, président d'une fondation gérant ses intérêts. Intermédiaire entre Hollande et le pape pour la préparation du sommet sur le climat.

pour rendre responsables les travailleurs de leur propre exploitation. L'encyclique du pape prône la décroissance (11).

La bourgeoisie, ayant développé la spéculation à outrance pour tenter de compenser la baisse de ses profits dans l'industrie, a placé toute l'activité sous le diktat du court terme. On spéculé sur des variations de prix immédiates et l'on a même créé des logiciels de spéculation automatique (à haute fréquence) sur des fractions de millième de seconde. Il est quand même sidérant que pendant que les banques créent des machines permettant des transactions spéculatives à grande vitesse, on nous chante le doux air des conséquences à long terme des agissements de l'espèce humaine. De même, les augmentations incessantes des dépenses militaires ne sont jamais évoquées comme un problème. C'est au contraire une bonne chose de vendre plus d'avions Rafale à n'importe quel pays déjà surendetté, à n'importe quel dictateur ou monarque moyenâgeux.

Les économies d'énergies sont du même tabac. Le Grenelle de l'environnement Hulot-Sarkozy avait prévu un objectif de développement du transport ferroviaire de marchandises. Mais depuis, la route a encore progressé, car il faut être compétitif avant tout, et la privatisation du rail a conduit à un effondrement des moyens par la fermeture accélérée des lignes. Quant à celles qui sont rentables, elles ont été confiées à des firmes privées pour que leurs bénéficiaires ne viennent surtout pas combler un déficit d'une ligne fort utile mais non rentable. Pour que les tarifs de péages autoroutiers servent à construire des infrastructures ferroviaires, il faut et il suffit... de ne pas privatiser les autoroutes, en faisant au passage un magnifique cadeau aux géants du BTP. Mais non, on a préféré monter une société privée chargée d'installer des portiques afin de prélever une taxe écologique sur les routes... et face à la révolte contre cette grande mesure de verdissement de l'économie, il a fallu reculer. Les péages à justification écologique ont toujours été accompagnés de réductions d'impôts pour les grandes entreprises, et les partenariats public-privé ont entraîné le financement des infrastructures par des montages financiers très juteux pour les grands groupes du privé.

Si l'on suit les dénonciateurs du productivisme, on accepte l'austérité, la réduction des budgets des hôpitaux par exemple, sous prétexte que se soigner est de plus en plus coûteux. Si l'on défend les intérêts ouvriers, on exige l'annulation des lois de restrictions des hôpitaux, le maintien de la Sécurité sociale, la baisse des dépenses militaires.

L'Allemagne est souvent citée comme un modèle d'engagement dans l'économie verte. Là encore, les statistiques doivent être examinées de près. Nul doute que l'industrie allemande étant encore puissante, les normes environnementales ont été l'occasion d'éliminer des concurrents.

L'abandon du nucléaire a été motivé par la volonté de mettre le paquet dans des infrastructures et des produits qui permettraient à l'économie allemande d'être performante dans ces technologies en prenant de l'avance. La structure exportatrice de l'industrie allemande rend nécessaire de s'assurer une avance technologique dans les domaines civils (l'exportation d'armes étant plutôt la chasse gardée des Etats-Unis, de la France et de l'Angleterre depuis 1945, même si cela change depuis quelque temps).

Le profit à court terme est l'horizon du capital. Le marché, la concurrence, c'est la guerre de tous contre tous. Augmenter les parts des énergies renouvelables pour compenser la fermeture des centrales nucléaires est soumis à la règle du profit maximum. En Allemagne, c'est le pétrole, le gaz et le charbon qui prennent le relais du nucléaire.

Les comparaisons statistiques entre la France et l'Allemagne sont trompeuses : en France, il y a beaucoup de chauffage électrique chez les particuliers, ce qui est possible parce que le prix en est abordable, et ce qui est bon pour l'émission de CO₂ ; en Allemagne, quand il fait froid, qu'il n'y a pas de vent et que le soleil se cache, ce sont les centrales au charbon et

(11) La décroissance est un néologisme apparu dans les années 1970 selon lequel la croissance économique constitue davantage une source de nuisances que de bienfaits pour l'humanité. Dans le point 193 de l'encyclique, le pape écrit : « *C'est pourquoi l'heure est venue d'accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde, mettant à disposition des ressources pour une saine croissance en d'autres parties.* »

au gaz qui fournissent faute de nucléaire, les poêles à bois sont à la mode, ce qui devient très mauvais pour le CO2.

Il y a un côté de fuite en avant dans les envolées lyriques sur la voiture électrique, alors qu'on ne peut stocker l'énergie électrique facilement sur un véhicule et que la généralisation des batteries pose des problèmes écologiques nombreux. D'ores et déjà, le contrôle du lithium et celui des terres rares deviennent un des points chauds des conflits militaires.

L'impérialisme américain, après avoir appuyé la réalisation de l'accord de Paris (COP 21) du 12 décembre 2015 avec 150 chefs d'Etat et de gouvernement pour conforter le président français François Hollande aux abois, a repris une position de mépris total pour tout ce qui peut entraver ses intérêts.

NOUS N'OPPOSONS PAS LA RÉFORME À LA RÉVOLUTION

Ce sont les opportunistes de la II^e Internationale qui ont créé artificiellement cette opposition pour justifier leur adaptation au capital. Ils cherchaient à faire croire que ce n'était pas la peine de renverser la domination capitaliste et que l'on pouvait grignoter peu à peu le capital. Quand la bourgeoisie les a sommés de s'aligner derrière elle, en août 1914, on a vu le résultat.

Pour Marx, Lénine et Rosa Luxemburg, la lutte de classes comprend de nombreuses situations, les réformes ne sont que des sous-produits de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Chaque combat pour préserver les droits des travailleurs prend des contours créés par les circonstances. Dans la dernière période, la mobilisation pour la défense des services publics intègre complètement la protection de l'environnement. Les combats pour reprendre le contrôle du service des eaux, qui, privatisé, a tourné au pur et simple racket, montrent l'importance du maintien des structures des communes, base de la démocratie. Les plans du FMI et de l'Union européenne ont au contraire pour objectif de supprimer tout contrôle démocratique possible. Les réformes de l'organisation territoriale de Sarkozy, de Hollande et de Macron ont un seul but :

affaiblir les points d'appui démocratiques pour la résistance aux privatisations. Dans de nombreux pays (Etats-Unis, Russie), la privatisation des services publics a conduit à une liquidation des services de protection de la forêt, avec des conséquences graves en matière d'incendie. En France, la marche à la destruction du service public des Eaux et Forêts est aussi engagée.

Pour l'humanité, se protéger contre les catastrophes naturelles apparaît désormais comme possible. Les effets de la pollution atmosphérique ou des océans donnent un contenu de plus en plus urgent au but du mouvement ouvrier d'en finir avec le règne de la propriété privée des moyens de production. Cela suppose le plus large développement des services publics, l'expropriation des banques et des grands groupes capitalistes, et la coopération fraternelle des peuples.

La possibilité de se soigner, de se maintenir plus longtemps en bonne santé, de faire instruire ses enfants ne va pas sans des budgets qui échappent aux plans d'ajustement structurel, au militarisme. La défense des acquis de 1936 et 1945 en France, par exemple, et des conquêtes sociales dans chaque pays, produit des combats antérieurs, est la seule façon de préserver les conditions de vie et de travail.

En France, les ordonnances de casse du Code du travail ont décidé la fusion des instances de représentation du personnel, pour notamment réduire le rôle des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Macron veut éliminer la possibilité pour les syndicats d'alerter sur les risques pour les personnels, et donc pour toute la population. Un ministre potiche écologiste est donc bien nécessaire pour accompagner la destruction. A contrario, la préservation des conquêtes est le moyen de préserver les conditions de vie.

Si la catastrophe nucléaire de Fukushima (Japon) de mars 2011 – qui a fait suite au séisme et au tsunami – donne des frissons, c'est bien parce qu'on voit le désastre des intérêts capitalistes à court terme dans ce secteur industriel. Il est facile pour les médias et les gouvernements d'utiliser la peur pour détourner l'attention sur de fausses solutions, et d'essayer de créer une union nationale sur un sujet présenté comme consensuel.

“LES FORCES PRODUCTIVES ONT CESSÉ DE CROÎTRE”

La IV^e Internationale a dans son programme le combat contre le militarisme et la guerre, contre l'exploitation, contre la domination impérialiste. Elle constate que « *les forces productives ont cessé de croître* » et que « *les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle* » (*Programme de transition*). Une statistique de la Banque mondiale prétend que la richesse mondiale a doublé entre 1995 et 2017. Ce n'est que l'agrégat des PIB, mais le 1 % le plus riche a capté l'essentiel de cette nouvelle richesse. Et le trafic de drogue, la prostitution, les ventes d'armes, on l'a vu, font croître le PIB.

« Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés » (*Programme de transition*).

Cette appréciation du programme de la IV^e Internationale n'est-elle pas d'une actualité brûlante ? Elle est illustrée de manière spectaculaire dans un pays comme les Etats-Unis, le plus « riche », qui domine le marché mondial et bénéficie du pillage de toutes les ressources de la planète, mais voit s'étendre la misère, le sous-emploi, la précarité. Les guerres entraînent des destructions terribles. Il ne s'agit pas de négliger les questions de l'environnement, mais de les aborder comme toutes les autres en mettant en avant ce qui rassemble les travailleurs contre le capital et renforce la solidarité internationale des prolétaires.

« Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire » (*ibidem*).

Christian Delage

ANNEXE

Gérard Bloch : Projet de résolution sur “l'écologisme”

(préparation du XXIII^e Congrès de l'OCI - 1979)

1. A mesure que la crise d'agonie du capitalisme s'approfondit, que se précisent les divers symptômes de sa décomposition, apparaissent divers mouvements qui prennent la partie pour le tout, séparent l'un ou l'autre de ces symptômes de la crise d'ensemble de la société, affirment y voir le problème essentiel à résoudre pour l'humanité, indépendamment de la révolution socialiste ou à côté d'elle, et tendent ainsi à détourner la classe ouvrière de sa lutte émancipatrice pour sa constitution en classe dominante, préalable indispensable et exclusif pour que l'humanité puisse entreprendre la guérison de tous les maux accumulés par le prolongement de l'agonie de la société capitaliste.

2. Il en est ainsi, notamment, des « écologistes », qui, dans le gaspillage et les destructions des ressources naturelles opérés par le capitalisme et qui prennent naturellement une ampleur sans précédent à l'époque de sa décomposition, croient voir un problème nouveau, non prévu par le marxisme et exigeant, par conséquent, son abandon ou sa révision. Les diverses tendances « écologistes » ont ceci de commun qu'elles voient, dans les atteintes au milieu et aux ressources naturelles, qu'elles se donnent parfois le ridicule de baptiser « des-

truction de la nature » un phénomène indépendant du mode de production, le produit de la « société industrielle » ou du développement de nouvelles techniques.

3. Pour les marxistes, la détérioration du substrat naturel des forces productives de l'humanité constitue l'un des aspects de la transformation croissante des forces productives en forces destructives par le capitalisme. Il n'est, pour le moins, pas sérieux de prétendre que le problème était ignoré de Marx et d'Engels ou de leurs successeurs. Faut-il rappeler les développements de Marx sur les tendances « conquérantes » du capitalisme et la politique de terre brûlée pratiquée par lui dans sa recherche exclusive du profit ? Ou encore le passage bien connu de *Dialectique de la nature*, de Engels : « *Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a, en premier lieu, les conséquences que nous avons escomptées, mais en deuxième et en troisième lieux, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences* » ? Ce texte est, il est vrai, parfois cité à contresens pour tenter de tirer Engels dans le camp « écologiste ». Il s'empresse de souligner que la solution est à chercher dans le développement de la science de la nature — « *Surtout depuis les énormes progrès de la science de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître aussi les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production et, par suite, d'apprendre à les maîtriser* » — et ensuite de souligner que, dans le cadre du mode de production actuel, le problème ne peut être résolu : « *Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite, on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées...* »

4. Il faut également souligner ici que le marxisme, dès le début de son élaboration, a intégré et reformulé dans une perspective rigoureusement scientifique les idées des grands socialistes utopiques sur la nécessité d'une transformation radicale des rapports entre l'humanité et le milieu naturel, comme un objectif indispensable de la révolution prolétarienne. Dans le cadre restreint de cette résolution, rappelons seulement comment Engels, dans *L'Anti-Dühring*, écrit : « *La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne n'est donc pas seulement possible. Elle est devenue une nécessité directe de la production industrielle elle-même, comme elle est également devenue une nécessité de la production agricole et, par-dessus le marché, de l'hygiène publique. Ce n'est que par la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication actuelle de l'air, de l'eau et du sol ; elle seule peut amener les masses qui aujourd'hui languissent dans les villes au point où leur fumier servira à produire des plantes, au lieu de produire des maladies.* »

Marx s'exprime exactement dans le même sens dans le livre I du *Capital* : « *Avec la prépondérance toujours croissante de la population des villes qu'elle agglomère dans de grands centres, la production capitaliste, d'une part, accumule la force motrice historique de la société ; d'autre part, elle détruit non seulement la santé physique des ouvriers urbains et la vie intellectuelle des travailleurs rustiques, mais trouble encore la circulation matérielle entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc. Mais en bouleversant les conditions dans lesquelles une société arriérée accomplit presque spontanément cette circulation, elle force de la rétablir d'une manière systématique, sous une forme appropriée au développement humain intégral et comme loi régulatrice de la production sociale.* »

Non, les fondateurs du marxisme n'ont pas ignoré le problème de la détérioration du milieu naturel par le capitalisme, et la « crise de l'environnement » n'est pas exactement un problème nouveau des vingt ou trente dernières années. Certes, le retard de la révolution socialiste lui a donné une nouvelle ampleur — ce n'est là que l'un des aspects des « *immenses difficultés supplémentaires pour l'édification du socialisme* » résultant de ce retard, dont parlait le *Manifeste de l'OCI*, qui n'ignorait pas non plus que « *la société capitaliste empoisonne chaque jour un peu plus jusqu'à son air et jusqu'à son eau* ». Mais il n'en tirait aucune autre conclusion que l'urgence d'autant plus grande de la révolution socialiste, donc de la solution du problème de la direction révolutionnaire. Il ne proposait aucune solution charlatanesque.

5. Les « écologistes » accusent généralement les marxistes de faire preuve d'un optimisme naïf en ce qui concerne l'avenir de l'humanité. Il faut bien s'entendre là-dessus. Les marxistes sont au contraire extrêmement pessimistes en ce qui concerne le destin de l'humanité si elle reste soumise au régime de la propriété privée des moyens de production. « *Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans la catastrophe.* » Que la détérioration de l'environnement ne soit sans doute pas l'élément le plus grave de cette catastrophe menaçante est d'ailleurs secondaire. Ce qui importe, c'est que seule la révolution socialiste peut écarter la catastrophe. Et que les moyens d'en hâter la victoire sont exclusivement ceux qui conduisent à la reconstruction de la IV^e Internationale sur la base du programme et de la méthode du marxisme. En dehors de la révolution socialiste, ou avant sa victoire, il n'y a pas plus de moyens de mettre fin à la détérioration de l'environnement qu'à l'oppression des femmes, par exemple, ou à tout autre méfait résultant de l'agonie du capitalisme.

6. Par contre, les marxistes sont d'un optimisme sans bornes en ce qui concerne l'avenir d'une humanité émancipée du capitalisme. Selon la remarque de Trotsky, l'idée d'un progrès illimité de l'espèce humaine est inhérente au marxisme, ce qui suffit à l'opposer irréductiblement à la religion.

Or les différentes variétés d'« écologisme » participent toutes, à des degrés divers, de l'offensive obscurantiste contre la science de la nature et les techniques qu'elle permet d'élaborer — ce que révèle, entre autres choses, la pullulation d'ecclésiastiques dans leurs rangs. Cette offensive contre la recherche scientifique survient au moment précis où la bourgeoisie, en fonction même de ses intérêts, réduit à la portion congrue la recherche scientifique, avant tout la recherche fondamentale, dont tout progrès scientifique dépend.

Les sciences de la nature, en régime capitaliste, sont l'instrument de la classe capitaliste et lui servent à accroître l'exploitation des travailleurs ? La belle découverte ! Les forces productives, dans une économie capitaliste, prennent la forme de capital productif. En tant que « *devenant de plus en plus force productive immédiate* », la science devient du capital productif, et, avec l'époque impérialiste, elle est essentiellement utilisée comme force destructive : c'est au développement des armements qu'est consacré l'essentiel des crédits de la recherche scientifique.

Mais cela ôte-t-il de sa valeur au « savoir réel » accumulé sur la nature ? Au contraire, c'est entre autres choses sur cet « *immense potentiel scientifique et technique inemployé qui s'accumule* » et sera à la disposition de la classe ouvrière lorsqu'elle aura conquis le pouvoir que se fonde, pour une part, l'optimisme des marxistes dans l'avenir. Armée de la science et de la technique, la classe ouvrière au pouvoir pourra entreprendre, avec la certitude du succès, de réparer et de guérir les maux accumulés par le capitalisme en décomposition. Elle donnera en même temps une immense impulsion à leur développement, redonnant toute sa place, qui est décisive, à la recherche fondamentale, et réorientant la recherche appliquée en fonction des besoins de l'humanité.

7. Les possibilités qui s'ouvriront à la classe ouvrière lorsqu'elle gèrera une économie planifiée à l'échelle mondiale, exerçant le pouvoir politique dans la république universelle des conseils, sont effectivement gigantesques. L'humanité communiste devra, bien entendu, contrôlant consciemment son propre développement, contrôler aussi, en fonction de données qui pour la plupart nous échappent, sa démographie et le chiffre de la population mondiale. Mais, pour cela, il faut d'abord conquérir le pouvoir dans le monde entier !

8. Cependant, à l'heure actuelle, la classe ouvrière n'exerce nulle part dans le monde le pouvoir politique. Elle ne gère ni ne contrôle nulle part dans le monde l'économie. Elle lutte partout pour le pouvoir, pour la gestion, pour le contrôle, et du succès de cette lutte dépend le sort de l'humanité. Mais elle ne peut confondre la politique conforme à ses intérêts de classe exploitée et celle que, demain, elle mènera comme classe dominante.

En tant que classe exploitée ou opprimée, elle lutte pour la défense et l'extension de ses droits acquis et, au travers même de cette lutte, pour la conquête du pouvoir politique. Mais elle ne donne pas de conseils à la bourgeoisie ou à la bureaucratie quant à leur gestion : elle lutte pour les abattre.

Elle ne fait pas la moindre confiance à la bourgeoisie ou à la bureaucratie pour garantir la sécurité des travailleurs et de la population en faisant fonctionner des centrales nucléaires, mais pas davantage lorsqu'il s'agit de n'importe quelle autre branche d'industrie ! Faut-il manifester contre l'industrie chimique à la suite de Seveso ? contre l'utilisation du gaz d'éclairage à la suite des récentes explosions ? pour la suppression de l'industrie du bâtiment, parce qu'elle fait chaque année parmi les ouvriers des victimes, qui laissent indifférentes nos « écologistes » ? Le seul mot d'ordre transitoire à mettre en avant pour la défense de la sécurité des travailleurs et de la population face à la gestion bourgeoise ou bureaucratique de l'industrie, c'est celui du contrôle ouvrier sur la production à travers les conseils et les soviets. Demander aux travailleurs de se prononcer pour ou contre le développement de telle ou telle branche d'industrie, c'est abandonner le point de vue de classe pour se situer du point de vue de l'intérêt « national », c'est-à-dire de classe dominante, comme le font régulièrement les staliniens.

Au surplus, lorsque la classe ouvrière sera au pouvoir, elle pourra disposer de l'ensemble des données ; elle se donnera alors les moyens d'élaborer le développement des diverses branches dans le cadre du plan sur une base rationnelle et scientifique. Actuellement, elle n'a pas la moindre raison ni la moindre possibilité de choisir entre les affirmations catégoriques des spécialistes gauchistes et des spécialistes officiels — sans parler des élucubrations de maint frère ignorantin « écologiste ». Il y aurait beaucoup à dire sur ce chapitre.

Dans le cadre de la présente résolution, bornons-nous à donner un exemple. Si l'on se prononce contre l'industrie nucléaire, faut-il envisager la réduction de la production d'énergie avec toutes ses conséquences ? la construction de centrales thermiques à charbon (mais une centrale à charbon rejette plus de matières radioactives dans l'atmosphère qu'une centrale nucléaire, sans parler du soufre, du gaz carbonique, etc.) ? miser sur l'énergie solaire (mais l'équipement d'une surface suffisante du territoire français pour fournir une part notable de l'énergie actuellement consommée dans le pays pourrait bien provoquer une modification catastrophique du climat) ? etc.

Naturellement, en tant que problèmes techniques, ces problèmes ont leur solution ou peuvent la trouver. Contrairement à ce qu'affirment les « écologistes », il n'y a pas de techniques « par nature » destructives, d'industries « par nature » polluantes (ou non polluantes). Des solutions techniques existent, ou peuvent être trouvées, pour pallier les effets secondaires nuisibles de n'importe quelle industrie ou technique. Mais la classe ouvrière doit d'abord contrôler l'économie tout entière, donc exercer le pouvoir politique, avant d'en pouvoir imposer l'application.

9. S'il n'y a pas de technique ou de science réactionnaire par nature, il n'en est pas même des mouvements politiques. Dans un certain sens, ce que recouvre le terme écologie relève de la science, la science des rapports entre les organismes vivants et leur milieu. En tant que science des rapports internes à la planète tout entière (de la biosphère), elle est encore dans l'enfance, et il est douteux qu'elle puisse accéder à la maturité avant que ne soit réalisée l'unité politique de la planète. Elle rendra alors d'immenses services à l'économie planifiée mondiale.

Les mouvements « écologistes », eux, qui usurpent le nom de cette science et s'efforcent d'entraîner les travailleurs et jeunes dans une impasse, sont, par nature de leur idéologie, réactionnaires, qu'ils s'alignent ouvertement sur les partis bourgeois ou se prétendent « révolutionnaires ». Et ce n'est pas la participation des trotskystes qui pourrait en changer la nature.

10. La présente résolution examine de façon succincte le problème posé par les mouvements « écologistes » petits-bourgeois. Pour armer l'organisation, il serait nécessaire de rédiger une brochure qui démontrerait en détail les arguments de ces mouvements.

Financiarisation ? Non, impérialisme, accroissement de l'exploitation et fuite en avant du capital

CONVULSIONS boursières, endettement privé démentiel, bulles immobilières et spéculation incontrôlée. Un simple coup d'œil sur l'économie mondiale permet de constater le gigantesque poids de ces activités financières-spéculatives et leurs rapports avec les secousses économiques. Cette énorme expansion des finances constitue-t-elle le principal problème actuel ? Les propagandistes de la « pensée critique unique » s'empressent d'acquiescer et de la baptiser pompeusement du nom de « financiarisation ».

Après le néocapitalisme de Mandel, le capitalisme monopoliste d'Etat de Boccara (1), la globalisation et le néolibéralisme des altermondialistes-à-l'intérieur-du-capitalisme, parmi d'autres formulations, voici le relais : le nouvel ennemi n'est toujours pas le capitalisme et son déploiement historique comme impérialisme, mais serait une mauvaise gestion capitaliste qui rendrait le capitalisme mauvais, un capitalisme de la finance, par opposition à un prétendu bon capitalisme qui serait celui de la production, possible à la condition d'appliquer les politiques pertinentes. En est-il ainsi ? Pour répondre à cette question, nous devons partir du fait qu'il ne s'agit pas d'une question subjective, mais objective, fondée sur les implications des lois qui régissent les « sociétés dans lesquelles domine le mode de production capitaliste », comme le dit fort justement Marx dans la première phrase du *Capital*.

Chaque jour, des milliers de milliards de dollars se déplacent dans les marchés financiers internationaux. Sur le seul marché des devises, plus de cinq milliers de milliards quotidiens. Le volume du marché dit des dérivés est très difficile à estimer étant donné qu'il est constitué de contrats comme ceux des options (ou le contrat ne vise pas l'achat ou la vente d'un produit dans le futur, mais simplement l'option de le faire...

ou de ne pas le faire, et autour de ce contrat se déplacent des sommes énormes, y compris sur une opération qui peut-être ne se réalisera même pas au bout du compte). Si l'on tient compte de ce que la production mondiale est approximativement de quatre-vingt mille milliards de dollars et que les exportations n'arrivent même pas à seize, en trois jours, sur le seul marché des devises — qui n'est qu'une partie de toutes les transactions financières internationales —, l'équivalent de tout le commerce international est, en à peine deux semaines, l'équivalent de tout le PIB du globe. Des données semblables reflètent ce qui se passe avec les autres dérivés, ainsi qu'avec d'autres voies financières-spéculatives.

Dans l'optique du mouvement ouvrier, il est important de comprendre pourquoi à lieu cette gigantesque expansion des finances, du mouvement international des capitaux. Cela est important pour deux raisons : en premier lieu, parce que ce gonflement est à relier aux résultats généraux de l'accumulation capitaliste et, par conséquent, aux conditions d'exploitation de la classe laborieuse. En second lieu, parce qu'on nous invite à voir dans les finances la cause des problèmes dont nous souffrons, faisant valoir que ces derniers pourraient être résolus, dans le cadre du capitalisme, si les finances étaient jugulées. De telle sorte que nous en venons à aborder ces deux questions : pourquoi l'activité financière spéculative s'emballe-t-elle et quelles en sont les implications ? Les finances sont-elles le problème ou simplement le symptôme d'un problème plus grave qui réside dans la survie du capitalisme et ses exigences ?

(1) Formulations développées successivement par le courant du Secrétariat unifié pabliste (« néocapitalisme » par Ernest Mandel) et par le Parti communiste français (« capitalisme monopoliste d'Etat » par Paul Boccara) expliquant que le capitalisme — au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale — avait surmonté la crise et connu un nouveau développement.

L'EXPANSION DE LA SPÉCULATION, RÉSULTAT DE LA CONCURRENCE CAPITALISTE DEVANT LES DIFFICULTÉS CROISSANTES DE VALORISATION

Le processus de l'accumulation capitaliste (c'est-à-dire la capitalisation de la plus-value ou, en langage courant, le réinvestissement d'une partie du profit) n'est pas réalisé par le capital en général, mais par les capitalistes individuels. Chacun d'entre eux le fait en s'occupant exclusivement de son intérêt particulier, cherchant à obtenir le profit qui lui permettra de se maintenir comme capital, puisque cet impératif de rentabilité est littéralement une question de vie ou de mort : le capital qui ne se valorise pas dans une mesure suffisante disparaît comme tel. Cela, c'est la concurrence, la bataille entre capitaux pour leur valorisation, la bataille qui pourrait adopter une forme ou une autre, et en particulier plus ou moins oligopolistique, mais qui de toute manière fait partie de la définition du capitalisme, puisqu'il est le résultat de l'appropriation privée des moyens de production.

Nous avons dit « cherchant à obtenir le profit », mais le profit ne tombe pas du ciel. L'un des principaux apports de Marx réside précisément en ceci : il y a profit parce qu'il y a plus-value, c'est-à-dire une valeur accrue dont l'origine ne peut être autre que celle du travail, travail non payé. C'est-à-dire qu'il y a profit parce qu'il y a plus-value, parce qu'il y a travail non payé. C'est en cela que consiste l'exploitation, dans l'existence de travail non payé comme pierre angulaire sur laquelle s'édifie l'accumulation du capital (les capitaux se déplacent en fonction de la rentabilité qui est le taux de profit, le rapport entre la plus-value appropriée comme profit et la concentration du capital).

L'exploitation n'est pas par conséquent une catégorie morale, mais un fait social, précisément le fait sur lequel se fonde la société capitaliste, dont nous abordons la compréhension à partir de la connaissance scientifique que Marx reprend dans *Le Capital*. Moyennant l'extorsion de la plus-value, le capital en général parvient à passer de sa dimension initiale en argent A à une plus grande, A'. Ce passage ne peut se faire qu'à l'échelle générale à travers l'achat de

marchandises (M) pour leur consommation productive, dont l'une a l'utilité d'apporter plus de valeur que ce qu'elle coûte. C'est le travail vivant ou force de travail, à la différence du travail mort, ou moyens de production.

Il faut du travail supplémentaire, ou sur-travail, pour qu'existe la plus-value qui nourrit le profit. Mais cela n'est indispensable qu'à l'échelle générale, parce que si dans la société il y a plus-value, tout capital individuel peut aspirer à se valoriser (passer de A à A') sans que dans l'activité qui le caractérise se produise de la plus-value : par le moyen de l'appropriation d'une partie de la plus-value générale à travers son rapport avec les capitalistes qui, eux, effectivement, agissent sur le terrain de la production : « Je t'achète toute ta production, mais à un prix inférieur à sa valeur, de sorte qu'une partie de la plus-value ne te revient pas à toi, mais à moi ; toi, tu gagnes parce que tu disposes immédiatement de l'argent qui te permet ta consommation improductive et éventuellement son réinvestissement ; moi, je gagne parce que je m'approprie une partie de la plus-value, la différence entre acheter la production au-dessous de sa valeur et la vendre finalement à sa valeur » (2).

En définitive, la clé de voûte est que la distribution — qui nous permet de voir la masse salariale, le profit productif, le profit commercial et le profit financier — s'explique par les rapports de production. En premier lieu par le rapport d'exploitation qui oppose la classe laborieuse à la classe capitaliste, rapport d'où émanent les salaires et la plus-value. Et en second lieu à cause de la relation de concurrence qui oppose les capitalistes entre eux, qui répartit la plus-value totale entre les profits respectifs évoqués.

(2) Ce rapport est représenté sous la forme A-M-A'. Mais un capital a le loisir d'obtenir du profit, de se valoriser sans réaliser des activités commerciales en passant directement de A à A'. Par exemple, le crédit que l'on donne à un capitaliste qui agit dans l'activité productive et pour lequel il encaisse un intérêt. Cet intérêt est payé par le capitaliste débiteur en lui cédant une partie de sa plus-value. Par conséquent, le prêteur acquiert un profit sans avoir créé de la plus-value dans son activité. Nous parlons de l'activité financière, qui doit être une activité de crédit non directement spéculative, parce que si nous ouvrons la fenêtre pour qu'entre une brise, nous ne pouvons pas éviter que le bruit entre aussi. C'est-à-dire que si la possibilité de l'activité de crédit autour de ce A-A' existe, elle existe aussi pour d'autres voies, y compris purement spéculatives.

Cependant, avant d'arriver à cela, Marx a formulé déjà le fait central qui permet de comprendre le parcours historique du capitalisme, son stade impérialiste, son caractère de plus en plus contradictoire, la fuite en avant à laquelle il conduit l'humanité. Il s'agit du fait que la classe capitaliste va se heurter à des difficultés croissantes de valorisation, du fait que la concurrence exige une mécanisation qui réduit le poids relatif de la marchandise qui produit la plus-value, qui est la force de travail, par rapport au capital investi en machines et moyens de production.

Ces difficultés de valorisation, toujours plus aiguës, s'expriment en quelque chose qui se produit de manière nécessaire et qui, pour cette raison, est une loi, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (cette tendance peut-être contrecarrée, mais de plus en plus difficilement, ce qui finalement exige d'avoir recours à une augmentation de l'exploitation, à une augmentation de l'exploitation toujours plus grande).

C'est là que justement apparaît l'expansion des finances. Devant les difficultés de valorisation, les capitaux individuels, qui cherchent à se déplacer pour parvenir à se valoriser, se portent de plus en plus fortement vers le passage financier à $A-A'$. L'expansion financière internationale, qui au début était liée surtout aux besoins productifs et commerciaux de ce capital qui se constitue progressivement en grand capital, finit par se déployer toujours plus et sans le moindre apport au processus d'accumulation capitaliste. Cette expansion s'inscrit par conséquent dans la logique des capitaux individuels, mais, en même temps, provoque des problèmes à l'accumulation du capital en général en s'appropriant une part du profit issu de la plus-value sans contribuer à créer de la plus-value.

**LE STADE IMPÉRIALISTE :
CAPITAL FINANCIER,
ÉCONOMIE MONDIALE
ET TENSIONS CROISSANTES
SUR LES FORCES PRODUCTIVES**

Dans son déploiement historique, le mode de production capitaliste s'accompagne des traits qui sont dans ses gènes, comme l'internationalisation, la concentration et la

centralisation ou le développement inégal et combiné. Selon les lois de la dialectique, l'accumulation de changements quantitatifs se transforme en un changement qualitatif : le vieux capitalisme s'épuise, remplacé par le stade ultime du capitalisme qu'est l'impérialisme. Face au constat de l'impérialisme, un certain nombre d'auteurs, comme le bourgeois britannique Hobson en 1902, expliquent qu'il s'agit d'une option parmi d'autres, évitable par le recours à une autre politique économique qui puisse développer le marché intérieur, rendant ainsi inutile l'expansion extérieure pour la recherche de marchés.

Il n'en est pas ainsi, c'est dans l'impérialisme que débouche inévitablement la survie du capitalisme. L'impérialisme est tout simplement une phase de son parcours historique, la dernière, comme l'explique Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* en 1916. Son contenu est concrétisé dans la formation du capital financier, résultat de la fusion du capital industriel et du capital bancaire sous un même contrôle.

A son tour, l'expansion de ce capital, son internationalisation imposent l'extension mondiale de la loi de la valeur comme régulateur de l'économie capitaliste, constituant ainsi l'économie mondiale en tant que telle. De tout cela il résulte dans un premier temps de fortes tensions qui prendront la forme en particulier des guerres et des crises.

Il y a là un point décisif : déjà, nous ne parlons plus de capital bancaire face au capital industriel, mais de la fusion des deux sous la forme du capital financier, que l'on appelle précisément ainsi parce que ce n'est que par les finances que l'on peut exercer le contrôle sur ces masses énormes de capital. Par conséquent, toute possible illusion sur un capital « méchant » et un capital « bon » disparaît. Il ne reste que le capital, le grand capital en particulier, qui agit selon sa propre logique.

Tout au long des années et décennies ultérieures, la caractérisation de l'impérialisme faite par Lénine se vérifie dans la succession des crises et des guerres sous le dénominateur commun jusqu'à aujourd'hui, non pas tant de l'absence de processus systématique de développement des forces productives, mais par la présence de phénomènes toujours plus vastes de destruction de ces

dernières (avec les crises, les guerres et, en particulier, la destruction de la valeur de la force de travail). C'est la conséquence de la survie du capitalisme, en particulier après les grandes vagues révolutionnaires de 1917-1923 et de 1945-1950, qui n'ont pas été couronnées d'un processus d'extension mondiale de la révolution, bloquée par l'orientation contre-révolutionnaire des directions majoritaires du mouvement ouvrier.

Après les mal nommés « âge d'or du capitalisme » ou « les 30 glorieuses », l'éclatement de la crise au début des années 1970 révèle le retour à la normalité de l'impérialisme après cette exceptionnelle période, liée à la situation également exceptionnelle de l'après-guerre. Ainsi démarre la période des dernières cinquante années, que l'on peut résumer par la séquence crise-ajustement-crise : crise des années 1970 qui révèle l'impossibilité de toute prétention à un capitalisme relativement ordonné, face à laquelle s'imposent les politiques d'ajustement du Fonds monétaire international (FMI), qui ne signifient rien d'autre qu'une dévaluation directe et indirecte de la force de travail par les exigences du capital. Ajustement qui, cependant, non seulement ne sert pas à ouvrir une étape d'expansion, mais qui, en fait, contribue à ce que l'économie mondiale débouche sur une grave crise, l'actuelle. Une authentique fuite en avant du capital.

Au cours de cette séquence, les finances spéculatives connaissent une énorme expansion. Le premier jalon en est l'endettement massif qui a lieu dès le milieu des années 1970 de la part de certains secteurs des économies latino-américaines, africaines, asiatiques en grand nombre et même de l'Est européen, qui se connectent de manière directe aux difficultés du capital pour trouver des occasions d'investissement productif rentable. Les politiques monétaristes de Thatcher et Reagan vont faire exploser les taux d'intérêt, la goutte qui fera déborder le vase de la situation mondiale dont la première conséquence sera l'éclatement de la crise dite de la dette à partir d'août 1982. Mais le problème ne vient pas de ces politiques, en tant qu'elles ne constituent simplement que l'expression des exigences de la fraction dominante du capital, qui est précisément le capital financier et surtout américain.

Les politiques d'ajustement, et en particulier la déréglementation financière, obéissent en particulier aux exigences que nous avons mentionnées. Cependant, la « pensée critique unique » les critique en les diabolisant en tant que néolibéralisme... ou capitalisme mal géré.

La fin de toute l'impulsion qu'on a pu éventuellement attribuer à ces politiques pose avec force l'imminence de la crise déjà dès la fin des années 1990. L'Etat se prédispose à combattre cette menace par tous les moyens à sa portée, et tout particulièrement aux Etats-Unis, à travers l'administration et surtout la Réserve fédérale. C'est ainsi que couvent d'énormes bulles immobilières et de crédit, qui gravitent au-dessus de la titrisation (ou *securitization*), phénomène qui consiste essentiellement à transformer le contrat de crédit en actifs convertibles, en titres financiers.

On a résolu ainsi temporairement un problème (la suraccumulation de capitaux et le besoin des capitaux de se déplacer) en préparant le terrain à un problème plus grave (la crise). Mais la crise ne pouvait être ajournée qu'au prix d'une ampleur beaucoup plus grande lorsqu'elle éclaterait, comme effectivement cela se passe en août 2007 avec la « crise des subprimes » (hypothèques à haut risque). C'est-à-dire que l'activité financière spéculative à laquelle on a recours comme réponse aux difficultés de valorisation non seulement ne résout pas les problèmes, mais en fait, ne fait que les aggraver (3).

L'activité financière, déjà favorisée par la politique économique depuis le début des années 1980 (en particulier aux Etats-Unis dès que démarre la présidence de Reagan en

(3) Cependant, le capital n'a pas de plan B parce qu'il n'a même pas de plan A, et c'est pour cela que dans ses propres publications, le Fonds monétaire international revendique expressément la titrisation, malgré les risques qu'elle implique : « *Les régulateurs et les législateurs doivent équilibrer soigneusement le besoin de limiter les futurs excès de prêts abusifs, en présentant un modèle qui a dispersé avec succès les pertes des hypothèques à haut risque loin du système bancaire et en maintenant la capacité de refinancer les prestataires de subprimes forcés mais viables lorsqu'ils affrontent le choc de la reprise du paiement. C'est un défi à l'intérieur d'un cadre de régulation et légal inadéquat pour protéger les consommateurs dans un système financier créé pour titriser* » (« *Money for Nothing and Checks for Free : Recent Developments in U.S. Subprime Mortgage Markets* »).

1981), n'est pas la cause de la crise, mais seulement son détonateur.

Elle y contribue sans doute, comme cela se révèle dans la destruction qu'elle comporte. Mais la crise a son origine dans la dynamique générale de l'accumulation capitaliste, devant les difficultés de laquelle explose l'activité financière spéculative emportant tout sur son passage. Parce que le capital vit parce qu'il se déplace, et il continuera jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de rentabilité suffisante, provoquant ainsi la suraccumulation qui s'exprime dans une surproduction de marchandises et de capitaux, et de même en faisant exploser la spéculation, y compris la plus périlleuse comme cela s'est vu dans les hypothèques subprimées, à haut risque (essentiellement des prêts à ceux qui présentent une haute probabilité de ne pas pouvoir les rembourser, mais avec l'espoir que ces crédits vont être titrisés, dispersant ainsi le risque y compris à l'échelle mondiale).

Emportant tout sur son passage, oui, comme l'illustre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO – *Food and agriculture Organization of the United Nations*), qui fait son propre portrait — en faisant le portrait de l'ensemble des Nations Unies par extension — en revendiquant la spéculation sur le produit le plus fondamental, les aliments :

« La spéculation est une autre activité marchande, réalisée principalement par les spéculateurs ou des investisseurs (opérateurs non commerciaux). Cette activité consiste en l'obtention de bénéfices par le moyen de la spéculation sur de futures oscillations du prix d'un bien ou d'un produit.

La spéculation est importante pour le fonctionnement efficace des marchés, puisqu'elle apporte de la liquidité au marché et aide les agriculteurs et les autres participants à compenser leur exposition à de futures fluctuations des prix sur le marché physique de produits. Cependant, la spéculation peut, à l'occasion, jouer un rôle pervers sur les marchés. Une spéculation excessive, par exemple, peut provoquer des fluctuations soudaines ou peu raisonnables, ou des changements injustifiés dans un certain sens pour les prix des produits (...).

Le niveau d'activité spéculative pourrait être contrôlé moyennant une régulation des marchés de produits (...). Cependant, cela serait risqué, puisqu'une régulation excessive pourrait faire fuir les spéculateurs et laisser

le marché sans liquidités » (« *L'état des marchés de produits agricoles fondamentaux 2009* »).

LE PROBLÈME N'EST PAS LES FINANCES, MAIS LE CAPITALISME

L'activité financière n'apporte pas de plus-value, mais en revanche permet aux capitalistes qui s'y consacrent de s'approprier du profit. En termes de taux de profit, qui constitue la force motrice de l'accumulation, elle n'apporte rien au numérateur (plus-value), mais en revanche participe au dénominateur (capital total), raison pour laquelle elle représente un fardeau pour l'accumulation. Cependant, l'activité financière de crédit comme l'activité commerciale n'apportent pas de plus-value, mais en revanche peuvent contribuer à huiler le processus d'accumulation. Ce n'est pas le cas de l'activité financière spéculative. Pourquoi donc existe-t-elle alors ?

Le capitalisme n'est pas un mode de production programmé, il obéit aux intérêts particuliers de tous ceux qui réalisent l'accumulation, qui sont les capitaux individuels. Par conséquent, l'expansion de la spéculation est due à la concurrence intercapitaliste, à la recherche de rentabilité de la part de chaque capital, ce qui ratifie le caractère anachronique du capitalisme, lequel se vérifie sur tous les terrains et en particulier sur celui de la destruction des forces productives. C'est-à-dire que l'expansion de la spéculation est la réponse aux difficultés de l'accumulation de capital, non sa cause. Mais elle les aggrave, en accroissant le caractère contradictoire en lui-même du capitalisme, comme l'expliquait Marx dans les *Grundrisse* :

« A partir d'un certain moment, le développement des forces productives devient un obstacle pour le capital ; par conséquent, le rapport du capital devient une barrière au développement des forces productives du travail. Le capital, c'est-à-dire le travail salarié, parvenu à ce point entre dans le même rapport avec le développement de la richesse sociale et des forces productives que le système corporatif, la servitude de la glèbe et l'esclavage, et, en sa qualité d'entraîne, elle doit être nécessairement éliminée (...). La croissante inadéquation du développement productif de la société à ces rapports de pro-

duction jusqu'à aujourd'hui en vigueur s'exprime dans des contradictions aiguës, des crises, des convulsions. L'anéantissement violent du capital, non pas à cause de circonstances étrangères à lui-même, mais comme condition de son auto-conservation est la forme la plus frappante dont lui est donné le conseil d'avoir à s'en aller et de laisser place à un stade supérieur de production sociale. »

En définitive, le problème, par conséquent, n'est pas celui des finances, et pas davantage une certaine politique économique comme lorsqu'on parle de manière peu affinée de néolibéralisme, véritable fétiche de la pensée critique unique. Le problème est celui de la dynamique capitaliste régie par les lois qui lui sont propres.

C'est pour cela qu'il s'agit d'une tromperie, y compris lorsque dans des instances syndicales on parle de mettre en œuvre un « nouveau modèle productif », par exemple dans le cas espagnol en ne voulant pas voir que les processus sociaux sont réalisés par des sujets qui s'occupent des lois en vigueur dans chaque type de société et que, par conséquent, il n'y a personne pour imposer ce prétendu nouveau modèle productif étant donné que le capital ne le fera pas parce qu'il n'est pas rentable pour lui (et l'État ne peut même pas le commencer dans un contexte présidé par l'Union européenne et la Banque centrale européenne, qui, au service des exigences du capital financier américain dominant, canalisées à travers le

Fonds monétaire international, interdisent sans discussion tout mécanisme de subvention publique à l'activité productive). L'augmentation du degré d'exploitation est, comme cela a été expliqué, une exigence du capitalisme, aggravée au stade impérialiste.

Les contradictions toujours plus aiguës de l'accumulation capitaliste, avec tout leur corollaire de destruction économique, régression sociale et remise en cause y compris des conquêtes démocratiques les plus élémentaires, révèlent les limites historiques du capitalisme. Ces limites procèdent des lois elles-mêmes qui régissent cette accumulation, rendant totalement invivable sa régénérescence, sa solution des problèmes qui ne commence pas par s'attaquer à la racine, étant donné que ces derniers, les graves problèmes qui ne cessent de s'accroître, sont le résultat du plein déploiement historique de l'organisation sociale fondée sur la propriété privée des moyens de production, dont la seule manière de les résoudre exige leur expropriation.

Chose pour laquelle seule la classe laborieuse, objet de l'exploitation, peut ouvrir une issue digne de ce nom en s'organisant politiquement par elle-même, de manière complètement indépendante de toutes et chacune des institutions du capital dans le but de défendre effectivement ses revendications jusqu'au bout.

Xabier Arrizabalo Montoro

DOSSIER

Il y a dix ans, Pierre Lambert disparaissait : l'actualité de son combat

Il y a dix ans, le 16 janvier 2008, notre camarade Pierre Lambert disparaissait. *La Vérité*, datée de mars 2008 (n° 60-61), publiait alors un numéro spécial de 288 pages, « *Pierre Lambert (1920-2008), militant ouvrier, combattant de la IV^e Internationale* », comprenant une sélection de textes regroupés autour de 19 thèmes.

A l'occasion de ce dixième anniversaire et durant toute l'année 2018, nous publierons divers textes de Pierre Lambert.

Nous commençons dans ce numéro par la publication :

— de son intervention de clôture lors du V^e Congrès mondial de la IV^e Internationale (2002) ;

— d'une conférence faite sur les syndicats (Marx, Lénine...) ;

— de deux documents portant sur le combat pour la construction du parti (et la stratégie de la transition) : « *Documents politiques adoptés par le XVII^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale* » et « *Front unique et construction du parti révolutionnaire* » ;

— et enfin, d'une courte brochure portant sur la place centrale d'*Informations ouvrières* : « *Informations ouvrières – Une arme pour le regroupement de l'avant-garde ouvrière* ».

En publiant ces divers documents rédigés par Pierre Lambert, nous voulons souligner l'actualité de son combat et l'importance de son apport à la construction de la IV^e Internationale.

La rédaction de *La Vérité*

Intervention de clôture de Pierre Lambert au V^e Congrès mondial de la IV^e Internationale (2002)

CAMARADES, on a toujours tendance, quand on termine un congrès, et plus particulièrement un congrès international, de penser que nous avons fait un acte historique et que l'histoire va en tenir compte. Certes, je pense que nous avons fait un acte historique de ce V^e Congrès, mais pour que l'histoire en tienne compte, encore faudra-t-il que nous soyons capable d'assumer les tâches et les responsabilités sur lesquelles nous nous sommes engagés.

Camarades,

Rappelons ce que Marx, Engels, Lénine et Trotsky ont expliqué. Lénine disait qu'à l'échelle de l'histoire, dix ans, vingt ans, voire un demi-siècle, c'est une goutte d'eau. Il aurait pu préciser le contenu historique que recouvre la « goutte d'eau » à l'échelle de l'histoire. Qu'est-ce que quelques dizaines d'années ? Qu'est-ce qu'un siècle ou deux ?

S'il faut mesurer les tâches que nous avons à assumer pour aider la classe ouvrière à se libérer, pour libérer l'humanité, alors, camarades, on comprend qu'effectivement il nous faut apprendre à jauger les événements sur une échelle historique, sur la perspective historique. La perspective historique qu'avait Marx quand il avait abordé la révolution de 1848, c'était celle de la victoire. Il en était persuadé... Ce ne fut pas le cas. Et il a repris son long et difficile travail pour doter la classe ouvrière d'une méthode, tout en combattant pour aider la classe à s'organiser, dans et par sa lutte de classe. Car la classe n'est classe que si elle est organisée.

Et la révolution prolétarienne a pris la forme la plus immédiate avec la Commune de Paris. Et la Commune de Paris a été écrasée. Et là, Marx et Engels ont repris le travail calmement pour doter la classe ouvrière d'un parti ouvrier organisé, non plus sous la forme des Jacobins du XVII^e siècle, mais sous la forme prolétarienne.

C'est à cette échelle que nous pouvons dire que nous avons fait du bon travail.

Réfléchissons un peu. Nous sommes le V^e Congrès de la IV^e Internationale.

Le premier congrès qui a proclamé la IV^e Internationale a été constitué en 1938. Il y avait dans cette fermette qui appartenait à Alfred Rosmer une quinzaine de militants, dont la plupart, il faut dire la vérité, allaient disparaître politiquement pendant la guerre.

Alfred Rosmer — et là, cela donne une indication de la méthode qui doit être la nôtre — était l'un des fondateurs de l'Internationale communiste. Auparavant, il était syndicaliste révolutionnaire. Il est venu au bolchevisme. Il a été l'un des organisateurs de l'Opposition de gauche, en 1924-1925, puis il s'est éloigné politiquement des positions de Trotsky et de la IV^e Internationale. Et pourtant, Trotsky a toujours considéré qu'il était des nôtres, bien qu'il était en désaccord. Parce que sa vie était celle d'un militant qui cherche les voies de l'émancipation. C'est, pour partie, en fonction de ses réflexions sur ces problèmes que nous avons élaboré la ligne de la « transition » dans la construction du parti.

Le II^e Congrès de l'Internationale, c'était en 1948.

Camarades, il s'est passé dix ans au cours desquels Trotsky a été assassiné en 1940, au cours desquels la génération des trotskystes, qui n'étaient qu'une poignée, une génération sans expérience, a cherché à mettre en œuvre le programme de la IV^e Internationale dans les conditions les plus difficiles. Des ruptures avaient eu lieu. Et il a fallu que l'on apprenne. On a appris avec beaucoup, beaucoup d'erreurs. Et dans ce travail, la plus jeune génération s'est tout de même formée.

Des militants extrêmement courageux, à la fin de la guerre, ont été déçus, parce que la révolution prolétarienne n'était pas victorieuse. Ils ont cherché d'autres voies.

Cette voie, c'était la voie du *Militant* d'Angleterre, la voie de cette minorité dans le parti français. Cette minorité dans le parti français était constituée de militants de grand courage. Ils avaient combattu pendant toute la guerre. Ils avaient fait face à la Gestapo et payé un lourd tribut. Et la révolution n'est pas venue. Ils ont été déçus. Et, déçus que la révolution n'ait pas été victorieuse, ils ont rejoint des formations à caractère centrisme et social-démocrate.

Je me souviens qu'au congrès de 1948, cette minorité avait quasiment le même pourcentage que la majorité (48 %). Quand ils sont partis, il y avait Pierre Franck, qui avait fait du bon travail, mais il était sectaire. Franck a répété durant des années et des années : « Trotsky, Trotsky... » Il l'avait mal dit, mais il l'avait dit. Frank est monté sur un tabouret, il a dit : « *Vous êtes la poubelle de l'histoire.* » Je me souviens que j'ai dit à un camarade qui était à côté de moi : « *Il est content. La moitié de son parti s'en va et il est content.* » Moi, je n'étais pas du tout content. Cela dit, ils avaient tort politiquement. Nous sommes restés.

A partir de 1948, le doute s'est insinué au sommet de la IV^e Internationale. On a estimé — tout le monde a estimé —, la direction de l'Internationale a estimé que la rupture entre Tito et Staline allait ouvrir la voie à la IV^e Internationale. Je me souviens que Frank et Mandel disaient : « *On va maintenant mettre le siège de la IV^e Internationale à Belgrade.* » L'histoire s'est passée autrement. Le doute, l'incertitude se sont insinués dans la IV^e Internationale. Au sommet, Pablo a élaboré sa théorie « révisionniste » : « *Placée*

dans des circonstances exceptionnelles, la bureaucratie stalinienne va construire le socialisme à sa manière. » Il était impossible d'accepter. Nous l'avons dit.

Mais la plus grande difficulté, c'est que la principale section de la IV^e Internationale, la section américaine, celle avec qui Trotsky avait collaboré pour sa construction avec des militants de grande valeur, a soutenu au départ cette politique de capitulation. Nous nous sommes trouvés, majorité française, dans des conditions les plus difficiles. Nous ne voulions pas la scission. Nous voulions simplement le droit à l'expression. Dans le cadre de la discipline, nous avons signé les textes comme quoi nous acceptions la discipline, nous acceptions que notre journal développe la politique de la majorité de l'Internationale. Mais nous voulions pouvoir nous exprimer à l'intérieur de l'organisation sur nos positions. On nous l'a refusé. La majorité française n'a pas accepté. Je pense que nous avons raison, sans pour autant apprécier sur le moment les conséquences.

En juin 1953, il y a eu l'insurrection de Berlin-Est. La direction pabliste a eu une attitude équivoque. Nous avons pourtant continué à combattre pour être réintégrés. Nous avons combattu pour être réintégrés. Nous avons accepté, nous n'étions pas d'accord, mais nous avons accepté pour être réintégrés. En 1956, cela n'était plus possible. En 1956, cela a été l'insurrection de Budapest. Lors de la deuxième intervention des chars de l'armée soviétique, le pabliste, le secrétariat qui est devenu le Secrétariat unifié a soutenu en disant : « *Cette insurrection de Budapest est un danger pour le "socialisme".* » Et c'est là que nous avons dit : la IV^e Internationale telle qu'elle avait été reconstituée après la guerre a été disloquée par le pabliste. Mais son programme est intact. Son programme, qui inclut la révolution politique, est confirmé par l'insurrection de Berlin-Est de juin 1953, la révolution hongroise des conseils de 1956. Ainsi était vérifié le combat qui a été mené pendant des années à l'intérieur de l'Internationale, en refusant de capituler. Alors, nous avons proposé une résolution — une courte résolution : « *Si le parti révolutionnaire se construira nécessairement sur le programme de la IV^e Internationale, nul ne peut dire qu'il se construira autour du PCI* », qui était la section française. J'ai été battu. J'ai eu ma seule voix.

Mais je pense que l'histoire a démontré, à travers les échecs, les difficultés, qu'il faut renouer avec le passé, renouer avec la Première Internationale, non pas dans les formes dans lesquelles elle s'est constituée, mais dans la capacité qu'elle a eue de rassembler tous les courants ouvriers indépendants au moment même où, dans la situation, la marche à la barbarie, la marche à la destruction de la classe ouvrière, la marche à la destruction des organisations est engagée. Donc, nous avons dit : il faut avancer sur cette voie-là. Nous allons continuer pas à pas. Nous avons dit : oui, la II^e Internationale, c'était les conquêtes arrachées par la lutte des classes, il nous faut intégrer la défense des conquêtes, et nous l'avons intégrée. Nous avons compris qu'il fallait modifier — pas n'importe quoi — l'une des 21 conditions de l'Internationale communiste sur la France, qui disait : le syndicat doit être subordonné au parti. Nous avons dit non. Il faut modifier cela. C'était justifié en 1921, car en 1921 tout le monde pensait que la victoire de la révolution prolétarienne allait arriver. Ce n'était plus justifié après la défaite de la révolution allemande.

La discussion s'est d'ailleurs menée à cette époque, en 1920, en Russie, dans le Parti bolchevique, sur la question syndicale, qui, à mon avis, est extrêmement importante, mais je n'ai pas le temps d'y revenir maintenant.

Alors nous avons avancé pas à pas à partir de la scission pabliste, avancé au travers des capitulations et des trahisons. Nous avons constitué pas à pas. Nous avons décidé de constituer le IV^e Congrès en 1993. Camarades, le marxisme est absolument nécessaire pour comprendre ce qui s'est passé depuis le IV^e Congrès, où nous avons reproclamé la IV^e Internationale. Après le IV^e Congrès, normalement, toute une série de décisions que nous avons prises auraient dû être réalisées. Elles n'ont pas été réalisées, c'est un fait. Nous en avons discuté. Elles n'ont pas été réalisées, il faut réfléchir pourquoi.

Ce sont des problèmes d'une énorme importance du point de vue politique. Il s'agit de la capacité de mesurer jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, les résultats, les modifier, mais toujours avancer. Il est clair que cette question est celle que se

posait Marx, en 1848, avec la *Nouvelle Gazette Rhénane*. Il mesurait ainsi tous les jours la marche à la révolution, la marche à la victoire. La victoire ne vient pas. Il recule. Et ensuite il reprend. C'est cette méthode qu'il nous faut apprendre, que nous avons commencé à apprendre. La révolution prolétarienne mondiale n'est pas venue. Aujourd'hui, en ex-Union soviétique, c'est le capitalisme qui est mis en avant sous la forme la plus pourrie, celle qui en définitive mesure ce que sera le monde entier si aujourd'hui nous ne construisons pas le parti révolutionnaire pour aider la classe ouvrière. C'est la barbarie qui est en marche. Elle est en marche également en Afrique, elle est en marche partout. C'est le problème que nous devons résoudre.

Il y a des choses qui sont difficiles à admettre. Par exemple, en 1914, quand on a montré à Lénine le journal du parti social-démocrate allemand, il a dit : « *Ce n'est pas possible, c'est un faux de l'état-major allemand.* » Ce n'était pas un faux de l'état-major allemand. Et Lénine, pas à pas, s'est appliqué à prendre appui sur les groupements indépendants pour avancer. C'est la même méthode que nous avons à mettre en œuvre (...). Alors, camarades, nous avons discuté de ces questions, de la question du front unique. A mon avis, il y a une chose très importante : la démocratie dans les débats. Alors, camarades, aujourd'hui nous avons fait la démonstration de la démocratie dans le débat, de la démocratie dans l'organisation. Ce sont là les formes de la démocratie de la IV^e Internationale, qui ne sont pas opposées, mais pas forcément identiques aux formes particulières de la démocratie dans la lutte pour la reconstruction du parti ouvrier indépendant, de l'Internationale ouvrière.

Et là, il faut bien comprendre. Pour nous, il ne peut y avoir de contradiction entre l'Entente internationale et la IV^e Internationale, mais l'Entente internationale n'est pas la IV^e Internationale. Jamais nous n'abandonnerons la IV^e Internationale. Cela dit, je le répète, il n'est pas dit sous quelle forme elle sera constituée. Personne ne peut le dire. Trotsky lui-même, à différentes reprises, a modifié selon les circonstances. Pour nous, la IV^e Internationale, c'est le programme, et cela est intangible. Sauf si l'histoire démontrait que le programme est faux. J'en ai entendu, dans ma longue vie, beaucoup qui proclamaient que le programme était faux. Que sont-ils devenus ?

Camarades, c'est clair, l'ennemi va se déchaîner, et pas seulement en France. Ils vont se déchaîner contre la IV^e Internationale. Il faut comprendre ce qu'il va nous falloir affronter. Affronter une telle situation, je le dis encore une fois, cela peut se faire à partir de la confiance dans la vérité du programme. Je discutais ce matin avec des camarades. Je leur parlais d'un camarade décédé récemment, Moïses Moleiro. Il n'était pas trotskyste, il n'était pas marxiste. Mais c'était un homme honnête. Il était castriste. Il a fait des années de prison pour avoir participé à la guérilla sous la direction de Castro. Cet homme, je l'ai connu en 1964-1965, nous sommes restés en liaison, et je crois qu'il avait une certaine forme d'amitié pour moi. Chaque année, il était invité aux commémorations de la révolution cubaine, parce qu'il était décoré. Il y a quelques années, il a discuté avec Castro, et il m'a dit : « *J'ai rompu avec Castro, je lui ai rendu toutes mes décorations.* » Castro, le castritisme, est devenu un agent de l'impérialisme. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas défendre inconditionnellement Cuba. Moïses Moleiro vient de mourir. Il n'était pas trotskyste. Il avait sa place dans la IV^e Internationale. Et, les camarades s'en souviennent, nous l'avons invité aux congrès de l'Internationale, au conseil général, dans toutes les réunions internationales. C'est cela, notre conception.

J'ajouterai ceci : nous entrons dans une situation où il nous faut surmonter ce qui ne peut pas ne pas être ressenti comme un élément de démoralisation pour le prolétariat mondial, pour les militants des PC : l'effondrement de l'Union soviétique. Les militants des partis communistes ont été capables d'accepter tout, car il y avait la « patrie du socialisme ». Aujourd'hui, la « patrie du socialisme » n'existe plus. Et l'appareil qui était soumis au Kremlin se soumet maintenant à Washington, à l'Union européenne. A partir de là, ces militants des partis communistes n'acceptent plus les choses qu'ils acceptaient alors, même sans le dire. Ces militants ont accepté beaucoup de choses. Pendant la guerre, j'en ai connus, j'étais avec eux pour reconstituer des syndicats illégaux. Ils ont accepté beau-

coup de choses au nom de la « patrie du socialisme », parce que c'était la CGT, parce que c'était leur parti, même si nombre d'entre eux se posaient des questions.

Camarades, la tâche aujourd'hui de construire une section de la IV^e Internationale en Russie n'est pas une tâche particulière, c'est la tâche centrale pour sauver ces militants. Il s'agit de démontrer, par l'analyse marxiste et par le combat organisé, qu'aujourd'hui, dans l'ex-Union soviétique comme dans le monde entier, quelles que soient les difficultés, la révolution sera la plus forte, parce que le mode d'exploitation capitaliste ne peut survivre qu'en entraînant l'humanité à la catastrophe.

Oui, quelles que soient les difficultés, les conditions objectives de la révolution prolétarienne sont aujourd'hui plus favorables. La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. C'est à nous qu'il revient d'aider à la résoudre. Oui, ceux qui sont en face de nous, les appareils, la bourgeoisie, sont plus forts que nous. Mais nous pouvons passer si nous sommes capables de faire un travail calme, patient, méthodique, en respectant les principes et les conditions d'une véritable discussion, de l'action organisée.

(Cette intervention a été publiée
— sans précision de son auteur —
dans *La Lettre de La Vérité*, n° 218,
du 4 mars 2002.)

Conférence de Pierre Lambert sur les syndicats

Marx, la Première Internationale et la question des syndicats

JE rappelle que l'objet de mon exposé est de traiter le problème des syndicats. Deux points doivent être soulignés. D'abord, il est évident qu'il ne saurait être question de discuter sur les syndicats sans faire référence à la situation mondiale. Laquelle est caractérisée, d'une part, par les tendances à la décadence, conséquences de la survie des rapports capitalistes de production : le stade premier de l'impérialisme, où les rapports de production étouffaient dans le cadre de la propriété privée et du marché mondial (impérialisme, stade suprême du capitalisme), s'est transformé en un processus d'autodestruction. Cette phase de l'impérialisme constitue les conditions objectives de la lutte des classes, donc de notre combat de construction. D'autre part, la situation mondiale est caractérisée par l'effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, conséquence de la survie du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production, survie dont la responsabilité incombe entièrement à la social-démocratie et au stalinisme. Je ne peux évidemment développer l'analyse de ces conditions objectives, et je renvoie aux articles, rapports et résolutions adoptées par nos différentes instances. Cependant, si l'on ne met pas en rapport les conditions objectives avec les conditions « subjectives », il est impossible de définir les tâches à accomplir.

Deuxième point : il nous faut établir si la méthode du marxisme (concrétisée par la méthode du *Programme de transition*) reste valable ou doit être reléguée au magasin des accessoires vieillissés de l'histoire. Pour répondre à cette interrogation, nous allons procéder, concernant les syndicats, à l'examen des principes du marxisme en les confrontant à la réalité d'aujourd'hui.

Pour se constituer en classe, la classe ouvrière a été conduite à constituer ses propres organisations pour assurer la défense de ses intérêts, arrachant conquêtes et garanties dans sa lutte contre le capital.

La Première Internationale (Alliance internationale des travailleurs - AIT), fondée en 1864, rassemble alors à Londres toutes les organisations ouvrières qui se constituent. Son conseil central provisoire adopte, à l'unanimité de tous les courants, organisations et tendances représentés, l'adresse inaugurale rédigée par Marx. C'est, après le *Manifeste du Parti communiste* (1847), la première affirmation du prolétariat comme classe, exprimée dans la constitution d'organisations ouvrières indépendantes. Au système de la propriété privée des moyens de production, qui entend réduire les hommes en « individus » isolés, est opposée l'unité des intérêts des travailleurs exploités, qui ne peuvent s'affirmer comme « individus » qu'en arrachant au capital le droit de s'associer dans leurs organisations indépendantes. Qui ne voit pas l'actualité de cet enseignement à la lumière des événements actuels ?

En 1866, le conseil central de l'Alliance internationale des travailleurs adopte une résolution sur les syndicats, rédigée par Marx : « *Le capital est la force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle (...). Le seul pouvoir social que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est annulée par la désunion. La désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable faite entre eux.* »

Pourquoi ? Parce que, dans le système capitaliste et davantage encore au stade de l'impérialisme, l'exploitation cherche en toutes circonstances à organiser et perpétuer la « concurrence » entre les ouvriers, pour les opposer les uns aux autres.

« *Les trade-unions ont originellement formé des essais spontanés.* » La place des ouvriers, groupés dans les entreprises par les rapports sociaux de production capitalistes, les conduit nécessairement à chercher les voies pour résister à l'exploitation. La spontanéité est le produit direct des conditions matérielles de l'exploitation. La classe groupée cherche à se défendre. Elle a une conscience, ou plutôt un instinct de classe, qui se forme par les conditions matérielles dans lesquelles elle vit. Ces conditions matérielles l'amènent à des mouvements spontanés : « *Essais spontanés des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital pour empêcher, ou au moins atténuer, les effets de cette concurrence faite par les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils puissent au moins ne plus s'élever à la condition de simple esclave.* »

Dans la phase du capitalisme ascendant, le mode de production capitaliste disposait du marché mondial. Pour écouler la production, les capitalistes étaient obligés de chercher à s'approprier des « parts de marché » sur un marché mondial en expansion, donc de développer les forces productives. Ce faisant, ils étaient conduits à se doter de moyens de production grandissants (capital constant, mis en œuvre par un « capital variable » également en expansion). La concentration dans les usines amenait les ouvriers à chercher les voies de la résistance collective pour échapper « à la condition de simple esclave ».

Toutes ces questions sont fondamentales, elles sont à la racine des problèmes actuels. La résolution de l'AIT précise comment dépasser, ou plutôt comment se sont établis les premiers fondements de la « conscience de classe », par la définition de revendications précises et motivées. Marx écrit : « *Contre l'usurpation incessante du capital, en un mot les questions de salaire et d'horaire de travail. On ne peut y renoncer tant que le système actuel dure. Au contraire, les trade-unions doivent généraliser leur action en se combinant.* »

L'organisation, c'est la conscience qui se construit à partir des conditions matérielles d'existence, pas des « entités ». Et, à partir de là, s'impose la résistance à l'exploitation. Et comme la résistance à l'exploitation exige l'union, l'unité, les ouvriers sont amenés à se constituer en syndicats.

Poursuivons la lecture de la résolution adoptée par le conseil central de l'AIT : « *Les trade-unions ont formé à leur insu les centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et municipalités du Moyen Age en avaient constitués pour la classe bourgeoise.* »

Arrêtons-nous ici avant de poursuivre : les bourgeois du Moyen Age ont été amenés à s'opposer à la féodalité, sur la base de nouveaux rapports de production qui se constituaient et s'inséraient dans les rapports de production de la féodalité sans qu'ils en aient conscience. Mais pour être à même de développer ces nouveaux rapports de production, auxquels correspondaient de nouvelles formes de propriété, la bourgeoisie devait se constituer en classe indépendante et, partant, se doter d'institutions politiques : les communes et municipalités. Certes, la bourgeoisie n'avait pas conscience dès le Moyen Age de la signification de ces institutions, ni même du contenu des nouvelles formes de propriété qui s'inséraient dans les cadres anciens. C'est ainsi que la monarchie absolue a pu intégrer des secteurs de la bourgeoisie. Mais la force des rapports bourgeois de production exigeait, pour se développer, de se libérer des entraves des anciennes formes de propriété : elle allait contraindre, dans les révolutions bourgeoises, à concrétiser les nouvelles relations politiques entre les classes dans de nouvelles institutions politiques.

Il y aurait évidemment lieu, ici, d'apporter les compléments nécessaires sur la place des révolutions démocratiques (bourgeoises) à l'époque de l'impérialisme. Cela devra faire l'objet d'un exposé sur les problèmes soulevés par la « révolution permanente ». Revenons à notre exposé.

La résolution de l'AIT indique que « *les trade-unions ont formé à leur insu les centres organisateurs.* » A leur insu : la lutte des classes ne procède pas d'une « idée », mais de conditions matérielles. « A leur insu » signifie donc que, pour échapper à la condition matérielle « d'esclaves », les travailleurs devaient se doter d'organisations indépendantes. Et, en constituant des syndicats (trade-unions) comme centres organisateurs de leur résistance collective, se donner les moyens de prendre conscience qu'il leur fallait, par et dans l'organisation, poser la question de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire la question de leur libération de l'exploitation. « *Si les trade-unions, dans leur capacité, sont indispensables dans la guerre d'escarmouche du travail et du capital, elles sont encore plus importantes dans leur dernière capacité comme organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature des capitalistes.* »

Déjà, à l'époque de la Première Internationale, dans les syndicats, les travailleurs se trouvaient confrontés à des courants qui prônaient quasi ouvertement l'adaptation au capital. C'est ainsi que la résolution adoptée par le conseil central précise que les trade-unions, « *foyers d'organisation de la classe ouvrière* », doivent relier étroitement les luttes revendicatives au « *grand but de son émancipation radicale* ». La filiation est clairement établie entre la Charte d'Amiens et cette résolution de 1866 sur les syndicats comme organisations indépendantes. Nous y reviendrons.

La résolution de l'AIT poursuit sur les trade-unions : « *Leur avenir : à part leur rôle immédiat de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, elles doivent maintenant agir sciemment comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Elles doivent aider tout mouvement social et politique tendant vers cette direction.* »

Aider... Ce n'est pas se substituer, mais aider à la classe à se libérer elle-même. « *En se considérant et en agissant comme les représentants de toute la classe ouvrière, elles réussiront à englober en leur sein les hommes ne faisant pas partie des syndicats, les couches les plus exploitées. Leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

Le problème de l'Etat n'est pas encore soulevé. En 1866, la Commune de Paris n'a pas encore soulevé la solution théorique de cette question. Le marxisme n'est pas un dogme, c'est une règle pour l'action, qui généralise la réalité du mouvement de l'histoire en enseignements pour aider la lutte de classe émancipatrice.

Marx n'anticipait pas, il ne l'aurait pu, sur ce que la vie, les événements, allaient soulever, sur ce qu'allait apporter la Commune de Paris : la dictature du prolétariat, la démocratie ouvrière.

C'est ainsi que l'organisation de la classe a toujours été le produit de la lutte de classe, contrairement à ce qu'essaient de nous raconter tous les faussaires, professeurs ou pas, selon

lesquels c'est par des décisions prises par la classe capitaliste qu'il y a eu amélioration du sort des ouvriers. Les capitalistes ont toujours cherché, et cherchent toujours, à s'opposer aux organisations indépendantes, qui, seules, peuvent arracher droits, garanties et conquêtes.

« *C'est la révolution de 1848 qui impose le décret du 29 février 1848, qui reconnaît aux ouvriers le droit de s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail.* » Pour la première fois, avec bien des illusions, les ouvriers arrachaient le droit d'association indépendante. C'est par la révolution, par la lutte de classe, que les ouvriers ont arraché le droit à l'organisation comme toutes les conquêtes sociales. Ils l'ont arraché eux-mêmes, contre les capitalistes, par l'organisation.

« *Après l'écrasement des journées de juin, la loi du 22 juin 1849 donne au gouvernement le droit de poursuivre toute réunion ou groupement qui lui semble de nature à troubler la paix publique.* » Ce sont là les premières mesures pour empêcher les travailleurs de se grouper, de s'organiser en association indépendante, après la défaite de juin 1848. En 1851, à la veille du coup d'Etat de Napoléon III, c'est de nouveau pour la classe ouvrière la disparition de ses organisations.

Démocratie et lutte de classe

La question des rapports entre la démocratie et la lutte des classes, qui est celle des rapports entre la démocratie et la révolution, serait-elle dépassée ? Nous avons formulé, dans la charte du Parti des travailleurs, notre position en ces termes : « *La démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.* » Que signifie cette formule ? En mettant en avant le combat pour le droit des travailleurs à l'organisation indépendante, nous intégrons l'évolution historique, telle qu'elle s'est concrètement réalisée : le droit à l'organisation indépendante a été arraché par la lutte des classes dans la phase du capitalisme ascendant, pour lequel la démocratie bourgeoise a été la forme politique la mieux adaptée à sa domination de classe.

Ce n'est évidemment pas un hasard si le droit des travailleurs à l'organisation indépendante a été sans cesse remis en question, en particulier si le corporatisme avec Hitler, Mussolini, Franco, Vichy, a cherché à le remettre en cause de façon radicale et définitive. Mais entre la forme démocratique de l'Etat bourgeois et sa forme corporatiste, il existe des transitions qui correspondent à l'évolution de la situation qui a vu l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, entrer en décomposition. Ce qui caractérise ces étapes intermédiaires, c'est la multiplication des entraves plus ou moins accentuées au droit à l'organisation indépendante de la classe ouvrière, cette situation constituant le fond historique de la lutte de classe.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, le droit à l'organisation indépendante, condition pour le combat de classe, pour le bâtir, défendre et améliorer les conquêtes sociales, le droit de lutter contre l'exploitation et la surexploitation sont remis en question. Si le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production devait subsister, cela signifierait la destruction des droits. A l'échelle mondiale, sur tous les continents et dans tous les pays, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OTAN, l'Union européenne constituent l'état-major qui planifie la destruction des droits, la mise en œuvre des politiques de déréglementation-privatisation. « *Abaisser le coût du travail* » est devenu le maître mot d'une politique de destruction des droits.

C'est dans ce contexte que l'on peut véritablement apprécier le rapport entre la démocratie et la lutte des classes. Nous avons eu de multiples discussions sur cette question. Je ne parle pas des doctrinaires asséchés qui prenaient prétexte de cette discussion pour s'aligner sur la défense de l'appareil stalinien avant de décréter que la IV^e Internationale était « morte » : laissons les morts enterrer les morts.

Venons-en au fond : de quoi s'agit-il dans cette discussion ? En 1931, Trotsky écrivait dans *Et maintenant ?* : « *Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne, syndicats, partis (soulignons le pluriel), clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Non pas dans les*

cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire. Le prolétariat peut arriver au pouvoir, non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise... »

Dans ces quelques lignes sont concentrées les leçons de l'histoire, des rapports entre la « démocratie », la lutte de classe et la révolution. Sans prétendre en épuiser tous les enseignements, nous nous bornerons à relever ceux qui concernent la discussion sur les syndicats.

1. Si le droit à l'organisation, condition des conquêtes sociales, a été arraché « à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle », cela implique la nécessité, pour la lutte de la classe ouvrière, que soient formulés des mots d'ordre protégeant « *les fortifications, les bases, les foyers de la démocratie prolétarienne* » constitués à l'époque du capitalisme progressif (1). A l'époque du capitalisme pourrissant, ces fortifications, bases et foyers de la démocratie prolétarienne sont constamment remis en question : leur défense implique également la nécessité de lutter à l'intérieur « *des formes démocratiques de la domination de classe de la bourgeoisie* », également remises en question. Ces considérations sont à la base du combat pour la défense des libertés démocratiques, pour la défense de la séparation des Eglises et de l'Etat, pour la défense de l'égalité des citoyens remise en cause par la décentralisation, la régionalisation et la réforme de l'Etat. Ces revendications constituent l'un des volets de notre politique de front unique.

2. Trotsky, en écrivant que ces droits à l'organisation ont été arrachés « *non dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire* », ne fait que préciser ce qui est l'ossature de la résolution adoptée par la Première Internationale et de la Charte d'Amiens : les revendications, « *les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales* » ont été arrachés « *à l'intérieur de la démocratie bourgeoise* » par les moyens de la lutte de classe, ordonnés sur la perspective de la révolution émancipatrice.

De son côté, la Charte d'Amiens ne dit pas autre chose : « *Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être par la réalisation des améliorations immédiates. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme.* »

Les syndicats préparent « *l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste* ». Le lien entre le combat quotidien pour la défense des droits, garanties, conquêtes sociales s'inclut nécessairement dans le « *cadre d'une perspective concrète, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire* » (*Programme de transition*).

Répetons-le : toute l'histoire du mouvement ouvrier confirme que jamais, en aucune circonstance, les capitalistes n'ont concédé « de bon gré » les « *améliorations immédiates* », les conquêtes sociales : c'est pourquoi celles-ci doivent être défendues en toutes circonstances. C'est par la lutte de classe que droits, garanties, conquêtes sociales ont été arrachés. Et pour les arracher au capital, les ouvriers ont été amenés à construire leurs organisations indépendantes dans le cadre des formes démocratiques de la domination de classe de la bourgeoisie. Ces organisations ne peuvent se construire et être défendues que sur la base de la perspective révolutionnaire : « *L'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste.* »

**(Cette conférence de Pierre Lambert
a été publiée dans *La Lettre de La Vérité*, n° 25, 23 août 1996.)**

(1) Il y aurait lieu d'examiner comment, dans la période du capitalisme pourrissant, la lutte des classes a arraché, particulièrement après la Deuxième Guerre mondiale, les conquêtes sociales parmi les plus importantes. L'explication en est que, par crainte de la révolution, les bourgeoisies ont dû concéder ces conquêtes.

Lénine, les bolcheviks et la question des syndicats

LÉNINE explique en 1921 : « *Ni le parti communiste, ni le pouvoir des soviets, ni les syndicats ne peuvent en aucune façon oublier et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses que le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliquée et justifiée uniquement par les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste et de ses institutions.* »

C'est écrit en 1921. Il y a l'Etat ouvrier, l'URSS n'a pas encore dégénéré.

En 1921, donc, Lénine dit : les ouvriers ont le droit de faire grève contre leur propre Etat. Déjà, Lénine est inquiet sur les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien ; inquiétudes qui, en 1922, jusqu'à ce qu'il sombre dans l'inconscience et la mort, allaient le conduire à engager le fer contre Staline. Toutes les calomnies colportées contre le bolchevisme sont balayées.

Bien entendu, il y a eu une discussion très âpre dans le Parti bolchevique. La situation en Russie assiégée était difficile, très difficile. Il y avait une recherche, une confrontation des points de vue. Cette discussion sur les syndicats avait des conséquences très pratiques, immédiates. Au cours de celle-ci, Trotsky s'est trompé. Et alors ? « *Ni Dieu, ni César, ni tribun* », dit *L'Internationale*... Pour nous, c'est une œuvre vivante. Les plus grands ont élaboré et ils ont fait des erreurs. C'est une œuvre humaine. Mais le fond a été respecté.

Que dit Lénine : « *L'action des syndicats, c'est la défense réelle dans tous les domaines de la masse des ouvriers.* » Il se prononce contre l'admission en bloc de tous les salariés dans les syndicats. Il faut, pour lui, adopter tout de suite, réintégrer le principe de l'adhésion libre des syndiqués. « *On ne saurait en aucune façon exiger des syndiqués des positions politiques déterminées. Et à cet égard, les syndicats doivent être sans parti...* » C'est Lénine qui dit ça...

Comparez avec tout ce qui se raconte. Lénine se prononce « *contre l'immixtion directe des syndicats dans la gestion des entreprises* ». Il est contre le fait que le syndicat assure le contrôle de la production. Ce sont les conseils d'usine, les comités d'usine qui ont cette tâche. Il faut s'arrêter sur cette question. Qu'est-ce que la politique ? Lénine l'a expliqué, c'est le concentré de l'économie. Si le syndicat gère l'économie, à partir de là, il a des fonctions d'Etat. Parce que la propriété sociale passe par la propriété d'Etat, ce n'est pas la propriété syndicale : chaque syndicat n'est pas propriétaire de l'entreprise où il s'est constitué. Donc, si les prolétaires n'ont pas de syndicat, ils sont obligatoirement intégrés à la production. C'est une contradiction terrible, difficile.

On a bien vu comment cela s'est passé en URSS. Cette contradiction ne peut être réglée que par la construction du socialisme à l'échelle internationale, une société sans classe et sans Etat. Pour y arriver, il faut passer par l'Etat ouvrier, c'est-à-dire, comme l'écrit Lénine dans *L'Etat et la Révolution*, l'Etat bourgeois sans bourgeoisie. Ce qui veut dire que la révolution d'Octobre, qui a exproprié le capital, n'a pas que des fondements dans la lutte des classes en URSS. C'est à l'échelle internationale que la révolution mondiale fera disparaître les Etats et la lutte des classes. Le socialisme est international, il ne peut se construire dans un seul pays, on l'a bien vu. Laissons de côté ce problème complexe du syndicat et de la production dans un pays où le capital a été exproprié. De toute façon, la Charte d'Amiens disait qu'après l'expropriation, on se pose le problème de l'organisation de la production. Mais elle ne l'envisageait certainement pas avant l'expropriation. La Charte d'Amiens n'est pas « autogestionnaire ».

Reprenons la Charte d'Amiens : « *Le congrès déclare que cette besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière, et qui fait*

à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou tendances politiques, philosophiques ou religieuses, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. »

Lénine ne dit pas autre chose : « *Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique. »*

Le syndicat n'est pas « apolitique », absolument pas. Il ne veut pas être identifié à un parti politique. S'il s'identifie à un parti politique — et c'est aussi ce que dit Lénine —, ceux qui ne sont pas membres de ce parti politique sont exclus *ipso facto*.

Poursuivons ce qu'affirme la Charte d'Amiens : « *Il leur est simplement demandé, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'ils professent en dehors. En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'efficacité, l'action économique doit s'exercer contre le patronat. »*

Il y a là une limitation : l'action économique doit s'exercer également contre l'Etat. Contre le patronat et contre l'Etat. Pour avoir un statut de fonctionnaire, ce n'est pas chez un patron qu'on va. Quand on est dans une usine, on peut lutter pour les revendications de salaire, mais si l'on veut une convention collective, c'est contre tous les patrons d'une branche : là, la question de l'Etat revient. Ainsi, le syndicat est amené, d'une certaine manière, sur le terrain économique, à se poser le problème de l'Etat. Mais il le fait d'une autre façon. Et en même temps, ce problème de l'Etat pose la question des partis.

Revenons sur cette question. Nous ne demandons pas aux syndicats d'adopter nos positions. Nous sommes pour l'indépendance réciproque, en conformité avec la Charte d'Amiens, et nous avons nos propres positions politiques, qui ne sont pas identifiables aux syndicats, y compris les syndicats que nous dirigeons.

Lorsqu'une responsabilité nous est confiée dans les syndicats, elle l'est par tous les syndiqués, et pas seulement par les syndiqués qui sont trotskystes.

La Charte enregistre à sa manière : « *Les organisations confédérées n'ayant pas en tant que groupement syndical à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, poursuivent en toute liberté la transformation sociale. »*

Vous connaissez les 21 conditions d'admission, en 1921, à l'Internationale communiste. L'une d'elles comprend, de manière indirecte, la subordination des syndicats au parti. Personnellement, je pense que c'était une erreur, et d'ailleurs, tout de suite après, comme on l'a vu, Lénine expliquait le contraire au congrès du Parti bolchevique. Les 21 conditions d'admission ont été d'ailleurs élaborées dans des conditions bien précises. Il s'agissait de déterminer avec netteté ceux qui se délimitaient véritablement de la II^e Internationale passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois en 1914. Cela dit, ce point était malgré tout une erreur. En 1946, il a été proposé au congrès du PCI, qui l'a adopté, l'abandon de celle des 21 conditions qui impliquait la subordination du syndicat au parti.

Revenons également au *Programme de transition* : « *La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, doit se développer en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique. »*

Il faut bien comprendre ce que cela signifie. Trotsky le dit : « *Les syndicats, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé. C'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le parti. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV^e Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition. »* Si donc les syndicats avaient un « programme achevé », ils ne seraient plus un syndicat, mais un parti.

Ainsi, nous pouvons tenter de caractériser le contenu et les formes de la démocratie ouvrière. L'expression la plus achevée de la démocratie ouvrière, c'est la lutte de classe qui construit les conseils et comités d'usine, c'est-à-dire l'Etat prolétarien. C'est la réalisation de l'émancipation des travailleurs, œuvre des travailleurs eux-mêmes. La lutte de classe exige que soit respectée l'indépendance.

D'abord, l'indépendance du parti par rapport à l'Etat : dans la dernière année de sa vie, Lénine a cherché les voies et les moyens pour assurer l'indépendance du Parti bolche-

vique à l'égard du gouvernement soviétique. Tâche difficile, qui s'est dénouée par un échec.

En second lieu, le syndicat, rassemblant les salariés sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses, doit nécessairement, pour assumer ses tâches, préserver son indépendance à l'égard des Etats et des partis. Le fédéralisme est la forme d'organisation du syndicat, qui, vu sa composition et ses tâches, ne saurait se construire et fonctionner sur un programme achevé.

Le parti, section de la IV^e Internationale, étant constitué sur un programme achevé — dans la mesure où il peut être tel dans la conjoncture mondiale —, rassemble ses militants sur ce programme. Le centralisme démocratique intégrant la liberté totale de discussion, y compris le droit de tendance, à condition que le programme soit respecté. Si le centralisme démocratique est partie constituante de la section de la IV^e Internationale, le Parti des travailleurs, parti ouvrier indépendant rassemblant des courants ouvriers sur les quatre points de la charte, ne peut fonctionner que sous une forme fédérative.

**(Cette conférence de Pierre Lambert
a été publiée dans *La Lettre de La Vérité*, n° 270, 3 mars 2003.)**



Documents politiques adoptés par le XVII^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale

LA classe ouvrière et les militants ne changent pas de direction comme on change de paire de chaussures usagées. C'est seulement *graduellement*, sur la base de leur propre expérience, au travers des multiples étapes de la lutte de classes, que les travailleurs et militants peuvent se convaincre de la nécessité d'une nouvelle direction, plus ferme, plus efficace, plus loyale que les vieilles directions. Il est certain que, durant la période ouvertement révolutionnaire, une organisation faible peut, dans des délais plus rapides, se renforcer en un puissant parti. Mais pour qu'un tel processus puisse se développer, il est indispensable que cette organisation encore faible occupe certaines positions dans la lutte de classes, ait noué des liens solides avec de plus larges secteurs de travailleurs et de jeunes, possède des cadres fermes, avec une compréhension lucide du cours de la période, qui ne se laissent pas intoxiquer par les phrases ni intimider par les persécutions et aient pleinement assimilé le centralisme démocratique.

Mais une telle organisation (faible du point de vue du nombre quand s'amorce le cours direct du processus révolutionnaire) doit être construite préalablement à la révolution, comme résultat d'un travail d'éducation des cadres intervenant dans la lutte de classe, travail qui requiert un temps suffisant.

Les rythmes relativement lents du développement de la situation (mais qui peuvent s'accélérer, ainsi que nous l'avons montré par ailleurs) nous donnent ce temps précieux pour l'accomplissement des tâches qui doivent nous permettre de constituer dans ce pays l'Organisation communiste internationaliste (*OCI – nom à l'époque de la section française de la IV^e Internationale – NDLR*) comme organisation fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique (ces principes, appliqués aux réalités de notre pays, nous les avons analysés dans les textes préparatoires au XVII^e Congrès). C'est ainsi que tous les matériaux par nous accumulés — que nous continuons d'accumuler (que nous pouvons centraliser dans les délais très courts) — ouvrent l'objectif réaliste de passer du « groupe à l'organisation ». Nous reconnaissons néanmoins que le prolétariat continue à faire encore confiance (confiance dont nous avons analysé le contenu) à ses vieilles directions (...).

Mais nous ne pouvons prétendre constituer, au moment des affrontements révolutionnaires, cette force (parti) capable de donner une direction uniforme aux pensées et aux actions de la classe. Il faudra, répétons-le, encore des délais pour que l'avant-garde puisse — à condition de mener une politique correcte et de posséder une ferme volonté d'organisation — avoir le temps d'amener à elle, politiquement, les militants encadrant les lourds bataillons de la classe engagés dans la crise révolutionnaire. Nous ne partageons pas les illusions des travailleurs à l'égard des vieilles directions. C'est pourquoi nous ne pouvons surmonter que graduellement la contradiction entre les illusions et les nécessités révolutionnaires, par une tactique correcte basée sur l'expérience et les déceptions qui dessilleront les yeux des masses et des militants sur le caractère bourgeois de la politique des appareils (...).

C'est à partir de ces considérants que la place de la stratégie de construction du parti révolutionnaire sur la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire peut être formulée dans les points suivants :

1. L'expérience des luttes révolutionnaires démontre que le prolétariat n'aborde jamais la période directe de la révolution avec un parti révolutionnaire reconnu comme

direction. Nous avons tout au long de ce rapport largement analysé le contenu de la conclusion qu'il nous faut tirer de l'expérience historique : dans toutes les révolutions, les premiers affrontements révolutionnaires renforcent les vieilles directions.

2. Il faut au prolétariat, pour vaincre, un parti révolutionnaire dirigeant, uni sur le programme de la IV^e Internationale.

3. L'OCI, bâtie sur le programme de la IV^e Internationale, n'est pas le parti dirigeant, pour lequel elle combat.

4. Si les rythmes ouverts par la situation donnent à l'OCI toute la possibilité de passer, dans des délais très brefs, du groupe à l'organisation, nous reconnaissons que l'expérience des luttes révolutionnaires que les masses doivent faire par leur propre mouvement, ainsi que les rapports de force, à l'intérieur de la classe et de la jeunesse, entre les appareils et l'OCI, ne permettent pas à l'OCI de prétendre être reconnue comme direction au début de la période des affrontements révolutionnaires. Il faudra le temps. Les plus grandes secousses révolutionnaires, ébranlant la domination des appareils sur le mouvement ouvrier, ouvrent directement une période où — si nous avons construit préalablement l'organisation communiste centralisée, qui ne sera pas le parti dirigeant — les possibilités de construire effectivement le parti révolutionnaire dirigeant seront ouvertes.

5. La période de l'imminence de la révolution, la crise internationale de la bureaucratie stalinienne, notre propre intervention ont, d'ores et déjà, créé un courant potentiel parmi une couche de militants, contrôlée par les appareils, parmi les jeunes et travailleurs inorganisés, qui tend à remettre en cause la politique bourgeoise des vieilles directions, à un niveau qui n'est plus celui de la spontanéité des mouvements de masses.

6. Ce courant potentiel tendra à s'organiser comme un courant centriste.

7. La puissance de contrôle des appareils sur la classe, les illusions de ce courant potentiel sur l'efficacité d'une politique de pression sur les vieilles directions, le centrisme réactionnaire organisé par la Ligue communiste, les Centres d'initiative communiste (CIC) et leurs alliés du gauchisme décomposé contiennent encore le passage direct à l'organisation centriste.

8. S'il est indispensable de mesurer la force potentielle de ce courant, qui ne peut que se renforcer dans le cours des événements, il n'est pas donné que nous ne puissions pas en canaliser une large fraction, portant ainsi les coups les plus durs au centrisme réactionnaire.

9. C'est ici que s'insère la perspective stratégique de la Ligue ouvrière révolutionnaire. Un cadre de militants, contrôlés par les vieilles directions, s'efforce de faire pression sur elles pour les amener à répondre aux aspirations des masses. A ce cadre de militants, nous offrons une politique, des explications, des mots d'ordre qui sont seuls aptes à répondre aux aspirations des masses. Nous devons leur offrir une forme d'organisation au niveau de leur propre expérience. Nous disons à ces militants :

« Pour nous, il n'est qu'un parti qui puisse répondre aux aspirations des masses : le parti révolutionnaire de la IV^e Internationale, qui est l'objectif du combat de l'OCI. Mais le combat de l'OCI sur telle ou telle politique, tel ou tel mot d'ordre, telle ou telle tactique de lutte, telle explication — vous l'admettez vous-mêmes — peut unir les travailleurs et la jeunesse contre le capital et l'Etat. Vous approuvez cette politique de l'OCI, mais vous n'acceptez pas la conclusion que nous en tirons : construire un nouveau parti. Vous pensez pouvoir utiliser les vieilles organisations pour la défense des intérêts des travailleurs ; c'est votre droit, comme c'est le nôtre de penser autrement. Combattons ensemble sur la politique, les mots d'ordre, pour la tactique sur lesquels nous sommes d'accord. Organisons-nous pour agir sur cette politique, ces mots d'ordre, cette tactique. L'expérience, la libre discussion dans les rangs de la classe ouvrière trancheront. »

10. Tel est le contenu de la Ligue ouvrière révolutionnaire, qui trouve son expression dans les comités d'alliance ouvrière (CAO), les comités pour l'unité ouvrière (CPUO) et toute autre forme d'organisation souple, qui constitueront ce pont que nous devons édifier entre le moment actuel dans la construction du parti révolutionnaire et l'étape où le parti révolutionnaire dirigeant sera construit.

11. Les résultats (très limités) de notre action pour l'Alliance ouvrière et les CPUO témoignent que cette ligne répond à la situation et à ses développements. Bien plus : dès que nous accrochons un fil, nous mesurons combien, au sein même du PCF et de la CGT, cette ligne correspond à l'état d'esprit de militants qui, de l'intérieur, combattent sur nos mots d'ordre, dans l'espoir de « faire pression » pour redresser le parti.

12. Nous luttons pour la construction de l'OCI, combattant pour la construction du parti de la IV^e Internationale en France. Nous reconnaissons que la lutte pour la construction du parti révolutionnaire relève de la transition. La perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire réintègre la transition dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire. La lutte pour la construction des comités d'alliance ouvrière et des CPUO a donc comme contenu le combat pour convaincre, par l'intervention dans la lutte des classes, militants et jeunes de s'organiser dans l'OCI.

13. C'est ainsi que la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire ne saurait nous conduire à cristalliser nous-mêmes ni les CAO ni les CPUO comme organisations centristes. La stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire s'établit sur la perspective de formes d'organisations souples, tout en laissant ouvertes toutes les possibilités — selon des tactiques appropriées — lors de ruptures larges dans le PCF ou le PS, qui verraient la formation d'un puissant parti centriste.

Les CAO, les CPUO ou toutes autres formes d'organisation adéquates à la situation constituent une passerelle vers la construction de l'OCI, laissant largement ouvertes les voies les plus diverses que peut prendre la construction du parti révolutionnaire en France. En un mot, une juste politique doit amener, dans le moment présent, CAO et CPUO à se renouveler sans cesse pour le recrutement à l'OCI et la conquête de nouveaux militants, en ne nous fermant aucun des chemins qui mèneront à la constitution du parti dirigeant de la révolution. Sous cet angle, nous pouvons écrire que la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire est une perspective « algébrique » assurant au combat de l'OCI toute la flexibilité nécessaire pour répondre à la richesse de la vie.

14. La perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire, qui réintègre la transition dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, laisse donc ouvertes toutes les possibilités selon les circonstances. Le préalable reste la construction d'une OCI ayant passé du groupe à l'organisation communiste, se dotant ainsi des moyens de résister, comme organisation indépendante, à la formidable pression des appareils dirigeant les organisations traditionnelles, combinée à celle des organisations centristes. Alors, deux éventualités parmi d'autres peuvent se présenter :

1. Fusion avec les militants en rupture avec le PCF, se plaçant sur le terrain de l'opposition à l'appareil, et avec tous autres groupements, sur la base d'un programme déterminé. Les militants de l'OCI continuant, en toutes circonstances, à combattre pour le programme de la IV^e Internationale.

2. Passage direct à l'OCI de ces militants et, avec eux, jeunes, etc.

Bien d'autres éventualités sont ouvertes. Pour le moment, il nous faut construire l'OCI, recruter, renforcer l'organisation des partisans de la IV^e Internationale, en réintégrant le combat pour la construction du parti révolutionnaire dans la transition ; la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire nous donnant ainsi toute la flexibilité indispensable, toute la souplesse nécessaire pour accomplir nos tâches, pour l'immédiat et dans la situation révolutionnaire.

Juin 1971
Brochure Documents de l'OCI, n° 8,
documents politiques adoptés par
les XVII^e et XVIII^e Congrès de l'OCI

Front unique et construction du parti révolutionnaire

LE problème du front unique est toujours un problème qui se résout sur le terrain de l'action pratique. L'unité est, dans les conditions politiques actuelles, le puissant levier de combat contre le patronat, la bourgeoisie, le gouvernement, alors que la division apparaît comme le soutien au gouvernement et au régime. En plaçant au centre de leur intervention politique dans la lutte des classes le combat pour le front unique, les révolutionnaires se disposent pour les objectifs révolutionnaires qui sont les leurs, sur le terrain de l'action politique. Dans deux passages de la brochure *Et maintenant ?*, Léon Trotsky situe en ces termes les relations entre le combat pour le front unique et le combat pour le parti : « *Les paroles du Manifeste du Parti communiste disant que les communistes ne sont pas opposés au prolétariat, qu'ils n'ont d'autres buts et d'autres tâches que ceux du prolétariat, expriment cette pensée que la lutte du parti pour la majorité de la classe ne doit en aucun cas entrer en contradiction avec le besoin pour les ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat (...). La nécessité même du parti découle précisément du fait que le prolétariat ne naît pas avec la compréhension toute prête de ses intérêts historiques. La tâche du parti consiste, dans l'expérience de la lutte, à apprendre, à démontrer au prolétariat son droit à la direction.* »

Une pensée formaliste pourrait en déduire qu'il y a contradiction entre ce qu'écrivent Marx et Engels et ce qu'écrit Léon Trotsky. Dans le passage précédemment cité du *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels font découler de l'organisation en classe du prolétariat, dans sa lutte de classe, qui est lutte politique, le parti politique. Léon Trotsky, dans la première citation, se situe complètement sur cette position, indiquant après Marx et Engels que les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat. Il ajoute : « *La lutte du parti (révolutionnaire) pour la majorité de la classe ne doit en aucun cas entrer en contradiction avec le besoin pour les ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat.* »

Léon Trotsky ne fait que traduire une situation de fait. Les appareils social-démocrates et stalinien, en passant du côté de l'ordre bourgeois, ont entraîné la scission dans les rangs du prolétariat. Mais le parti révolutionnaire ne saurait que combattre pour l'unité du prolétariat. Car c'est seulement par l'union que les prolétaires se constituent en classe. Il ne saurait donc y avoir contradiction entre le combat pour l'unité de classe contre la bourgeoisie et l'Etat et le combat du parti révolutionnaire pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Mais le prolétariat, s'il est la classe la plus homogène de la société (donc susceptible d'être la classe la plus consciente de ses intérêts de classe) de par la place qu'il occupe dans les relations sociales de production, est néanmoins une classe divisée par l'exploitation capitaliste. Il ne peut conquérir la conscience de classe de ses intérêts, qui se confondent avec les intérêts historiques de l'humanité, que par et dans la lutte de classe révolutionnaire ; mais la conquête de cette conscience de classe dans la lutte de classe se heurte à tous les obstacles, objectifs et subjectifs, dressés par la société bourgeoise, qui ne peut survivre et subsister qu'en dévoyant (divisant) le prolétariat de la conscience de ses intérêts historiques de classe. L'un des obstacles bourgeois majeurs étant la division du front de classe opérée par les appareils bourgeois contrôlant le mouvement ouvrier.

C'est ainsi que le combat du parti ne saurait en aucun cas et en aucune circonstance se « substituer » au combat du prolétariat, qui doit apprendre, avec l'aide du parti, à dégager les voies de l'émancipation des travailleurs, qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est ainsi que, dans les conditions de la division, le combat politique pour le front unique devient le combat pour la construction d'une « OCI de 10 000 militants ». L'OCI combat dans les masses ouvrières et la jeunesse pour l'unité, contre la division ; par là même, l'OCI fait connaître les profondes raisons de la politique de division, dont les racines plongent dans la politique contre-révolutionnaire des appareils. Lutter pour aider les masses

laborieuses et la jeunesse à en finir avec le gouvernement Giscard-Barre équivaut à combattre pour l'indépendance de classe contre la politique de soutien au régime.

Ce combat nécessite donc, pour garantir le succès à la bataille d'unité, de lutter pour organiser dans l'OCI les travailleurs et jeunes qui, sur la base de leur propre expérience et par l'intervention militante de l'OCI, sont amenés de plus en plus nombreux à se convaincre de la nécessité de prendre eux-mêmes en main le combat pour la réalisation de l'unité.

Le 2 mai 1980,
La Vérité, n° 592, juin 1980

Informations ouvrières : **“Une arme pour le regroupement de l'avant-garde ouvrière”**

De 1965 à 1968, les diffuseurs d'*Informations ouvrières* proposaient régulièrement à tous leurs contacts — leurs « liaisons », disaient-ils alors — une petite brochure ronéotypée titrée : « *Une arme pour le regroupement de l'avant-garde ouvrière, pour œuvrer à la construction de l'avant-garde révolutionnaire.* »

Elle se présente d'une certaine manière comme un « mode d'emploi du journal », revient clairement sur la responsabilité et la place des militants de la IV^e Internationale dans sa diffusion et la méthode avec laquelle ils doivent rechercher l'association avec tous les travailleurs et les militants qui se reconnaissent dans le combat qu'*Informations ouvrières* veut impulser.

Elle définit « *les conditions de notre action* », les objectifs d'intervention, la lutte pour le front unique, le regroupement d'une force d'intervention, la progression sur le chemin de l'organisation révolutionnaire.

“**L**ES militants éditant *Informations ouvrières* entendent créer dans le mouvement ouvrier une tribune libre de la lutte des classes. Cet objectif est en partie en voie de réalisation, dans la mesure où tant le mensuel imprimé que son supplément hebdomadaire sont rédigés sur la base d'une correspondance envoyée par des militants de toutes tendances, qui apportent ainsi, par des informations et des analyses, leur importante contribution. Sous cet angle, *Informations ouvrières* est bien élaboré collectivement par le noyau de militants le rédigeant et par ses correspondants (...).

Tribune libre de la lutte des classes éditée par les trotskystes

Ainsi défini son cadre, il nous faut préciser clairement que nous sommes des trotskystes partisans du programme de la IV^e Internationale. Nous considérons que l'expérience de la lutte de classes confirme les enseignements du marxisme révolutionnaire en ce qui concerne la méthode, le but et les moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre. Parmi ces moyens, le principal est pour nous d'œuvrer à la construction du parti révolutionnaire en France, au sein de l'Internationale à reconstruire : la IV^e Internationale.

C'est notre position de principe, sur laquelle nous combattons. Celle que nous soumettons à la discussion de l'avant-garde.

Les funestes conséquences de la bureaucratisation du mouvement ouvrier sous ses formes réformiste et stalinienne démontrent que c'est uniquement par la libre confrontation des points de vue qu'une avant-garde révolutionnaire retrouvera cohésion et puissance. C'est uniquement en relation avec une intervention active et directe dans la lutte des classes que les ouvriers avancés, les jeunes feront leur propre expérience quant à la valeur des programmes (...).

1. La lutte pour le front unique

Le caractère de l'intervention des militants éditant *Informations ouvrières* est ainsi défini. Il nous faut, à présent, préciser plus concrètement les conditions de notre action.

Dans la situation présente, les appareils qui dominent le mouvement ouvrier se refusent à réaliser le front unique pour le "tous ensemble" (*lire ci-dessous dans le même texte – NDLR*). Ils manifestent ainsi leur dépendance avec le système de la bourgeoisie. Nous renvoyons aux informations et aux analyses publiées régulièrement par *Informations ouvrières*, qui confirment ces constatations d'évidence. Les "directions" des grandes organisations facilitent les mesures anti-ouvrières du grand capital et de son Etat. C'est ainsi que les appareils ne peuvent contraindre les organisations, syndicales en particulier, qu'ils contrôlent, à maintenir des liens étroits avec la bourgeoisie qu'en émettant et en divisant le front ouvrier (...).

2. Regrouper une force d'intervention

Tout militant révolutionnaire peut le constater :

— la masse des travailleurs ne comprend pas pourquoi les "dirigeants" les entraînent dans des combats sans issue ni résultats ;

— des syndiqués de base, des militants et cadres des organisations CGT, CGT-FO et FEN expriment, en nombre croissant, des réticences les plus manifestes à l'égard de la tactique des mouvements tournants, qui épuisent le potentiel de combat des travailleurs ;

— franchissant une étape, certains de ces militants et cadres ouvriers, en nombre certes encore limité, commencent à s'organiser autour d'appels rédigés et financés par eux-mêmes, dans des groupes de travailleurs éditant tracts et bulletins payés par des collectes ouvrières (...). La signification de ces initiatives, répétons-le, encore limitées, est néanmoins claire.

Une avant-garde militante consciente de l'enjeu des problèmes soulevés par le front unique pour le "tous ensemble" se regroupe pour, par son action indépendante, dans les organisations et dans la classe ouvrière, secouer la tutelle bourgeoise des appareils, qui devient de jour en jour de plus en plus insupportable.

Informations ouvrières veut et doit relier ces tentatives en vue d'étendre ce combat militant.

3. Avancer sur le chemin de l'organisation des révolutionnaires

Nos buts, nous, trotskystes, nous ne les cachons pas. Nous estimons positifs ces regroupements de travailleurs qui s'organisent sur le plan de classe, mais nous pensons que cela ne peut suffire. Nous avons participé à l'action engagée à partir de l'appel de Nantes pour le "tous ensemble", lancé par 135 travailleurs de toutes tendances de cette région. Nous avons lutté et luttons sur cette base pour que les groupes de travailleurs se multiplient.

Mais le front unique pour le "tous ensemble", aussi indispensable qu'en soit sa nécessité, ne peut couvrir toute l'étendue des problèmes soulevés par la lutte de classe internationale du prolétariat, dont la lutte de classe du prolétariat français est une section (...).

Les aspirations des travailleurs au "tous ensemble", la pression exercée par les militants et cadres CGT, CGT-FO et FEN pour que les directions abandonnent la néfaste tactique des grèves tournantes, des manifestations dispersées et échelonnées, traduisent une volonté évidente d'engager de véritables actions contre le capital et son Etat. Il reste que, limités à ce niveau, il manque aux luttes et aux travailleurs qui s'organisent sur ce plan une dimension essentielle : la perspective de la révolution socialiste. »

**Brochure de 1965 : Une arme :
Informations ouvrières,
et publiée dans *La Vérité*, n° 60-61 (mars 2008),
pp. 251 à 253**

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France
Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

